*Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 87 del 30 marzo 1982*

*Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I*

# GAZZETTA UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* Roma - Martedì, 30 marzo 1982 SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 85101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 16

LEGGE 9 febbraio 1982, n. **106**.

# Approvazione ed esecuzione del regolamento sanitario internazionale, adottato a Boston il 25 luglio 1969, modificato dal regolamento addizionale, adottato a Ginevra il 23 maggio 1973.

# SOMMARIO

LEGGE 9 febbraio 1982, n. **106**: *Approvazione ed esecuzione del regolamento sanitario internazionale, adottato a Boston il 25 luglio 1969, modificato dal regolamento addizionale, adottato a Ginevra il 23 maggio 1973* . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . Pag. 3

Regolamento sanitario internazionale . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » 4

Appendice 1 - Certificato di derattizzazione/di esenzione dalla derattizzazione . . . . . . . . . » 25

Appendice 2 - Certificato internazionale di vaccinazione e di rivaccinazione contro il colera » 25

Appendice 3 - Certificato internazionale di vaccinazione o di rivaccinazione contro la febbre gialla . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » 26

Appendice 4 - Certificato internazionale di vaccinazione o di rivaccinazione contro il vaiolo . » 26

Appendice 5 - Dichiarazione marittima di sanità . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » 27

Appendice 6 - Parte relativa al questionario sanitario della dichiarazione generale di aeromobile . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » 27

Regolamento addizionale . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » 28

Traduzioni non ufficiali . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . » 29

**Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).**

# LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 febbraio 1982, n. **106.**

**Approvazione ed esecuzione del regolamento sanitario internazionale, adottato a Boston il 25 luglio 1969, modificato dal regolamento addizionale, adottato a Ginevra il 23 maggio 1973.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

È approvato il regolamento sanitario internazionale, adottato a Boston il 25 luglio 1969, modificato dal regolamento addizionale, adottato a Ginevra il 23 maggio 1973, nel corso, rispettivamente, della ventiduesima e ventiseiesima Assemblea mondiale della sanità.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al regolamento sanitario internazionale, adottato a Boston il 25 luglio 1969, modificato dal regolamento addizionale, adottato a Ginevra il 23 maggio 1973, di cui all'articolo precedente.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 febbraio 1982

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO — BALZAMO — MANNINO — ALTISSIMO

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

# REGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL

## TITRE I.

## DÉFINITIONS

### Article 1

Pour l'application du présent Règlement:

« *administration sanitaire* » désigne l'autorité gouvernementale ayant compétence sur l'ensemble de l'un des territoires auxquels s'applique le présent Règlement, pour y assurer l'exécution des mesures sanitaires qu'il prévoit;

« *aéronef* » désigne un aéronef effectuant un voyage international;

« *aéroport* » signifie un aéroport désigné comme aéroport d'entrée ou de sortie pour le trafic aérien international par l'Etat sur le territoire duquel il est situé;

« *arrivée* » d'un navire, d'un aéronef, d'un train ou d'un véhicule routier signifie:

*a*) dans le cas-d'un navire de mer, l'arrivée dans un port;

*b*) dans le cas d'un aéronef, l'arrivée dans un aéroport;

*c*) dans le cas d'un navire affecté à la navigation intérieure, l'arrivée soit dans un port, soit à un poste frontière, selon les conditions géographiques et selon les conventions ou arrangements conclus entre Etats intéressés, conformément à l'article 98 ou selon les lois et règlements en vigueur dans le territoire d'arrivée;

*d*) dans le cas d'un train ou d'un véhicule routier, l'arrivée à un poste frontière;

« *autorité sanitaire* » désigne l'autorité directement responsable, sur le territoire de son ressort, de l'application des mesures sanitaires appropriées que le présent Règlement permet ou prescrit;

« *bagages* » désigne les effets personnels d'un voyageur ou d'un membre de l'équipage;

« *cas importé* » désigne une personne infectée arrivant au cours d'un voyage international;

« *cas transféré* » désigne une personne infectée qui a contracté l'infection dans une autre zone relevant de la même administration sanitaire;

« *certificat valable* », lorsque ce terme s'applique à la vaccination, désigne un certificat conforme aux règles énoncées et aux modèles donnés aux Appendices 2, 3 et 4;

« *conteneur* » s'entend d'un engin de transport:

*a*) ayant un caractère permanent et étant, de ce fait, suffissamment résistant pour permettre son usage répété;

*b*) spécialement conçu pour faciliter le transport de marchandises, sans rupture de charge, par un ou plusieurs moyens de transport;

*c*) muni de dispositifs qui le rendent facile à manipuler, notamment lors de son transbordement d'un moyen de transport à un autre;

*d*) conçu de façon à être facile à remplir et à vider.

Le terme *conteneur* ne comprend ni les emballages usuels, ni les véhicules;

« *désinsectisation* » désigne l'opération destinée à tuer les insectes vecteurs de maladies humaines présents dans les navires, aéronefs, trains, véhicules routiers, autres moyens de transport ou *conteneurs;*

« *diffuseur d'aérosol* » désigne un diffuseur contenant une préparation sous pression qui produit un aérosol d'insecticide lorsque la valve est ouverte;

« *Directeur général* » désigne le Directeur général de l'Organisation;

« *épidémie* » désigne l'extension d'une maladie soumise au Règlement par multiplication des cas dans une zone;

« *équipage* » désigne le personnel en service sur un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport;

« *indice d'Aedes aegypti* » désigne le rapport, exprimé en pourcentage, entre, d'une part, le nombre de maisons dans une zone limitée, bien définie, où ont effectivement été trouvés des gîtes larvaires d'*Aedes aegypti,* que ce soit dans les locaux mêmes ou sur les terrains attenants à ceux-ci et en dépendant, et, d'autre part, le nombre total de maisons examinées dans cette zone;

« *isolement* », lorsque le terme est appliqué à une personne ou à un groupe, désigne la séparation de cette personne ou de ce groupe de toutes autres personnes, à l'exception du personnel sanitaire de service, de façon à éviter la propagation de l'infection;

« *jour* » désigne un intervalle de vingt-quatre heures;

« *libre pratique* » signifie, pour un navire, l'autorisation d'entrer dans un port et d'y procéder au débarquement et à toutes autres opérations, pour un aéronef, l'autorisation, après atterrissage, de procéder au débarquement et à toutes autres opérations;

« *maladies soumises au Règlement* » (maladies quarantenaires) désigne le choléra, y compris le choléra *El Tor*, la fièvre jaune, la peste et la variole, y compris la variole mineure (alastrim);

« *navire* » désigne un navire de mer ou un navire affecté à la navigation intérieure, qui effectue un voyage international;

« *Organisation* » désigne l'Organisation mondiale de la Santé;

« *personne infectée* » désigne une personne atteinte d'une maladie soumise au Règlement ou se révélant ultérieurement avoir été en période d'incubation d'une telle maladie;

« *port* » désigne un port de mer ou un port intérieur;

« *quarantaine (en)* » désigne l'état ou la situation d'un navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur, pendant la période où une autorité sanitaire lui applique des mesures visant à prévenir la dissémination de maladies, de réservoirs de maladies ou de vecteurs de maladies;

« *suspect* » désigne une personne que l'autorité sanitaire considère comme ayant été exposée au danger d'infection par une maladie soumise au Règlement et qu'elle juge susceptible de propager cette maladie;

« *visite médicale* » comprend la visite et l'inspection du navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur, et l'examen préliminaire des personnes, ainsi que la vérification de validité des certificats de vaccination, mais ne comprend pas l'inspection périodique d'un navire pour déterminer s'il y a lieu de le dératiser;

« *vol (en cours de)* » désigne le laps de temps s'écoulant entre la fermeture des portes avant le décollage et leur ouverture à l'arrivée;

« *voyage international* » signifie:

*a*) dans le cas d'un navire ou d'un aéronef, un voyage entre des ports ou aéroports situés dans les territoires de plus d'un Etat, ou un voyage entre des ports où aéroports situés dans le ou les territoires d'un même Etat, si ledit navire ou aéronef entre en relations avec le territoire de tout autre Etat au cours de son voyage, mais seulement en ce qui concerne ces relations;

*b*) dans le cas d'une personne, un voyage comportant l'entrée sur le territoire d'un Etat, autre que le territoire de l'Etat où ce voyage commence;

« *zone de transit direct* » désigne une zone spéciale, établie dans l'enceinte d'un aéroport ou rattachée à celui-ci, et ce avec l'approbation de l'autorité sanitaire intéressée et sous son contrôle immédiat; destinée à faciliter le trafic en transit direct, elle permet notamment d'assurer la ségrégation, pendant les arrêts, des voyageurs et des équipages sans qu'il aient à sortir de l'aéroport;

« *zone infectée* » s'entend d'une zone définie sur la base de principes épidémiologiques par l'administration sanitaire qui signale l'existence de la maladie dans son pays et ne correspondant pas nécessairement à des limites administratives. C'est une partie de son territoire qui, en raison des caractéristiques de la population (densité, mobilité) et du potentiel des vecteurs et des réservoirs animaux, pourrait se prêter à la transmission de la maladie signalée.

## Titre II.

## NOTIFICATIONS ET RENSEIGNEMENTS ÉPIDÉMIOLOGIQUES

### Article 2

Pour l'application du présent Réglement, tout Etat reconnaît à l'Organisation le droit de communiquer directement avec l'administration sanitaire de son ou de ses territoires. Toute notification et tout renseignement envoyés par l'Organisation à l'administration sanitaire sont considérés comme ayant été envoyés à l'Etat dont elle relève, et toute notification et tout renseignement envoyés à l'Organisation par l'administration sanitaire sont considérés comme ayant été envoyés par l'Etat dont elle relève

### Article 3

1 — Les administrations sanitaires adressent une notification à l'Organisation, par télégramme ou par télex et au plus tard dans les vingt-quatre heures, dès qu'elles sont informées qu'un premier cas d'une maladie soumise au Règlement, qui n'est ni un cas importé ni un cas transféré, a été signalé dans une zone de leur ressort. Dans les vingt-quatre heures qui suivent, elles adressent notification de la zone infectée.

2 — En outre, les administrations sanitaires adressent une notification à l'Organisation, par télégramme ou par télex et au plus tard dans les vingt-quatre heures, dès qu'elles sont informées:

*a*) qu'un cas, ou plusieurs, d'une maladie soumise au Règlement a été importé ou transféré dans une zone non infectée; la notification donnera tous les renseignements disponibles sur l'origine de l'infection;

*b*) qu'un navire ou un aéronef est arrivé avec, à son bord, un cas, ou plusieurs, d'une maladie soumise au Règlement; la notification indiquera le nom du navire ou le numéro de vol de l'aéronef, ses escales précédentes et suivantes, et précisera les mesures qui auront éventuellement été prises à l'égard du navire ou de l'aéronef.

3. — L'existence de la maladie ainsi notifiée sur la base d'un diagnostic clinique raisonnablement valable est confirmée aussitôt que possible par les examens de laboratoire réalisables, et les résultats adressés immédiatement par télégramme ou par télex à l'Organisation

### Article 4

1. — Les administrations sanitaires notifient immédiatement à l'Organisation les faits établissant la présence du virus amaril, y compris le virus découvert sur des moustiques ou sur des vertébrés autres que l'homme, ou celle du bacille de la peste dans une partie quelconque de leur territoire et signalent l'étendue de la zone en cause

2. — Lorsqu'elles notifient des cas de peste des rongeurs, les administrations sanitaires doivent faire la distinction entre la peste des rongeurs sauvages et la peste des rongeurs domestiques et, pour les cas de peste des rongeurs sauvages, décrire les circonstances épidémiologiques et indiquer la zone en cause.

### Article 5

Les notifications prescrites au paragraphe 1. de l'article 3 sont suivies sans retard de renseignements complémentaires sur l'origine et la forme de la maladie, le nombre des cas et des décès, les conditions afférentes à l'extension de la maladie, ainsi que les mesures prophylactiques appliquées.

### Article 6

1. — En cours d'épidémie, les notifications et les renseignements visés aux articles 3 et 5 sont complétés par des communications adressées d'une façon régulière à l'Organisation.

2. — Ces communications sont aussi fréquentes et détaillées que possible. Le nombre des cas et des décès est transmis au moins une fois par semaine. Il y a lieu d'indiquer les précautions prises pour combattre l'extension de la maladie, en particulier les mesures adoptées pour éviter qu'elle se propage à d'autres territoires par des navires, aéronefs, trains, véhicules routiers, autres moyens de transport ou conteneurs quittant la zone infectée. En cas de peste, les mesures prises contre les rongeurs sont spécifiées. S'il s'agit de maladies soumises au Règlement, transmises par des insectes vecteurs, les mesures prises contre ceux-ci sont également spécifiées.

### Article 7

1. — L'administration sanitaire d'un territoire dans lequel une zone infectée a été délimitée et notifiée avise l'Organisation dès que la zone redevient indemne.

2 — Une zone infectée peut être considérée comme redevenue indemne quand toutes les mesures de prophylaxie ont été prises et maintenues pour prévenir la réapparition de la maladie ou son extension possible à d'autres zones, et quand:

*a)* en cas de peste, choléra ou variole, il s'est écoulé, après le décès, la guérison ou l'isolement du dernier cas constaté, un laps de temps au moins égal au double de la période d'incubation telle que déterminée dans le présent Règlement, et que n'existent pas de signes épidémiologique d'extension de la maladie à une zone contiguë;

*b)* *i)* en cas de fièvre jaune transmise par un vecteur autre que *Aedes aegypti*, trois mois se sont écoulés sans signe d'activité du virus de la fièvre jaune;

*ii)* en cas de fièvre jaune transmise par *Aedes aegypti*, il s'est écoulé trois mois depuis le dernier cas chez l'homme, ou un mois depuis le dernier cas si l'indice d'*Aedes aegypti* a été maintenu constamment au-dessous de 1% pendant ce mois;

*c)* *i)* en cas de peste chez les rongeurs domestiques, il s'est écoulé un mois depuis la découverte ou la capture du dernier animal infecté;

*ii)* en cas de peste chez les rongeurs sauvages, il s'est écoulé trois mois sans que la maladie ait été observée assez près de ports ou d'aéroports pour constituer une menace pour le trafic international

### Article 8

1. — Les administrations sanitaires notifient à l'Organisation:

*a)* les mesures qu'elles ont décidé d'appliquer aux provenances d'une zone infectée ainsi que le retrait de ces mesures, en indiquant la date d'entrée en vigueur ou celle du retrait;

*b)* toute modification de leurs exigences relatives aux vaccinations requises pour les voyages internationaux

2 — Ces notifications sont faites par télégramme ou par télex et, quand cela est possible, avant que prenne effet la modification ou que les mesures entrent en vigueur ou soient rapportées.

3. — Les administrations sanitaires font parvenir une fois par an à l'Organisation, et ce à une date fixée par cette dernière, une liste récapitulative de leurs exigences relatives aux vaccinations requises pour les voyages internationaux.

4. — Les administrations sanitaires prennent des dispositions pour aviser de leurs propres exigences ou des modifications de ces exigences les voyageurs éventuels, en faisant appel à la coopération, selon le cas, d'agences de voyage, de compagnies de navigation maritime ou aérienne ou de tout autre agent de transport.

### Article 9

En plus des notifications et des renseignements visés aux articles 3 à 8, les administrations sanitaires communiquent chaque semaine à l'Organisation:

*a*) un rapport par télégramme ou par télex sur le nombre de cas de maladies soumises au Règlement et de décès dus à ces maladies qui ont été enregistrés au cours de la semaine précédente dans chaque ville attenante à un port ou à un aéroport, y compris les cas importés ou transférés;

*b*) un rapport par poste aérienne signalant l'absence de cas de ces maladies pendant les périodes visées aux lettres *a*), *b*) et *c*) du paragraphe 2 de l'article 7.

### Article 10

Toutes notifications et tous renseignements visés aux articles 3 à 9 sont également communiqués, sur demande, par l'administration sanitaire aux missions diplomatiques et consulats établis sur le territoire de sa compétence.

### Article 11

1 — L'Organisation envoie à toutes les administrations sanitaires, aussitôt que possible et par les voies appropriées à chaque cas, tous les renseignements épidémiologiques ou autres qu'elle a reçus en application des articles 3 à 8 et du paragraphe *a*) de l'article 9. Elle signale également l'absence des renseignements requis par l'article 9. Les communications de nature urgente sont envoyées par télégramme, par télex ou par téléphone

2. — Toutes données épidémiologiques supplémentaires et tous autres renseignements dont l'Organisation dispose du fait de son programme de surveillance sont communiqués, quando cela se justifie, à toutes les administrations sanitaires.

3. — L'Organisation peut, avec le consentement du gouvernement intéressé, enquêter sur toute épidémie d'une maladie soumise au Règlement qui fait peser une grave menace sur les pays voisins ou sur la santé dans le monde. Les enquêtes ainsi entreprises viseront à aider les gouvernements à prendre les mesures de protection nécessaires et elles pourront comprendre l'envoi d'une équipe sur place.

### Article 12

Tout télégramme ou télex émis ou tout appel téléphonique effectué en vertu des articles 3 à 8 et de l'article 11 bénéficie de la priorité que commandent les circonstances Les communications émises en cas d'urgence exceptionnelle, lorsqu'il y a danger de propagation d'une maladie soumise au Règlement, sont faites avec la priorité la plus élevée accordée à ces communications par les arrangements internationaux des télécommunications.

### Article 13

1 — Tout Etat transmet une fois l'an à l'Organisation, conformément à l'article 62 de la Constitution de l'Organisation, des renseignements concernant l'apparition éventuelle de tout cas d'une maladie soumise au Règlement provoqué par le trafic international ou observé dans celui-ci, ainsi que les décisions prises en vertu du présent Règlement et celles touchant à son application.

2 — L'Organisation, sur la base des renseignements requis par le paragraphe 1 du présent article, des notifications et rapports prescrits par le présent Règlement et de toute autre information officielle, prépare un rapport annuel concernant l'application du présent Règlement et ses effets sur le trafic international.

3 — L'Organisation suit l'évolution de la situation épidémiologique des maladies soumises au Règlement et publie, au moins une fois par an, des renseignements à ce sujet, accompagnés de cartes montrant quelles sont dans le monde entier les zones infectées et les zones indemnes, ainsi que tous autres renseignements pertinents recueillis dans le cadre de son programme de surveillance.

## TITRE III.

## ORGANISATION SANITAIRE

### Article 14

1. — Les administrations sanitaires font en sorte que les ports et les aéroports de leur territoire soient pourvus d'une organisation et d'un outillage adéquats pour permettre l'application des mesures prévues au présent Règlement

2. — Tout port ou aéroport doit disposer d'eau potable et de denrées alimentaires saines, de provenances approuvées par l'administration sanitaire, à l'usage et pour la consommation du public, soit à terre, soit à bord des navires ou des aéronefs. L'eau potable et les denrées alimentaires sont conservées et manipulées dans des conditions propres à les protéger de toute contamination. L'autorité sanitaire inspecte périodiquement le matériel, les installations et les locaux,

et prélève des échantillons d'eau et de denrées alimentaires qui sont soumis à des examens de laboratoire afin de vérifier que les dispositions du présent article sont respectées A cette fin, comme pour toute autre mesure sanitaire, les principes et recommandations énoncés dans les guides publiés à ce sujet par l'Organisation sont appliqués dans toute la mesure du possible en respectant les exigences du présent Règlement.

3. — Tout port ou aéroport doit disposer d'un système efficace pour évacuer et rendre inoffensives les matières fécales, les ordures ménagères, les eaux usées, ainsi que les denrées alimentaires impropres à la consommation et autres matières reconnues dangereuses pour la santé publique

### Article 15

Le plus grand nombre possible de ports et d'aéroports d'un territoire donné doit pouvoir disposer d'un service médical et sanitaire comportant le personnel, le matériel et les locaux nécessaires et, en particulier, les moyens pour isoler et traiter rapidement les personnes infectées, pour procéder à des désinfections, désinsectisations et dératisations, à des examens bactériologiques, à la capture et à l'examen des rongeurs pour la recherche de l'infection pesteuse, à des prélèvements d'échantillons d'eau et de denrées alimentaires ainsi qu'à leur expédition à un laboratoire pour examen, enfin pour appliquer toutes autres mesures appropriées prévues au présent Règlement.

### Article 16

L'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport

*a*) prend toutes mesures utiles pour maintenir les installations du port ou de l'aéroport exemptes de rongeurs;

*b*) fait tous efforts pour mettre à l'abri des rats les installations du port ou de l'aéroport

### Article 17

1. — Les administrations sanitaires prennent les dispositions voulues pour qu'un nombre suffisant de ports de leur territoire puissent disposer du personnel compétent nécessaire pour l'inspection des navires en vue de la délivrance des certificats d'exemption de la dératisation visés à l'article 54, et elles doivent agréer les ports remplissant ces conditions.

2 — Compte tenu de l'importance du trafic international de leur territoire, ainsi que de la répartition de ce trafic, les administrations sanitaires désignent, parmi les ports agréés conformément au paragraphe 1 du présent article, ceux qui, pourvus de l'outillage et du personnel nécessaires à la dératisation des navires, ont compétence pour délivrer les certificats de dératisation visés à l'article 54.

3 — Les administrations sanitaires qui désignent ainsi des ports veillent à ce que les certificats de dératisation et les certificats d'exemption de la dératisation soient délivrés conformément aux exigences du présent Règlement.

### Article 18

Les administrations sanitaires désignent les aéroports qui sont pourvus d'une zone de transit direct telle que définie à l'article 1

### Article 19

1. — Selon l'importance du trafic international de leur territoire, les administrations sanitaires désignent comme aéroports sanitaires un certain nombre d'aéroports de ce territoire, étant entendu que les aéroports ainsi désignés doivent satisfaire aux conditions énoncées au paragraphe 2 du présent article, ainsi qu'aux dispositions de l'article 14

2 — Tout aéroport sanitaire doit disposer

*a*) d'une organisation médicale comportant le personnel, le matériel et les locaux nécessaires;

*b*) des moyens voulus pour transporter, isoler et traiter les personnes infectées ou les suspects;

*c*) des moyens nécessaires pour une désinfection et une désinsectisation efficaces, pour la destruction des vecteurs et des rongeurs, ainsi que pour l'application de toute autre mesure appropriée prévue au présent Règlement;

*d*) d'un laboratoire bactériologique ou des moyens voulus pour l'envoi des matières suspectes à un tel laboratoire;

*e*) des moyens nécessaires pour la vaccination contre la variole à l'intérieur de l'aéroport et, soit à l'intérieur soit à l'extérieur de l'aéroport, des moyens nécessaires pour la vaccination contre le choléra et contre la fièvre jaune.

### Article 20

1 — Tout port, de même que la superficie comprise dans le périmètre de tout aéroport, est maintenu exempt d'*Aedes aegypti* à l'état immature ou à l'état adulte et de moustiques vecteurs du paludisme ou d'autres maladies revêtant une importance épidémiologique pour le trafic international. A cette fin, des mesures de démoustication sont appliquées régulièrement dans une zone de protection s'étendant sur une distance d'au moins 400 mètres autour du périmètre.

2. — Dans la zone de transit direct d'un aéroport situé soit dans une zone où se trouvent les vecteurs mentionnés au paragraphe 1 du *présent article*, soit dans le voisinage immédiat d'une telle zone, tous les locaux destinés à recevoir des personnes ou des animaux sont mis à l'abri des moustiques.

3 — Aux fins du présent article, le périmètre d'un aéroport désigne la ligne qui circonscrit la zone où se trouvent les bâtiments de l'aéroport et le terrain ou plan d'eau servant ou destiné à servir au stationnement des aéronefs.

4 — Les administrations sanitaires sont tenues de fournir une fois par an à l'Organisation des renseignements indiquant dans quelle mesure leurs ports et aéroports sont maintenus exempts de vecteurs présentant une importance épidémiologique pour le trafic international

### Article 21

1 — Les administrations sanitaires adressent à l'Organisation

*a)* une liste des ports del leur territoire qui sont agréés conformément à l'article 17 en vue de la délivrance:

*i)* de certificats d'exemption de la dératisation seulement, et

*ii)* de certificats de dératisation et de certificats d'exemption de la dératisation;

*b)* une liste des aéroports et des aéroports sanitaires de leur territoire;

*c)* une liste des aéroports de leur territoire qui sont pourvus d'une zone de transit direct.

2 — Les administrations sanitaires notifient à l'Organisation toute modification ultérieure des listes visées au paragraphe 1 du présent article.

3. — L'Organisation communique sans retard à toutes les administrations sanitaires les renseignements qu'elle reçoit conformément aux dispositions du présent article.

### Article 22

**1. — A la demande de l'administration sanitaire intéressée et après enquête appropriée, l'Organisation certifie qu'un aéroport sanitaire situé sur le territoire dépendant de cette administration remplit les conditions requises par le présent Règlement.**

**2. — A la demande de l'administration sanitaire intéressée et après enquête appropriée, l'Organisation certifie que la zone de transit** direct d'un aéroport situé dans une zone infectée par la fièvre jaune du territoire dépendant de cette administration remplit les conditions requises par le présent Règlement.

3 — L'Organisation révise périodiquement ces certifications, en collaboration avec l'administration sanitaire intéressée, pour s'assurer que les conditions requises continuent d'être remplies

4 — Dans la liste qu'elle doit publier en vertu de l'article 21, l'Organisation indique les aéroports ayant fait l'objet des certifications prévues au présent article.

### Article 23

1. — Là où l'importance du trafic international le justifie et lorsque la situation épidémiologique l'exige, les postes frontières des voies ferrées et des routes sont pourvus d'installations pour l'application des mesures prévues par le présent Règlement. Il en est de même des postes frontières desservant des voies d'eau intérieures, là où le contrôle sur les navires de navigation intérieure s'effectue à la frontière.

2. — Les administrations sanitaires notifient à l'Organisation la date d'entrée en service et l'emplacement de ces installations

3. — L'Organisation transmet san retard à toutes les administrations sanitaires les renseignements reçus en vertu du présent article

## TITRE IV

## MESURES ET FORMALITÉS SANITAIRES

### *Chapitre I. — Dispositions générales*

### Article 24

Les mesures sanitaires permises par le présent Règlement constituent le maximum de ce qu'un Etat peut exiger à l'égard du trafic international pour la protection de son territoire contre les maladies soumises au Règlement.

### Article 25

Les mesures sanitaires doivent être commencées immédiatement, terminées sans retard et appliquées sans qu'il soit fait aucune descrimination.

### Article 26

1. — La *désinfection*, la désinsectisation, la dératisation et toutes autres opérations sanitaires sont executées de manière:

*a*) à éviter toute gêne inutile et à ne causer aucun préjudice à la *santé* des personnes;

*b*) à ne causer aucun dommage à la structure du navire, aéronef ou autre véhicule ou à ses appareils de bord;

*c*) à éviter tout risque d'incendie.

2. — En exécutant ces opérations sur les cargaisons, marchandises, bagages, conteneurs et autres objets, les précautions voulues sont prises pour éviter tout dommage.

3. — Dans le cas où des méthodes ou procédés sont recommandés par l'Organisation, ils devraient être utilisés.

### Article 27

1 — Sur demande, l'autorité sanitaire délivre gratuitement au transporteur un certificat indiquant les mesures appliquées à tout navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur, les parties traitées, les méthodes employées, ainsi que les raisons qui ont motivé l'application des mesures. Dans le cas d'un aéronef, le certificat est remplacé, sur demande, par une inscription dans la partie relative aux questions sanitaires de la Déclaration générale d'aéronef.

2 — De même, l'autorité sanitaire délivre sur demande et gratuitement

*a*) à tout voyageur un certificat indiquant la date de son arrivée ou de son départ et les mesures appliquées à sa personne ainsi qu'à ses bagages;

*b*) au chargeur ou expéditeur, au réceptionnaire et au transporteur, ou à leurs agents respectifs, un certificat indiquant les mesures appliquées aux marchandises.

### Article 28

1. — Les personnes soumises à la surveillance ne sont pas isolées et restent libres de se déplacer. Pendant la période de surveillance, l'autorité sanitaire peut inviter ces personnes à se présenter devant elle, si besoin est, à des intervalles déterminés. Compte tenu des restrictions visées à l'article 71, l'autorité sanitaire peut aussi soumettre ces personnes à un examen médical et procéder à toutes investigations nécessaires pour vérifier leur *état* de santé.

2 — Lorsque les personnes soumises à la surveillance se rendent dans un autre lieu, situé à l'intérieur ou en dehors du même territoire, elles sont tenues d'en informer l'autorité sanitaire, qui notifie immédiatement le déplacement à l'autorité sanitaire du lieu où se rendent ces personnes, qui, dès leur arrivée, doivent se présenter à cette autorité. Celle-ci peut également les soumettre aux mesures visées au paragraphe 1 du présent article.

### Article 29

Sauf en cas d'urgence comportant un danger grave pour la santé publique, l'autorité sanitaire d'un port ou d'un aéroport ne doit pas, en raison d'une autre maladie épidémique, refuser la libre pratique à un navire ou un aéronef qui n'est pas infecté ou suspect d'être infecté d'une maladie soumise au Règlement; notamment, elle ne doit pas l'empêcher de décharger ou de charger des marchandises ou des approvisionnements ou de prendre à bord du combustible ou des carburants et de l'eau potable.

### Article 30

L'autorité sanitaire peut prendre toutes mesures pratiques pour empêcher un navire de déverser, dans les eaux d'un port, d'une rivière ou d'un canal, des eaux et matieres usées susceptibles de les polluer.

## *Chapitre II. — Mesures sanitaires au départ*

### Article 31

1 — L'Autorité sanitaire du port, de l'aéroport ou de la zone dans laquelle est situé le poste frontière prend toutes mesures pratiques pour:

*a*) empêcher l'embarquement des personnes infectées ou des suspects;

*b*) *éviter que ne s'introduisent* à bord d'un navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur, des agents possibles d'infection ou des vecteurs d'une maladie soumise au Règlement.

2 — L'autorité sanitaire d'une zone infectée peut exiger des voyageurs au départ un certificat de vaccination valable

3 — Avant le départ d'une personne effectuant un voyage international, l'autorité sanitaire visée au paragraphe 1 du présent article peut, lorsqu'elle l'estime nécessaire, procéder à une visite médicale de cette personne. Le moment et le lieu de *cette* visite sont *fixés en*

tenant compte de toutes les autres formalités, de manière à ne pas entraver ni retarder le départ.

4. — Nonobstant les dispositions de la lettre *a*) du paragraphe 1. du présent article, une personne effectuant un voyage international et qui, à son arrivée, est mise en surveillance peut être autorisée à continuer son voyage. L'autorité sanitaire, conformément à l'article 28, adresse par les voies les plus rapides une notification à l'autorité sanitaire du lieu où se rend cette personne

*Chapitre III. — Mesures sanitaires applicables durant le trajet entre les ports ou aéroports de départ et d'arrivée*

### Article 32

Il est interdit de jeter ou de laisser tomber d'un aéronef en cours de vol toute matière susceptible de propager une maladie épidémique.

### Article 33

1 — Aucune mesure sanitaire n'est imposée par un Etat aux navires qui traversent les eaux relevant de sa compétence sans faire escale dans un port ou sur la côte.

2 — Dans le cas où, pour un motif quelconque, le navire fait escale, les lois et règlements en vigueur dans le territoire lui sont applicables, sans toutefois que les dispositions du présent Règlement soient outrepassées.

### Article 34

1. — Aucune mesure sanitaire autre que la visite médicale n'est prise pour un navire indemne, tel que défini au titre V, empruntant un canal ou une autre voie maritime situés dans le territoire d'un Etat, afin de se rendre dans un port situé dans le territoire d'un autre Etat. Cette disposition ne concerne pas les navires provenant d'une zone infectée ou ayant à bord une personne en provenance d'une telle zone, tant que n'est pas écoulée la période d'incubation de la maladie dont la zone est infectée.

2. — La seule mesure applicable à un navire indemne se trouvant dans l'un ou l'autre de ces cas est, au besoin, la mise à bord d'une garde sanitaire pour empêcher tout contact non autorisé entre la navire et la côte et veiller à l'application des dispositions de l'article 30.

3. — L'autorité sanitaire permet à un navire se trouvant dans l'un des cas visés ci-dessus d'embarquer, sous son contrôle, du combustible ou des carburants, de l'eau potable, des vivres de consommation et des approvisionnements.

4. — Lors de leur passage par un canal ou par une autre voie maritime, les navires infectés ou suspects peuvent être traités comme s'ils faisaient escale dans un port du territoire dans lequel est situé le canal ou la voie maritime.

### Article 35

Nonobstant toute disposition contraire du présent Règlement, exception faite de l'article 76, aucune mesure sanitaire autre que la visite médicale n'est imposée aux passagers et membres de l'équipage:

*a*) se trouvant sur un navire indemne, qui ne quittent pas le bord;

*b*) en transit, se trouvant à bord d'un aéronef indemne, s'ils ne franchissent pas les limites de la zone de transit direct d'un aéroport du territoire à travers lequel le transit s'effectue ou si, en attendant l'établissement d'une telle zone dans l'aéroport, ils se soumettent aux mesures de ségrégation prescrites par l'autorité sanitaire pour empêcher la propagation des maladies. Dans le cas où une personne se trouvant dans les conditions prévues ci-dessus est obligée de quitter l'aéroport où elle a débarqué, et ce dans le seul but de poursuivre son voyage à partir d'un autre aéroport situé à proximité, elle continue à jouir de l'exemption prévue ci-dessus si son transfert a lieu sous le contrôle de l'autorité ou des autorités sanitaires.

*Chapitre IV — Mesures sanitaires à l'arrivée*

### Article 36

Les Etats doivent, autant que faire se peut, accorder la libre pratique par radio à un navire ou à un aéronef lorsque, se fondant sur les renseignements qu'il fournit avant son arrivée, l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport vers lequel il se dirige estime qu'il n'apportera pas une maladie soumise au Règlement ou n'en favorisera pas la propagation

### Article 37

1. — L'autorité sanitaire d'un port, d'un aéroport ou d'un poste frontière peut soumettre à la visite médicale à l'arrivée tout navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur, ainsi que toute personne effectuant un voyage international.

2 — Les mesures sanitaires supplémentaires applicables à un navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur sont déterminées par le conditions ayant existé à bord pendant le voyage ou y existant au moment de la visite médicale, sans *préjudice, toutefois, des mesures que le présent* Règlement permet d'appliquer à un navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur provenant d'une zone infectée.

3 — Dans un pays où l'administration sanitaire doit faire face à des difficultés spéciales qui peuvent constituer un grave danger pour la santé publique, il peut être exigé de toute personne effectuant un voyage international qu'elle indique par écrit, à l'arrivée, son adresse de destination

### Article 38

L'application des mesures prévues au titre V qui dépendent du fait qu'un navire, un aéronef, un train, un véhicule routier ou autre moyen de transport, une personne, un conteneur ou des objets proviennent d'une zone infectée, telle qu'elle a été notifiée par l'administration sanitaire intéressée, sera limitée aux provenances effectives de cette zone. Cette limitation est subordonnée à la condition que l'autorité sanitaire de la zone infectée prenne toutes les mesures nécessaires pour empêcher la propagation de la maladie et applique les mesures visées au paragraphe 1 de l'article 31.

### Article 39

A l'arrivée d'un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport, toute personne infectée peut être débarquée et isolée par l'autorité sanitaire. Le débarquement par l'autorité sanitaire est obligatoire s'il est requis par la personne responsable du moyen de transport.

### Article 40

1. — Outre l'application des dispositions du titre V. l'autorité sanitaire *peut soumettre à la surveillance tout suspect qui, au cours* d'un voyage international, arrive, par quelque moyen que ce soit, en provenance d'une zone infectée; cette surveillance peut être maintenue jusqu'à la fin de la période d'incubation, telle que déterminée dans le titre V

2 — Sauf dans les cas expressément prévus au présent Règlement, l'isolement ne remplace la surveillance que si l'autorité sanitaire considère comme exceptionnellement sérieux le danger de transmission de l'infection par le suspect.

### Article 41

Les mesures sanitaires, autres que la visite médicale, prises dans un port ou un aeroport ne sont renouvelees dans aucun des ports ou aéroports ultérieurement touchés par le navire ou l'aéronef, à moins que:

*a*) après le départ du port ou de l'aéroport où les mesures ont été appliquées, il ne se soit produit, dans ce port ou aeroport, ou à bord du navire ou de l'aéronef, un fait de caractère épidémiologique susceptible d'entraîner une nouvelle application de ces mesures;

*b*) l'autorité sanitaire de l'un des ports ou aéroports ultérieurement touchés ne se soit assurée que les mesures prises n'avaient pas été appliquées d'une manière vraiment efficace

### Article 42

Sous réserve des dispositions de l'article 80, les navires ou aéronefs ne peuvent, pour des motifs sanitaires, se voir refuser l'accès d'un port ou d'un aéroport Toutefois, si le port ou l'aéroport n'est pas outillé pour appliquer telles mesures sanitaires permises par le présent Règlement, mesures que l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport estime nécessaires, ces navires ou aéronefs peuvent être mis dans l'obligation de se rendre à leurs risques au port ou à l'aéroport qualifié le plus proche qui leur convient le mieux.

### Article 43

Un aéronef n'est pas considéré comme provenant d'une zone infectée du seul fait qu'il a atterri dans une telle zone sur un ou des aéroports sanitaires n'étant pas eux-mêmes des zones infectées

### Article 44

Les personnes arrivant à bord d'un aéronef indemne ayant atterri dans une zone infectée et dont les passagers, ainsi que l'équipage, se sont conformés aux conditions de l'article 35 ne sont pas considérées *comme étant en provenance d'une telle zone*

### Article 45

1. — Sauf dans les cas prévus au paragraphe 2 ci-dessous, tout navire ou aéronef qui, à l'arrivée, refuse de se soumettre aux mesures prescrites, en application du présent Règlement, par l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport est libre de poursuivre immédiatement son voyage; il ne peut, dans ce cas, au cours de ce voyage, faire escale

dans aucun autre port ou aéroport du même territoire A la condition qu'il demeure en quarantaine, ce navire ou aéronef est néanmoins autorisé à prendre à bord du combustible ou des carburants, de l'eau potable, des vivres de consommation et des approvisionnements. Si, après visite médicale, ce navire est reconnu indemne, il conserve le bénéfice des dispositions de l'article 34.

2. — Toutefois, sont soumis, par l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport, aux mesures prescrites en application du présent Règlement et ne sont pas libres de poursuivre immédiatement leur voyage, dans le cas où ils arrivent dans un port ou un aéroport d'une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent:

*a*) les aéronefs infectés de fièvre jaune;

*b*) les navires infectés de fièvre jaune, si *Aedes aegypti* a été décelé à bord et si la visite médicale démontre qu'une personne infectée n'a pas été isolée en temps opportun

Article 46

1. — Si, pour des raisons indépendantes de la volonté de son commandant, un aéronef atterrit ailleurs que sur un aéroport ou sur un aéroport autre que celui où il devait normalement atterrir, le commandant de l'aeronef, ou son délégué, s'efforce d'entrer en contact sans délai avec l'autorité sanitaire la plus proche ou avec toute autre autorité publique.

2. — Dès que l'autorité sanitaire est avisée de cet atterrissage, elle peut prendre les dispositions appropriées, sans outrepasser, en aucun cas, les mesures permises par le présent Règlement.

3. — Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent article, les personnes qui se trouvaient à bord ne peuvent, sauf pour entrer en communication avec l'autorité sanitaire ou toute autre autorité publique, ou avec la permission de celles-ci, quitter le voisinage du lieu d'atterrissage, et les marchandises ne doivent pas en être éloignées.

4. — Lorsque les mesures éventuellement prescrites par l'autorité sanitaire ont été exécutées, l'aéronef est admis, du point de vue sanitaire, à se diriger vers l'aéroport où il devait normalement atterrir ou si des raisons techniques s'y opposent, vers un aéroport à sa convenance.

5. — En cas d'urgence, le commandant de l'aéronef, ou son délégué, prend toutes mesures que nécessitent la santé et la sécurité des passagers et de l'équipage

*Chapitre V. — Mesures concernant le transport international des cargaisons, des marchandises, des bagages et du courrier*

Article 47

1 — Les cargaisons et marchandises ne sont soumises aux mesures sanitaires prévues au présent Règlement que si elles proviennent de zones infectées et si l'autorité sanitaire a des raisons de croire que ces cargaisons et marchandises peuvent avoir été contaminées par l'agent causal d'une des maladies soumises au Règlement ou constituer un facteur de propagation de l'une de ces maladies.

2 — Sous réserve des mesures prévues à l'article 70, les marchandises, autres que les animaux vivants, qui passent en transit sans transbordement ne sont soumises à aucune mesure sanitaire ni retenues aux ports, aéroports ou stations frontières

3 — La délivrance d'un certificat de désinfection pour les marchandises faisant l'objet d'un commerce entre deux pays peut être réglée par des arrangements bilatéraux entre le pays exportateur et le pays importateur

Article 48

Sauf dans le cas d'une personne infectée ou d'un suspect, les bagages ne peuvent être désinfectés ou désinsectises que s'ils appartiennent à une personne qui transporte du matériel infectieux ou sur laquelle sont trouvés des insectes vecteurs d'une maladie soumise au Règlement.

Article 49

1. — Aucune mesure sanitaire n'est prise à l'égard du courrier, des journaux, livres et autres imprimés

2 — Les colis postaux ne sont soumis à des mesures sanitaires que s'ils contiennent:

*a*) des aliments visés au paragraphe 1 de l'article 70 que l'autorité sanitaire a des raisons de croire contaminés du fait de leur provenance d'une zone infectée de choléra;

*b*) du linge, des vêtements ou de la literie ayant servi ou qui sont souillés et auxquels sont applicables les dispositions du titre V;

*c*) du matériel infectieux; ou

*d*) des insectes ou autres animaux vivants qui pourraient être vecteurs de maladies humaines une fois introduits ou fixés dans le pays.

### Article 50

L'administration sanitaire veille, dans toute la mesure du possible, à ce que les conteneurs utilisés dans le trafic international par chemin de fer, route, mer ou air restent, pendant les opérations d'emballage, exempts de matériel infectieux, de vecteurs ou de rongeurs.

## TITRE V

## DISPOSITIONS PROPRES A CHACUNE DES MALADIES SOUMISES AU REGLEMENT

### *Chapitre I — Peste*

### Article 51

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation de la peste est fixée à six jours.

### Article 52

La vaccination contre la peste ne constitue pas une condition mise à l'admission d'une personne dans un territoire

### Article 53

1. — Les Etats emploient tous les moyens en leur pouvoir pour diminuer le danger de propagation de la peste par les rongeurs et leurs ectoparasites. Leurs administrations sanitaires se tiennent constamment renseignées, par la collecte systématique et l'examen régulier des rongeurs et de leurs ectoparasites, sur la situation existant dans les zones — les ports et aéroports notamment — infectées de peste des rongeurs ou suspectes de l'être

2. — Pendant le séjour d'un navire ou aéronef dans un port ou aéroport infecté de peste, des mesures spéciales sont prises pour éviter que des rongeurs ne pénètrent à bord.

### Article 54

1 — Les navires sont:

*a*) maintenus de façon permanente dans des conditions telles qu'il n'y ait à bord ni rongeurs, ni vecteurs de la peste, ou

*b*) périodiquement dératisés

2 — Les certificats de dératisation et les certificats d'exemption de la dératisation sont délivrés exclusivement par les autorités sanitaires des ports agréés à cette fin aux termes de l'article 17. La durée de validité de ces certificats est de six mois. Toutefois, cette durée peut être prolongée d'un mois pour les navires se dirigeant vers un port ainsi agréé, s'il est prévu que les opérations de dératisation ou l'inspection, selon le cas, peuvent s'y effectuer dans de meilleures conditions.

3 — Les certificats de dératisation et les certificats d'exemption de la dératisation sont conformes au modèle donné à l'Appendice 1.

4. — Si aucun certificat valable ne lui est présenté, l'autorité sanitaire d'un port agréé aux termes de l'article 17 peut, après enquête et inspection:

*a*) dans le cas d'un port de la catégorie visée au paragraphe 2 de l'article 17, dératiser elle-même le navire ou faire effectuer cette opération sous sa direction et son contrôle Elle décide, dans chaque cas, de la technique à employer pour assurer la destruction des rongeurs sur le navire. La dératisation s'effectue de manière à éviter, autant que possible, tout dommage au navire et à la cargaison; elle ne doit pas durer plus du temps strictement nécessaire pour sa bonne exécution. L'opération a lieu, autant que faire se peut, en cales vides Pour les navires sur lest, elle s'effectue avant chargement. Quand la dératisation a été exécutée à sa satisfaction, l'autorité sanitaire délivre un certificat de dératisation;

*b*) dans tout port agréé aux termes de l'article 17, délivrer un certificat d'exemption de la dératisation si elle s'est rendu compte que le navire est exempt de rongeurs. Ce certificat n'est délivré que si l'inspection du navire a été faite en cales vides, ou encore si celles-ci ne contiennent que du lest ou des objets non susceptibles d'attirer les rongeurs et dont la nature ou l'arrimage permettent l'inspection complète des cales Les pétroliers dont les citernes sont pleines peuvent recevoir le certificat d'exemption de la dératisation.

5 — Si l'autorité sanitaire du port où la dératisation a eu lieu estime que les conditions dans lesquelles cette opération a été effectuée n'ont pas permis d'obtenir un résultat satisfaisant, elle mentionne le fait sur le certificat de dératisation existant.

### Article 55

Dans des circonstances épidémiologiques exceptionnelles, quand la présence de rongeurs est soupçonnée à bord, un aéronef peut être désinsectisé et dératisé.

### Article 56

*Avant* leur départ d'une zone où existe une épidémie de peste pulmonaire, les suspects effectuant un voyage international doivent être soumis à l'isolement par l'autorité sanitaire pendant une période de six jours à compter de leur dernière exposition à l'infection.

### Article 57

1 — Un navire ou aéronef est considéré à l'arrivée comme infecté:

*a*) s'il y a un cas de peste humaine à bord;

*b*) si un rongeur infecté de peste est trouvé à bord

Un navire est considéré également comme infecté si un cas de peste humaine s'est déclaré plus de six jours après l'embarquement

2 — Un navire est considéré à l'arrivée comme suspect

*a*) si, bien qu'il n'y ait pas de peste humaine à bord, un cas s'est déclaré dans les six jours après l'embarquement;

*b*) s'il s'est manifesté parmi les rongeurs à bord une mortalité insolite de cause non encore déterminée;

*c*) s'il y a à bord une personne qui a été exposée à la peste pulmonaire et à laquelle n'ont pas été appliquées les mesures prévues à l'article 56.

3. — Bien que provenant d'une zone infectée ou ayant à bord une personne en provenance d'une zone infectée, un navire ou aéronef est à l'arrivée considéré comme indemne si, à la visite médicale, l'autorité sanitaire a pu s'assurer que les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'existent pas

### Article 58

1. — A l'arrivée d'un navire infecté ou suspect, ou d'un aéronef infecté, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes:

*a*) désinsectisation et surveillance des suspects, la surveillance ne devant pas durer plus de six jours à compter de l'arrivée;

*b*) désinsectisation et, au besoin, désinfection

*i*) des bagages des personnes infectées ou des suspects;

*ii*) de tout autre objet, tel que literie ou linge ayant servi, et de toute partie du navire ou de l'aéronef sont considérés comme contaminés.

2. — A l'arrivée d'un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport ayant à bord une personne atteinte de peste pulmonaire, ou si un cas de peste pulmonaire s'est produit à bord d'un navire dans les six jours précédant son arrivée, l'autorité sanitaire peut, en plus des mesures prévues au paragraphe 1 du présent article, isoler les passagers et l'équipage du navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport pendant une période de six jours à compter de leur dernière exposition à l'infection.

3 — En cas de peste murine à bord ou dans les conteneurs, le navire est désinsectisé et dératisé, au besoin en quarantaine, conformément aux stipulations de l'article 54 sous réserve des dispositions suivantes:

*a*) les opérations de dératisation ont lieu dès que les cales sont vidées;

*b*) en vue d'empêcher les rongeurs infectés de quitter le bord, il peut être procédé à une ou plusieurs dératisations préliminaires du navire, qui peuvent être prescrites avant ou pendant le déchargement de la cargaison;

*c*) si, du fait qu'une partie seulement de la cargaison d'un navire doit être déchargée, la destruction complète des rongeurs ne peut pas être assurée, le navire est autorisé à décharger cette partie de la cargaison, sous réserve pour l'autorité sanitaire d'appliquer les mesures jugées par elle nécessaires et qui peuvent comprendre la mise du navire en quarantaine afin d'empêcher les rongeurs infectés de quitter le bord.

4. — Si un rongeur infecté de peste est trouvé à bord d'un aéronef, l'aéronef est désinsectisé et dératisé, au besoin en quarantaine

### Article 59

Un navire cesse d'être considéré comme infecté ou suspect et un aéronef cesse d'être considéré comme infecté quand les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément aux dispositions des articles 39 et 58, ont été dûment exécutées ou lorsque l'autorité sanitaire a pu s'assurer que la mortalité insolite parmi les rongeurs n'est pas due à la peste. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique

### Article 60

A l'arrivée, un navire ou aéronef indemne est admis à la libre pratique; toutefois, s'il provient d'une zone infectée, l'autorité sanitaire peut:

*a*) soumettre tout suspect quittant le bord à la surveillance pendant une période qui ne doit pas dépasser six jours à compter de la date à laquelle le navire ou aéronef a quitté la zone infectée;

*b*) ordonner la destruction des rongeurs à bord du navire et la désinsectisation dans des cas exceptionnels et pour des motifs bien fondés qui sont communiqués par écrit au capitaine du navire.

### Article 61

Si un cas de peste humaine est constaté à l'arrivée d'un train ou d'un véhicule routier, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures prévues à l'article 39 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 58, étant entendu que les mesures de désinsectisation et, si besoin est, de désinfection sont appliquées à telles parties du train ou du véhicule routier qui sont considérées comme contaminées.

## *Chapitre II — Choléra*

### Article 62

Aux fins du présent Réglement, la période d'incubation du choléra est fixée à cinq jours.

### Article 63

1 — Dans l'application des mesures prévues au présent Règlement, les autorités sanitaires tiennent compte de la présentation d'un certificat valable de vaccination contre le choléra.

2. — Le vaccin anticholérique utilisé pour la vaccination des personnes effectuant un voyage international doit satisfaire aux normes formulées par l'Organisation

3. — Lorsqu'une personne effectuant un voyage international arrive, pendant la période d'incubation, d'une zone infectée, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes:

*a*) si cette personne est munie d'un certificat valable de vaccination contre le choléra, elle peut être soumise à la surveillance pendant une période qui ne peut dépasser cinq jours à compter du départ de la zone infectée;

*b*) si cette personne n'est pas munie dudit certificat, elle peut être isolée pendant une période de même durée que ci-dessus.

4. — Toute administration sanitaire peut appliquer les mesures prévues dans le présent article, que l'infection cholérique existe ou non sur son territoire

### Article 64

1. — Un navire est considéré comme infecté si, à l'arrivée, il y a un cas de choléra à bord, ou si un tel cas s'est déclaré à bord pendant les cinq jours précédant l'arrivée.

2. — Un navire est considéré comme suspect s'il y a eu un cas de choléra à bord pendant le voyage, pourvu qu'aucun cas nouveau ne se soit déclaré pendant les cinq jours précédant l'arrivée

3. — Un aéronef est considéré comme infecté si, à l'arrivée, il y a un cas de choléra à bord. Il est considéré comme suspect si, un cas de choléra s'étant déclaré à bord pendant le voyage, le malade a été débarqué à une escale antérieure.

4. — Bien que provenant d'une zone infectée ou ayant à bord une personne en provenance d'une zone infectée, un navire ou aéronef est considéré à l'arrivée comme indemne si, à la visite médicale, l'autorité sanitaire a pu s'assurer qu'il n'y a pas eu de choléra à bord pendant le voyage.

### Article 65

1. — A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes:

*a*) pendant cinq jours au plus à compter de la date du débarquement, surveillance des passagers ou membres de l'équipage munis d'un certificat valable de vaccination contre le choléra et isolement de toutes autres personnes quittant le bord:

*b*) désinfection

*i*) des bagages des personnes infectées ou des suspects;

*ii*) de tout autre objet, tel que literie ou linge ayant servi, et de toute partie du navire ou de l'aéronef qui sont considérés comme contaminés;

*c*) désinfection et évacuation des réserves d'eau du bord considérées comme contaminées, et désinfection des réservoirs d'eau.

2. — Il est interdit de laisser s'écouler ou d'évacuer des déjections humaines, des eaux, y compris les eaux de cale, et des matières résiduaires, ainsi que toute matière considérée comme contaminée, si ce n'est après désinfection préalable. L'autorité sanitaire est responsable de leur élimination dans des conditions hygiéniques satisfaisantes

### Article 66

1. — A l'arrivée d'un navire ou aéronef suspect, les mesures prescrites aux lettres *b*) et *c*) du paragraphe 1 ainsi qu'au paragraphe 2 de l'article 65 peuvent lui être appliquées par l'autorité sanitaire.

2. — En outre, et sans préjudice des mesures visées à la lettre *b*) du paragraphe 3 de l'article 63, les passagers ou membres de l'équipage quittant le bord peuvent être soumis à une surveillance pendant cinq jours au plus à compter de l'arrivée.

Article 67

Le navire ou aéronef cesse d'être considéré comme infecté ou suspect quand les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément à l'article 39 et aux articles 65 et 66 selon le cas, ont été dûment exécutées Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique

Article 68

A l'arrivée, un navire ou aéronef indemne est admis à la libre pratique Toutefois, s'il provient d'une zone infectée, l'autorité sanitaire peut appliquer aux passagers ou membres de l'équipage quittant le bord les mesures prescrites par l'article 63.

Article 69

Si, à l'arrivée d'un train, véhicule routier ou autre moyen de transport, un cas de choléra est constaté, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes:

*a*) pendant cinq jours au plus à compter de l'arrivée, surveillance des passagers ou membres de l'équipage munis d'un certificat valable de vaccination contre le choléra et isolement de toutes autres personnes quittant le bord;

*b*) désinfection

*i*) des bagages de la personne infectée et, au besoin, des bagages de tout suspect;

*ii*) de tout autre objet, tel que literie ou linge ayant servi, et de toute partie du train, véhicule routier ou autre moyen de transport qui sont considérés comme contaminés

Article 70

1. — A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté ou suspect, ou d'un train, véhicule routier ou autre moyen de transport à bord duquel un cas de choléra a été constaté, ou encore d'un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport en provenance d'une zone infectée, l'autorité sanitaire peut prélever des échantillons et faire procéder à des cultures de tout aliment, y compris poisson, crustacé, coquillage, fruit, légume ou boisson, à moins que ces aliments ou ces boissons ne soient contenus dans des récipients hermétiquement scellés et que l'autorité sanitaire n'ait pas lieu de les considérer comme contaminés; elle peut interdire le déchargement ou faire procéder à l'enlèvement de tout article de cet ordre qui serait trouvé contaminé. S'il est procédé à l'enlèvement, des dispositions sont prises pour éviter tout danger de contamination.

2 — Dans le cas où des aliments ou boissons destinés à être déchargés font partie d'une cargaison transportée dans la cale d'un navire ou dans le compartiment d'un aéronef réservé au fret, ou se trouvent dans un conteneur, seule l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport où doit avoir lieu le déchargement peut faire procéder à leur enlèvement.

3. — Le commandant d'un aéronef et le capitaine d'un navire ont toujours le droit d'exiger l'enlèvement de ces aliments ou boissons.

Article 71

1 — Nul ne peut être astreint à un prélèvement rectal

2 — Une personne effectuant un voyage international qui est arrivée, pendant la période d'incubation du choléra, d'une zone infectée et qui présente des symptômes permettant de soupçonner le choléra peut être astreinte à un examen de selles.

*Chapitre III — Fièvre jaune*

Article 72

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation de la fièvre jaune est fixée à six jours.

Article 73

1 — La vaccination contre la fièvre jaune peut être exigée de toute personne effectuant un voyage international et quittant une zone infectée.

2. — Lorsqu'une telle personne est munie d'un certificat de vaccination antiamarile non encore valable, elle peut cependant être autorisée à partir, mais les dispositions de l'article 75 peuvent lui être appliquées à l'arrivée

3. — Une personne en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune n'est pas traitée comme un suspect, même si elle provient d'une zone infectée

4 — Le vaccin antiamaril utilisé doit être approuvé par l'Organisation et le centre de vaccination doit avoir été habilité par l'administration sanitaire du territoire dans lequel ce centre est situé L'Organisation devra recevoir l'assurance que les vaccins utilises sont constamment de qualité adéquate.

Article 74

1 — La possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune est obligatoire pour toute personne employée dans un port ou un aéroport situé dans une zone infectée, ainsi que pour tout membre de l'équipage d'un navire ou d'un aéronef qui utilise ce port ou cet aéroport.

2. — Les aéronefs quittant un aéroport situé dans une zone infectée sont désinsectisés conformément à l'article 26, selon les méthodes recommandées par l'Organisation, et des détails sur la désinsectisation sont donnés dans la partie relative aux questions sanitaires de la Déclaration générale d'aéronef, à moins que l'autorité sanitaire de l'aéroport d'arrivée n'exige pas cette partie de la Déclaration générale d'aéronef. Les Etats intéressés accepteront la désinsectisation pratiquée en cours de vol au moyen du dispositif approuvé de désinsectisation par vapeurs.

3. — Les navires quittant un port situé dans une zone où *Aedes aegypti* existe encore à destination d'une zone d'où *Aedes aegypti* a été éliminé sont maintenus exempts d'*Aedes aegypti* à l'état immature ou à l'état adulte.

4. — Les aéronefs quittant un aéroport où *Aedes aegypti* est présent à destination d'une zone d'ou *Aedes aegypti* a été éliminé sont désinsectisés conformément à l'article 26, selon les méthodes recommandées par l'Organisation

Article 75

L'autorité sanitaire d'une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent peut exiger qu'une personne effectuant un voyage international, qui provient d'une zone infectée et qui n'est pas munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, soit isolée jusqu'à ce que le certificat devienne valable ou que six jours au plus se soient écoulés à compter de la dernière exposition présumée à l'infection, la période la plus courte étant retenue.

Article 76

1. — Toute personne provenant d'une zone infectée qui n'est pas munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune et qui, au cours d'un voyage international, doit passer par un aéroport situé dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent et ne disposant pas encore des moyens d'assurer la ségrégation, telle qu'elle est prévue à l'article 35, peut être retenue, pendant la période prescrite à l'article 75, dans un aéroport où existent ces moyens si les administrations sanitaires des territoires où sont situes lesdits aéroports ont conclu un accord à cet effet

2. — Les administrations sanitaires intéressées informent l'Organisation lorsqu'un accord de cette nature entre en vigueur ou prend fin L'Organisation communique immédiatement ce renseignement à toutes les autres administrations sanitaires.

Article 77

1 — A l'arrivée, un navire est considéré comme infecté s'il y a un cas de fièvre jaune à bord, ou si un tel cas s'est déclaré à bord pendant le voyage. Il est considéré comme suspect si, moins de six jours avant l'arrivee, il a quitté une zone infectée, ou s'il arrive dans les trente jours suivant son départ d'une telle zone et que l'autorité sanitaire constate la présence à son bord d'*Aedes aegypti* ou d'autres vecteurs de la fièvre jaune. Tout autre navire est considéré comme indemne.

2. — A l'arrivée, un aéronef est considéré comme infecté s'il a un cas de fièvre jaune à bord. Il est considéré comme suspect si l'autorité sanitaire n'est pas satisfaite de la désinsectisation effectuée conformément au paragraphe 2 de l'article 74 et si elle constate l'existence de moustiques vivants à bord de l'aéronef. Tout autre aéronef est considéré comme indemne.

Article 78

1. — A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté ou suspect, l'autorité sanitaire peut:

*a*) dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, appliquer à l'egard de tout passager ou membre de l'équipage quittant le bord sans être muni d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, les mesures visées à l'article 75;

*b*) procéder à l'inspection du navire ou de l'aéronef et à la destruction totale d'*Aedes aegypti* ou d'autres vecteurs de la fièvre jaune Dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, il peut en outre être exigé que le navire, jusqu'à exécution de ces mesures, reste à quatre cents mètres au moins de la terre.

2 — Le navire ou aéronef cesse d'être considéré comme infecté ou suspect quand les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, con-

formément à l'article 39 et au paragraphe 1 du présent article, ont été dûment exécutées Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 79

A l'arrivée d'un navire ou aéronef indemne provenant d'une zone infectee, les mesures visées à la lettre *b*) du paragraphe 1 de l'article 78 peuvent lui être appliquées Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique

Article 80

Les Etats ne peuvent pas interdire aux aéronefs l'atterrissage sur leurs aéroports sanitaires si les mesures visées au paragraphe 2 de l'article 74 sont appliquées. Dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, l'Etat peut toutefois désigner un ou plusieurs aéroports déterminés comme étant les seuls où peuvent atterrir les aéronefs en provenance d'une zone infectée.

Article 81

A l'arrivée d'un train, véhicule routier ou autre moyen de transport dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes:

*a*) isolement, suivant les dispositions de l'article 75, de toute personne provenant d'une zone infectée sans être munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune;

*b*) désinsectisation du train, véhicule routier ou autre moyen de transport, s'il est en provenance d'une zone infectée.

Article 82

Dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, l'isolement visé à l'article 39 et au present chapitre a lieu dans des locaux à l'abri des moustiques

*Chapitre IV — Variole*

Article 83

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation de la variole est fixée à quatorze jours

Article 84

1 — L'administration sanitaire peut exiger de toute personne effectuant un voyage international qu'elle soit munie à l'arrivée d'un certificat valable de vaccination contre la variole, à moins qu'elle présente des signes d'une atteinte antérieure de variole attestant de façon suffisante son immunité Si la personne n'est pas munie de ce certificat, elle peut être vaccinée ou, si elle refuse de se laisser vacciner, elle peut être soumise à la surveillance pendant quatorze jours au plus à compter de son départ du dernier territoire qu'elle a quitté avant son arrivée.

2. — Toute personne qui, effectuant un voyage international, s'est trouvée, au cours des quatorze jours précédant son arrivée, dans une zone infectée et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, n'est pas suffisamment protégée par la vaccination ou par une atteinte antérieure de variole, peut être vaccinée ou soumise à la surveillance, ou vaccinée puis soumise à la surveillance; si elle refuse de se laisser vacciner, elle peut être isolée. La durée de la période de surveillance ou d'isolement ne peut dépasser quatorze jours à compter de la date à laquelle la personne a quitté une zone infectée. Un certificat valable de vaccination contre la variole constitue la preuve d'une protection suffisante

3. — Toute administration sanitaire peut appliquer les mesures prévues dans le présent article, que l'infection variolique existe ou non sur son territoire.

Article 85

1 — Un navire ou aéronef est considéré comme infecté si, à l'arrivée, il y a un cas de variole à bord, ou si un tel cas s'est déclaré pendant le voyage

2 — Tout autre navire ou aéronef est considéré comme indemne, même si des suspects se trouvent à bord, mais ceux-ci peuvent, s'ils quittent le bord, être soumis aux mesures visées à l'article 86.

Article 86

1 — A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté, l'autorité sanitaire:

*a*) offre la vaccination à toute personne à bord que cette autorité sanitaire considère comme n'étant pas suffisamment protégée contre la variole;

*b*) peut, pendant quatorze jours au plus à compter de la dernière exposition à l'infection, isoler ou soumettre à la surveillance toute personne quittant le bord, mais l'autorité sanitaire prende en considération, quand elle fixe la durée de la période d'isolement ou de sur-

veillance, les vaccinations antérieures de cette personne et la possibilité qu'elle ait été exposée à l'infection;

*c*) procède à la désinfection

*i*) des bagages des personnes infectées;

*ii*) de tous autres bagages ou objets, tels que literie ou linge ayant servi, et de toute partie du navire ou de l'aéronef qui sont considérés comme contaminés

2. — Un navire ou aéronef continue d'être considéré comme infecté jusqu'à ce que les personnes infectées aient été débarquées et que les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément au paragraphe 1 du présent article, aient été dûment appliquées Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

### Article 87

A l'arrivée, tout navire ou aéronef indemne, même provenant d'une zone infectée, est admis à la libre pratique

### Article 88

Si, à l'arrivée d'un train, véhicule routier ou autre moyen de transport, un cas de variole est constaté, la personne infectée est débarquée et les dispositions du paragraphe 1 de l'article 86 sont appliquées, la durée de la période éventuelle de surveillance ou d'isolement étant comptée à partir de la date d'arrivée du train, véhicule routier ou autre moyen de transport et la désinfection étant appliquée à toute partie du train, véhicule routier ou autre moyen de transport considérée comme contaminée.

## TITRE VI

## DOCUMENTS SANITAIRES

### Article 89

Il ne peut être exigé d'un navire ou aéronef aucune patente de santé, avec ou sans visa consulaire, ni aucun certificat, quelle qu'en soit la dénomination, relatif à l'état sanitaire d'un port ou d'un aéroport.

### Article 90

1 — Avant d'arriver au premier port d'escale dans un territoire, le capitaine d'un navire de mer qui effectue un voyage international se renseigne sur l'état de santé de toutes les personnes se trouvant à bord et, à l'arrivée, à moins que l'administration sanitaire ne l'exige pas, il remplit et remet à l'autorité sanitaire de ce port une Déclaration maritime de santé qui est contresignée par le médecin de bord, si l'équipage en comporte un

2. — Le capitaine et, s'il y en a un, le médecin de bord répondent à toute demande de renseignements faite par l'autorité sanitaire sur les conditions sanitaires du bord pendant le voyage

3. — La Déclaration maritime de santé doit être conforme au modèle donne à l'Appendice 5

4 — Une administration sanitaire peut décider

*a*) soit de ne pas exiger des navires à l'arrivée la remise de la Déclaration maritime de santé;

*b*) soit de n'exiger cette remise que si le navire arrive de certaines zones expressément indiquées, ou s'il y a des renseignements positifs à communiquer

Dans l'une et l'autre cas, elle en informe les exploitants de navires

### Article 91

1 — A l'atterrissage sur le premier aéroport d'un territoire, le commandant d'un aéronef, ou son représentant autorisé, remplit et remet à l'autorité sanitaire de cet aéroport, à moins que l'administration sanitaire ne l'exige pas, la partie relative aux questions sanitaires de la Déclaration générale d'aéronef, qui doit être conforme au modèle donné à l'Appendice 6.

2. — Le commandant d'un aéronef, ou son représentant autorisé, répond à toute demande de renseignements faite par l'autorité sanitaire sur le conditions sanitaires du bord pendant le voyage

3 — Une administration sanitaire peut décider

*a*) soit de ne pas exiger des aéronefs à l'arrivée la remise de la partie relative aux questions sanitaires de la Déclaration générale d'aéronef;

*b*) soit de n'exiger cette remise que si l'aéronef arrive de certaines zones expressément indiquées, ou s'il y a des renseignements positifs à communiquer.

Dans l'un et l'autre cas, elle en informe les exploitants d'aéronefs.

### Article 92

1. — Les certificats faisant l'objet des Appendices 1, 2, 3 et 4 sont imprimés en français et en anglais; ils peuvent, en outre, com-

porter un texte dans une des langues officielles du territoire où le certificat est délivré.

2. — Les certificats visés au paragraphe 1 du présent article sont remplis en français ou en anglais. L'adjonction d'une seconde langue est admise.

3 — Les certificats internationaux de vaccination doivent être signés par un médecin de sa propre main, son cachet officiel ne pouvant être considéré comme tenant lieu de signature.

4 — Les certificats internationaux de vaccination sont des certificats individuels et ne sont en aucun cas utilisés à titre collectif Les enfants sont munis de certificats distincts.

5. — On ne s'écartera en aucun cas des modèles figurant aux Appendices 2, 3 et 4 et aucune photographie ne sera apposée sur les certificats

6. — Un certificat international de vaccination délivré pour un enfant qui ne sait pas écrire est signé par un de ses parents ou par la personne qui a la charge de l'enfant La signature d'un illettré est indiquée de la façon habituelle par sa marque et l'attestation par un tiers qu'il s'agit bien de sa marque.

7 — Si le vaccinateur estime que la vaccination est médicalement contre-indiquée, il délivre à l'intéressé une attestation rédigée en anglais ou en francais, indiquant les raisóns qui motivent son opinion; les autorités sanitaires pourront en tenir compte.

### Article 93

Les documents relatifs à la vaccination délivrés par le forces armées à leur personnel en activité de service sont acceptés à la place du certificat international tel qu'il est reproduit aux Appendices 2, 3 ou 4, à condition qu'ils comportent:

*a*) des renseignements médicaux équivalents à ceux devant figurer sur le modèle, et

*b*) une déclaration en français ou en anglais spécifiant la nature et la date de la vaccination et attestant qu'ils sont délivrés en vertu du présent article.

### Article 94

Aucun document sanitaire autre que ceux visés au présent Règlement ne peut être exigé dans le trafic international

## TITRE VII

## DROITS

### Article 95

1 — L'autorité sanitaire ne perçoit aucun droit pour

*a*) toute visite médicale prévue au présent Règlement ainsi que tout examen complémentaire, bactériologique ou autre, qui peut être nécessaire pour connaître l'état de santé de la personne examinée;

*b*) toute vaccination à l'arrivée et tout certificat s'y rapportant

2. — Si l'application des mesures prévues au présent Règlement, autres que celles visées au paragraphe 1 du présent article, comporte le paiement de droits, il doit y avoir, dans chaque territoire, un seul tarif s'y rapportant Les droits réclamés doivent:

*a*) être conformes à ce tarif;

*b*) être modérés et, en aucun cas, ne dépasser le coût effectif du service rendu;

*c*) être perçus sans distinction de nationalité, de domicile ou de résidence en ce qui concerne les personnes, ou de nationalité, de pavillon, de registre ou de propriété en ce qui concerne les navires, aéronefs, trains, véhicules routiers, autres moyens de transport ou conteneurs. En particulier, aucune distinction n'est faite entre les nationaux et les étrangers, ni entre les navires, aéronefs, trains, véhicules routiers, autres moyens de transport ou conteneurs nationaux et étrangers.

3. — Le droit perçu pour la transmission par radio d'un message concernant les dispositions du Règlement ne peut pas dépasser le tarif normal de transmission des radiogrammes.

4 — Le tarif et toute modification qui peut y être apportée par la suite sont publiés dix jours au moins avant leur entrée en vigueur et notifiés immédiatement à l'Organisation.

## TITRE VIII

## DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 96

1 — Les aéronefs quittant un aéroport situé dans une zone où existe la transmission du paludisme ou d'une autre maladie transmise par des moustiques ou dans laquelle se trouvent des moustiques vec-

teurs de maladies résistant aux insecticides, ou encore dans laquelle est présente une espèce vectrice qui a été éliminée de la zone dans laquelle est situé l'aéroport de destination de l'aéronef, sont désinsectisés conformément à l'article 26, selon les méthodes recommandées par l'Organisation. Les Etats intéressés doivent accepter la désinsectisation pratiquée en cours de vol au moyen du dispositif approuvé de désinsectisation par vapeurs. Les navires quittant un port qui se trouve dans cette situation sont maintenus exempts des moustiques en cause à l'état immature ou à l'état adulte.

2. — A l'arrivée sur un aéroport situé dans une zone où l'importation de vecteurs pourrait causer la transmission du paludisme ou d'une autre maladie transmise par des moustiques, ou dans laquelle a été eliminée une espèce vectrice qui est présente dans la zone où se trouve situé l'aéroport d'origine, les aéronefs mentionnés au paragraphe 1 du présent article peuvent être désinsectisés conformément à l'article 26, si l'autorité sanitaire ne reçoit pas une preuve satisfaisante que la désinsectisation a été effectuée conformément au paragraphe 1 du présent article. Les navires arrivant dans un port qui se trouve dans cette situation doivent être, sous le contrôle de l'autorité sanitaire, traités et débarrassés des moustiques en cause à l'état immature ou à l'état adulte.

3. — Dans la mesure du possible, et si cela se justifie, on maintient exempts d'insectes vecteurs de maladies humaines les trains, véhicules routiers, autres moyens de transport ou conteneurs, ou les bateaux utilisés pour le trafic côtier international ou pour le trafic international sur les voies d'eau intérieures

### Article 97

1. — Les migrants, les nomades, les travailleurs saisonniers ou les personnes prenant part à des rassemblements périodiques importants, ainsi que tout navire, en particulier les petites embarcations utilisées pour le trafic côtier international, tout aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport qu'ils empruntent, peuvent être soumis à des mesures sanitaires additionnelles conformes aux lois et règlements de chacun des Etats intéressés et aux accords intervenus entre eux.

2. — Chacun des Etats informe l'Organisation des dispositions légales et réglementaires, ainsi que des accords, applicables aux migrants, aux nomades, aux travailleurs saisonniers et aux personnes prenant part à des rassemblements périodiques importants.

3 — Les normes d'hygiène observées à bord des navires et aéronefs qui transportent des personnes prenant part à des rassemblements périodiques importants ne seront pas inférieures a celles qui sont recommandées par l'Organisation.

### Article 98

1 — Des conventions ou arrangements spéciaux peuvent être conclus entre deux ou plusieurs Etats ayant des intérêts communs en raison de leurs conditions sanitaires, géographiques, sociales ou économiques, pour faciliter l'application du présent Règlement, notamment en ce qui concerne:

*a*) l'échange direct et rapide de renseignements épidémiologiques entre territoires voisins;

*b*) les mesures sanitaires applicables au trafic côtier international et au trafic international sur les voies d'eau intérieures, y compris les lacs;

*c*) les mesures sanitaires applicables aux frontières de territoires limitrophes;

*d*) la réunion de deux ou plusieurs territoires en un seul pour l'application de toute mesure sanitaire prévue au présent Règlement;

*e*) l'utilisation de moyens de transport spécialement aménagés pour le déplacement des personnes infectées.

2 — Les conventions ou arrangements visés au paragraphe 1 du présent article ne doivent pas comporter de dispositions contraires à celles du présent Règlement.

3 — Les Etats communiquent à l'Organisation toutes conventions ou tous arrangements qu'ils peuvent être amenés à conclure aux termes du présent article. L'Organisation informe immédiatement toutes les administrations sanitaires de la conclusion de ces conventions ou arrangements

## Titre IX

## DISPOSITIONS FINALES

### Article 99

1. — Sous réserve des dispositions de l'article 101 et des exceptions ci-après spécifiées, le présent Règlement remplace, entre les Etats qui y sont soumis et entre ces Etats et l'Organisation, les dispositions des conventions sanitaires internationales, des règlements sanitaires internationaux et des arrangements de même nature ci-après mentionnés:

*a*) Convention sanitaire internationale, signée à Paris le 3 décembre 1903;

*b*) Convention sanitaire panaméricaine, signée à Washington le 14 octobre 1905;

*c*) Convention sanitaire internationale, signée à Paris le 17 janvier 1912;

*d*) Convention sanitaire internationale, signée à Paris le 21 juin 1926;

*e*) Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne, signée à La Haye le 12 avril 1933;

*f*) Arrangement international concernant la suppression des patentes de santé, signé à Paris le 22 décembre 1934;

*g*) Arrangement international concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé, signé à Paris le 22 décembre 1934;

*h*) Convention portant modification de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, signée à Paris le 31 octobre 1938;

*i*) Convention sanitaire internationale de 1944 portant modification de la Convention du 21 juin 1926, ouverte à la signature à Washington le 15 décembre 1944;

*j*) Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne de 1944 portant modification de la Convention du 12 avril 1933, ouverte à la signature à Washington le 15 décembre 1944;

*k*) Protocole du 23 avril 1946 prorogeant la Convention sanitaire internationale de 1944, signé à Washington;

*l*) Protocole du 23 avril 1946 prorogeant la Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne de 1944, signé a Washington;

*m*) Règlement sanitaire international de 1951 et Règlements additionnels de 1955, 1956, 1960, 1963 et 1965

2. — Le Code sanitaire panaméricain, signé à La Havane le 14 novembre 1924, reste en vigueur, à l'exception des articles 2, 9, 10, 11, 16 à 53, 61 et 62, auxquels s'appliquent les dispositions appropriées du paragraphe 1 du présent article.

Article 100

1. — Le délai prévu conformément à l'article 22 de la Constitution de l'Organisation pour formuler tous refus ou réserves est de neuf mois à compter de la date de notification, par le Directeur général, de l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé

2 — Un Etat peut, par notification faite au Directeur général, porter cette période à dix-huit mois en ce qui concerne les territoires d'outre-mer ou éloignés pour lesquels il a la responsabilité de la conduite des relations internationales.

3 — Tout refus ou réserve reçu par le Directeur général après l'expiration de la période visée au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, est sans effet.

Article 101

1 — Lorsqu'un Etat fait une réserve au présent Règlement, celle-ci n'est valable que si elle est acceptée par l'Assemblée mondiale de la Santé Le présent Règlement n'entre en vigueur au regard de cet Etat que lorsque cette réserve a été acceptée par l'Assemblée ou, si l'Assemblée s'y est opposée du fait qu'elle contrevient essentiellement au caractère et au but du Règlement, lorsque ladite réserve a été retirée

2 — Un refus partiel du présent Règlement équivaut à une réserve.

3 — L'Assemblée mondiale de la Santé peut mettre comme condition à son acceptation d'une réserve l'obligation pour l'Etat qui formule cette réserve de continuer à assumer une ou plusieurs obligations portant sur l'objet de ladite réserve et qui avaient été précédemment acceptées par ledit Etat en vertu des conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99

4. — Si un Etat formule une réserve, considérée par l'Assemblée mondiale de la Santé comme ne contrevenant pas essentiellement à une ou plusieurs obligations qu'avait acceptées ledit Etat en vertu des conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99, l'Assemblée peut accepter cette réserve sans demander à l'Etat, comme condition d'acceptation, de s'obliger comme il est prévu au paragraphe 3 du présent article.

5 — Si l'Assemblée mondiale de la Santé s'oppose à une réserve et si celle-ci n'est pas retirée, le présent Règlement n'entre pas en vigueur au regard de l'Etat qui a fait cette réserve. Les conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99 auxquels cet Etat est déjà partie demeurent dès lors en vigueur en ce qui le concerne.

Article 102

Un refus ou tout ou partie d'une réserve quelconque peuvent, à tout moment, être retirés par notification faite au Directeur général.

Article 103

1 — Le présent Règlement entre en vigueur le 1er janvier 1971

2. — Tout Etat qui devient Membre de l'Organisation après cette date et qui n'est pas déjà partie au présent Règlement peut notifier qu'il le refuse ou qu'il fait des réserves à son sujet, et ce dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle cet Etat devient Membre de l'Organisation. Sous réserve des dispositions de l'article 101,

et sauf en cas de refus, le présent Règlement entre en vigueur au regard de cet Etat à l'expiration du délai susvise

## Article 104

1 — Les Etats non membres de l'Organisation, mais qui sont parties à des conventions, règlements ou arrangements de même nature visés à l'article 99, ou auxquels le Directeur général a notifié l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé, peuvent devenir parties à celui-ci en notifiant au Directeur général leur acceptation. Sous réserve des dispositions de l'article 101, cette acceptation prend effet à la date d'entrée en vigueur du présent Règlement ou, si cette acceptation est notifiée après cette date, trois mois après le jour de la réception par le Directeur général de ladite notification.

2 — Aux fins de l'application du présent Règlement, les articles 23, 33, 62, 63 et 64 de la Constitution de l'Organisation s'appliquent aux Etats non membres de l'Organisation qui deviennent parties audit Règlement

3. — Les Etats non membres de l'Organisation, mais qui sont devenus parties au présent Règlement, peuvent en tout temps dénoncer leur participation audit Règlement par une notification adressée au Directeur général; cette dénonciation prend effet six mois après réception de ladite notification. L'Etat qui a dénoncé applique de nouveau, à partir de ce moment, les dispositions des conventions, règlements ou arrangements de même nature visés à l'article 99 auxquels ledit Etat était précédemment partie

## Article 105

Le Directeur général de l'Organisation notifie à tous les Membres et Membres associés, ainsi qu'aux autres parties aux conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99, l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé. Le Directeur général notifie de même à ces Etats, ainsi qu'à tout autre Etat devenu partie au présent Règlement, tout Règlement additionnel modifiant ou complétant celui-ci, ainsi que toute notification qu'il aura reçue en application des articles 100, 102, 103 et 104 respectivement, aussi bien que toute décision prise par l'Assemblée mondiale de la Santé en application de l'article 101.

## Article 106

1 — Toute question ou tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Règlement ou de tout Règlement additionnel peut être soumis, par tout Etat intéressé, au Directeur général, qui s'efforce alors de régler la question ou le différend. A défaut de règlement, le Directeur général, de sa propre initiative ou à la requête de tout Etat intéressé, soumet la question ou le differend au comité ou autre organe compétent de l'Organisation pour examen.

2. — Tout Etat intéressé, a le droit d'être représenté devant ce comite ou cet autre organe

3 — Tout différend qui n'a pas été réglé par cette procédure peut, par voie de requête, être porté par tout Etat intéressé devant la Cour internationale de Justice pour décision.

## Article 107

1. — Le texte français et le texte anglais du présent Règlement font également foi

2 — Les textes originaux du présent Règlement sont déposés aux archives de l'Organisation Des copies certifiées conformes en sont expédiées par le Directeur géneral à tous les Membres et Membres associés, comme aussi aux autres parties aux conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99. Au moment de l'entrée en vigueur du présent Règlement, des copies certifiées conformes sont fournies par le Directeur général au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement, en application de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI le présent acte a été signé à Boston, le vingt-cinq juillet 1969.

W H STEWART

Président de la Ving-Deuxième Assemblée mondiale de la Santé

M G CANDAU

Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé

**Appendix 1** **Appendice 1**

DERATTING CERTIFICATE (*a*) — CERTIFICAT DE DÉRATISATION (*a*)

DERATTING EXEMPTION CERTIFICATE (*a*) — CERTIFICAT D'EXEMPTION DE LA DÉRATISATION (*a*)

*issued in accordance with Article 54 of the International Health Regulations* — délivré conformément à l'article 54 du Règlement sanitaire international
*(Not to be taken away by Port Authorities.)* — (Ce certificat ne doit pas être retiré par les autorités portuaires.)

*PORT OF* .............................. — PORT DE ..............................

*Date* — Date ... ...... .

*THIS CERTIFICATE records the inspection and* { *deratting* / *exemption* } { (*a*) *at this port and on the above date*

LE PRÉSENT CERTIFICAT atteste l inspection et { la dératisation / l'exemption } { (a) en ce port et à la date ci dessus

*of the* { *ship* / *inland navigation vessel* } (*a*) *of* { *net tonnage for a sea going vessel* / .......................... *tonnage for an inland navigation vessel* } (*a*) (*f*)

du navire de { tonnage net dans le cas d'un navire de haute mer / tonnage dans le cas d'un navire de navigation intérieure } (*a*) (*f*)

*At the time of* { *inspection* / *deratting* } { (*a*) *the holds were laden with* *tons of* .... *cargo*

Au moment de { l'inspection / la dératisation } { (*a*) les cales étaient chargées de tonnes de ......... cargaison

| COMPARTMENTS (*b*) | RAT INDICATIONS — TRACES DE RATS (*c*) | RAT HARBOURAGE — REFUGES À RATS: *discovered* trouvés (*d*) | RAT HARBOURAGE — REFUGES À RATS: *treated* supprimés | DERATTING — DÉRATISATION: *by fumigation* — par fumigation, *Fumigant* — Gaz utilisé, *Hours exposure* — Exposition (heures): *Space (cubic feet)* Espaces (mètres cubes) | *Quantity used* Quantités employées (*e*) | *Rats found dead* Rats trouvés morts | *by catching, trapping, or poisoning* par capture or poison: *Traps set or poisons put out* Pièges ou poisons mis | *Rats caught or killed* Rats pris ou tués | COMPARTIMENTS (*b*) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Holds* 1. | | | | | | | | | Cales 1. |
| — 2. | | | | | | | | | — 2. |
| — 3. | | | | | | | | | — 3. |
| — 4. | | | | | | | | | — 4. |
| — 5. | | | | | | | | | — 5. |
| — 6. | | | | | | | | | — 6. |
| — 7. | | | | | | | | | — 7. |
| *Shelter deck space* . . . . | | | | | | | | | Entrepont |
| *Bunker space* . . . . . | | | | | | | | | Soute à charbon |
| *Engineroom and shaft alley* | | | | | | | | | Chaufferies, tunnel de l'arbre |
| *Forepeak and storeroom* . . | | | | | | | | | Peak avant et magasin |
| *Afterpeak and storeroom* . . | | | | | | | | | Peak arrière et magasin |
| *Lifeboats* . . . . . . . | | | | | | | | | Canots de sauvetage |
| *Charts and wireless rooms* . | | | | | | | | | Chambre des cartes, T.S.F. |
| *Galley* . . . . . . . . | | | | | | | | | Cuisines |
| *Pantry* . . . . . . . . | | | | | | | | | Cambuses |
| *Provision storerooms* . . . | | | | | | | | | Soute à vivres |
| *Quarters (crew)* . . . . . | | | | | | | | | Postes (équipage) |
| *Quarters (officers)* . . . . | | | | | | | | | Chambres (officiers) |
| *Quarters (cabin passengers)* . | | | | | | | | | Cabines (passagers) |
| *Quarters (steerage)* . . . . | | | | | | | | | Postes (émigrants) |
| *Total* . . . . . | | | | | | | | | Total |

(*a*) *Strike out the unnecessary indications.* — Rayer les mentions inutiles.

(*b*) *In case any of the compartments enumerated do not exist on the ship or inland navigation vessel, this fact must be mentioned.* — Lorsqu'un des compartiments énumérés n'existe pas sur le navire, on devra le mentionner expressément.

(*c*) *Old or recent evidence of excreta, runs, or gnawing.* — Traces anciennes ou récentes d'excréments, de passages ou de rongements.

(*d*) *None, small, moderate, or large.* — Néant, peu, passablement ou beaucoup.

(*e*) *State the weight of sulfur or of cyanide salts or quantity of HCN acid used.* — Indiquer le poids de soufre ou de cyanure ou la proportion d'acide cyanhydrique.

(*f*) *Specify whether applies to metric displacement or any other method of determining the tonnage.* — Spécifier s'il s'agit de déplacement métrique ou, sinon, de quel autre tonnage il s'agit.

*RECOMMENDATIONS MADE.* — OBSERVATIONS. — *In the case of exemption, state here the measures taken for maintaining the ship or inland navigation vessel in such a condition the it is free of rodents and the plague vector.* — Dans le cas d'exemption, indiquer ici les mesures prises pour que le navire soit maintenu dans des conditions telles qu'il n'y ait à bord ni rongeurs, ni vecteurs de la peste.

*Seal, name, qualification, and signature of the inspector.* — Cachet, nom, qualité et signature de l'inspecteur.

**Appendix 2** **Appendice 2**

## INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION OR REVACCINATION AGAINST CHOLERA

## CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION OU DE REVACCINATION CONTRE LE CHOLÉRA

*This is to certify that* / Je soussigné(e) certifie que *date of birth* / né(e) le *sex* / sexe

*whose signature follows* / dont la signature suit

*has on the date indicated been vaccinated or revaccinated against cholera*
a été vacciné(e) ou revacciné(e) contre le choléra à la date indiquée.

| Date | *Signature and professional status of vaccinator* Signature et titre du vaccinateur | *Approved stamp* Cachet autorisé | |
|---|---|---|---|
| 1 | | 1 | 2 |
| 2 | | | |
| 3 | | 3 | 4 |
| 4 | | | |

*The vaccine used shall meet the requirements laid down by the World Health Organization.*

*The validity of this certificate shall extend for a period of six months, beginning six days after one injection of the vaccine or, in the event of a revaccination within such period of six months, in the date of that revaccination.*

*The approved stamp mentioned above must be in a form prescribed by the health administration of the territory in which the vaccination is performed.*

*This certificate must be signed by a medical practitioner in his own hand; his official stamp is not an accepted substitute for the signature.*

*Any amendement of this certificate, or erasure, or failure to complete any part of it, may render it invalid.*

Le vaccin utilisé doit satisfaire aux normes formulées par l'Organisation mondiale de la Santé.

La validité de ce certificat couvre une période de six mois commençant six jours après une injection de vaccin ou, dans le cas d'une revaccination au cours de cette période de six mois, le jour de cette revaccination.

Le cachet autorisé doit être conforme au modèle prescrit par l'administration sanitaire du territoire où la vaccination est effectuée.

Ce certificat doit être signé par un médecin de sa propre main, son cachet officiel ne pouvant être considéré comme tenant lieu de signature.

Toute correction ou rature sur le certificat ou l'omission d'une quelconque des mentions qu'il comporte peut affecter sa validité.

**Appendix 3** — Appendice 3

## INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION OR REVACCINATION AGAINST YELLOW FEVER

## CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION OU DE REVACCINATION CONTRE LA FIEVRE JAUNE

*This is to certify that* / Je soussigné(e) certifie que ... *date of birth* / né(e) le ... *sex* / sexe ...

*whose signature follows* / dont la signature suit ...

***has on the date indicated been vaccinated or revaccinated against yellow fever***
**a été vacciné(e) ou revacciné(e) contre la fièvre jaune à la date indiquée**

| Date | *Signature and professional status of vaccinator* Signature et titre du vaccinateur | *Manufacturer and batch no. of vaccine* Fabricant du vaccin et numéro du lot | *Official stamp of vaccinating centre* Cachet officiel du centre de vaccination | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | | | 1 | 2 |
| 2 | | | | |
| 3 | | | 3 | 4 |
| 4 | | | | |

*This certificate is valid only if the vaccine used has been approved by the World Health Organization and if the vaccinating centre has been designated by the health administration for the territory in which that centre is situated.*

*The validity of this certificate shall extend for a period of ten years, beginning ten days after the date of vaccination or, in the event of a revaccination within such period of ten years, from the date of that revaccination.*

*This certificate must be signed by a medical practitioner in his own hand, his official stamp is not an accepted substitute for the signature.*

*Any amendement of this certificate, or erasure, or failure to complete any part of it, may render it invalid.*

Ce certificat n'est valable que si le vaccin employé a été approuvé par l'Organisation mondiale de la Santé et si le centre de vaccination a été habilité par l'administration sanitaire du territoire dans lequel ce centre est situé.

La validité de ce certificat couvre une période de dix ans commençant dix jours après la date de la vaccination ou, dans le cas d'une revaccination au cours de cette période de dix ans, le jour de cette revaccination.

Ce certificat doit être signé par un médicin de sa propre main, son cachet officiel ne pouvant être considéré comme tenant lieu de signature.

Toute correction ou rature sur le certificat ou l'omission d'une quelconque des mentions qu'il comporte peut affecter sa validité.

**Appendix 4** — Appendice 4

## INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION OR REVACCINATION AGAINST SMALLPOX

## CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION OU DE REVACCINATION CONTRE LA VARIOLE

*This is to certify that* / Je soussigné(e) certifie que ... *date of birth* / né(e) le ... *sex* / sexe ...

*whose signature follows* / dont la signature suit ...

*has on the date indicated been vaccinated or revaccinated against smallpox with a freeze-dried or liquid vaccine certified to fulfil the recommended requirements of the World Health Organization.*

a été vacciné(e) ou revacciné(e) contre la variole à la date indiquée ci-dessous, avec un vaccin lyophilisé ou liquide certifié conforme aux normes recommandees par l'Organisation mondiale de la Santé

| Date | *Show by "x" whether* Indiquer par « x » s'il s'agit de | *Signature and professional status of vaccinator* Signature et titre du vaccinateur | *Manufacturer and batch no. of vaccine* Fabricant du vaccin et numéro du lot | *Approved stamp* Cachet autorisé | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1a | *Primary vaccination performed* Primovaccination effectuée ...... | | | 1a | 1b |
| 1b | *Read as successful* Prise ......... *Unsuccessful* Pas de prise ......... | | | | |
| 2 | Revaccination ..................... | | | 2 | 3 |
| 3 | Revaccination ..................... | | | | |

*The validity of this certificate shall extend for a period of three years, beginning eight days after the date of a successful primary vaccination or, in the event of a revaccination, on the date of that revaccination.*

*The approved stamp mentioned above must be in a form prescribed by the health administration of the territory in which the vaccination is performed.*

*This certificate must be signed by a medical practitioner in his own hand; his official stamp is not an accepted substitute for the signature.*

*Any amendment of this certificate, or erasure, or failure to complete any part of it, may render it invalid.*

La validité de ce certificat couvre une période de trois ans commençant huit jour après la date de la primovaccination effectuée avec succès (prise) ou, dans le cas d'une revaccination, le jour de cette revaccination.

Le cachet autorisé doit être conforme au modèle prescrit par l'administration sanitaire du territoire où la vaccination est effectuée.

Ce certificat doit être signé par un médecin de sa propre main, son cachet officiel ne pouvant être considéré comme tenant lieu de signature.

Toute correction ou rature sur le certificat ou l'omission d'une quelconque des mentions qu'il comporte peut affecter sa validité.

Appendice 5

## DECLARATION MARITIME DE SANTÉ

**(A présenter par les capitaines des navires en provenance de ports situés en dehors du territoire)**

Port de date

Nom du navire venant de allant à

Nationalité Nom du capitaine

Tonnage net

Dératisation ou exemption de la dératisation { Certificat délivré à en date du

Nombre de passagers { Cabine Pont Nombre des membres de l'équipage

Liste des escales depuis le début du voyage avec dates de départ

*Questionnaire de santé* — Répondre par Oui ou Non

1 Y a-t-il eu à bord, en cours de voyage,* un cas (ou une pré somption) de peste, de choléra, de fièvre jaune ou de variole? Donner les détails dans le tableau.

2 Y a-t-il eu des cas (ou une présomption) de peste parmi les rats ou les souris, à bord, en cours de voyage* ou bien la mortalité parmi eux a-t-elle été anormale?

3 Y a-t-il eu un décès à bord, en cours de voyage,* autrement que par accident? Donner les détails dans le tableau

4 Y a-t-il à bord, ou y a-t-il eu, en cours de voyage,* des cas de maladie que vous soupçonnez être de caractère contagieux? Donner les détails dans le tableau

5 Y a-t-il présentement des malades à bord? Donner les détails dans le tableau.

Remarque: En l'absence d'un médecin, le capitaine doit considérer les symptômes suivants comme devant faire soupçonner l'existence d'une maladie de caractère contagieux: fièvre accompagnée de prostration ou persistant plusieurs jours, ou avec gonflement des glandes; toute irritation de la peau ou éruption aiguës, avec ou sans fièvre; toute diarrhée grave avec symptômes d'affaiblissement caractérisé; jaunisse accompagnée de fièvre.

6 Avez vous connaissance de toute autre circonstance qui, à bord, pourrait favoriser la contagion ou la propagation d'une maladie?

**Je déclare que les renseignements et réponses donnés dans la présente déclaration de santé (y compris le tableau) sont, autant que je sache et sois fondé à croire, exacts et conformes à la vérité.**

Signé Capitaine

Contresigné Médecin du bord

Date

* S'il s'est écouté plus de quatre semaines depuis le début du voyage, il suffira de donner des renseignements pour les quatre dernières semaines

Appendice 5 *(suite)*

## TABLEAU ANNEXE A LA DECLARATION

Détails de chaque cas de maladie ou de décès survenu à bord

| Nom | Classe ou fonction à bord | Age | Sexe | Nationalité | Port d'embarquement | Date d'embarquement | Nature de la maladie | Date du début de la maladie | Résultats de la maladie * | Suite donnée ** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | |

* Indiquer si le malade est guéri, s'il est encore malade ou s'il est décédé
** Indiquer si le malade est encore à bord, s'il a été débarqué (donner le nom du port) ou si son corps a été immergé.

Appendice 6

## PARTIE RELATIVE AUX QUESTIONS SANITAIRES DE LA DECLARATION GENERALE D'AERONEF

*Déclaration de santé*

Cas de maladie (à l'exclusion du mal de l'air ou des accidents) constatés à bord ou débarqués au cours du voyage, y compris les personnes présentant des symptômes ou signes, tels que éruption, fièvre, frissons, diarrhée.

Toute autre circonstance à bord susceptible de provoquer la prorogation d'une maladie.

Détails se rapportant à chaque désinsectisation ou autre opération sanitaire (lieu, date, heure, méthode) effectuée en cours de vol. S'il n'y a pas eu de désinsectisation en cours de vol, donner des précisions sur la désinsectation la plus récente.

Signature (si nécessaire)

Membre de l'équipage

**Règlement additionnel du 23 mai 1973 modifiant le Règlement sanitaire international (1969), en particulier les articles 1, 21, 63 à 71, et 92.**

La Vingt-Sixième Assemblée mondiale de la Santé,

*Considérant* qu'il est nécessaire de modifier certaines dispositions du Règlement sanitaire international (1969); et

Vu les articles 2 *k*), 21 *a*) et 22 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé,

ADOPTE, ce 23 mai 1973, le Règlement additionnel ci-après

## ARTICLE I

TITRE I. — DÉFINITIONS

*Article 1*

Remplacer la définition de l'« aéroport » par ce qui suit: « Aéroport signifie tout aéroport que l'Etat Membre dans le territoire duquel il est situé a désigné comme aéroport d'entrée et de sortie destiné au trafic aérien international et où s'accomplissent les formalités de douane, de contrôle des personnes, de santé publique, de contrôle vétérinaire et phytosanitaire et autres formalités analogues »

TITRE III — ORGANISATION SANITAIRE

*Article 21*

Paragraphe 1 Supprimer les alinéas *b*) et *c*)

TITRE V — DISPOSITIONS PROPRES A CHACUNE DES MALADIES SOUMISES AU RÈGLEMENT

*Chapitre II — Choléra*

*Article 63*

A supprimer

*Article 64*

Lui donner le numéro 63 et le modifier comme suit

« 1 Si, à l'arrivée d'un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport, un cas de choléra est constaté, ou si un cas s'est produit à bord, l'autorité sanitaire *a*) peut soumettre les passagers ou les membres de l'équipage jugés suspects à une surveillance ou à un isolement pendant une période qui ne doit pas dépasser cinq jours à compter de la date de débarquement; *b*) est responsable du contrôle de l'enlèvement et de l'élimination, dans des conditions hygiéniques, des réserves d'eau, des aliments (à l'exclusion de la cargaison), des déjections humaines, des eaux usées, y compris les eaux de cale, des matières résiduaires et de toutes autres matières considérées comme contaminées, ainsi que de la désinfection des réservoirs d'eau et du matériel servant à la manipulation des aliments.

2. Une fois appliquées les mesures prescrites sous *b*), le navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport est admis à la libre pratique ».

*Articles 65-69*

A supprimer.

*Article 70*

Lui donner le numéro 64 et le modifier comme suit

« Les denrées alimentaires faisant partie de la cargaison qui se trouvent à bord d'un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport sur lequel un cas de choléra s'est produit en cours de voyage ne peuvent être soumises à un examen bactériologique que par les autorités sanitaires du pays de destination finale ».

*Article 71*

A maintenir sans changement, mais en lui donnant le numéro 65

TITRE VI — DOCUMENTS SANITAIRES

*Article 92*

Dans le paragraphe 1, remplacer « Appendices 1, 2, 3 et 4 » par « Appendices 1, 2 et 3 », l'appendice 2 étant supprimé et les suivants renumérotés

Modifier comme suit le paragraphe 3

« 3. Les certificats internationaux de vaccination doivent être signés de sa propre main par un médecin ou une autre personne habilitée par l'administration sanitaire nationale, un cachet officiel ne pouvant être considéré comme tenant lieu de signature ».

Dans le paragraphe 5, remplacer « Appendices 2, 3 et 4 » par « Appendices 2 et 3 »

*Appendice 2* A supprimer, les appendices suivants étant renumérotés.

### ARTICLE II

Le délai prévu conformément à l'article 22 de la Constitution de l'Organisation pour formuler tous refus ou réserves est de trois mois à compter de la date de notification, par le Directeur général, de l'adoption du présent Règlement additionnel par l'Assemblée mondiale de la Santé

### ARTICLE III

Le présent Règlement additionnel entrera en vigueur le 1er janvier 1974.

### ARTICLE IV

Seront applicables au présent Règlement additionnel les dispositions finales suivantes du Règlement sanitaire international (1969): paragraphe 3 de l'article 100, paragraphes 1 et 2 et première phrase du paragraphe 5 de l'article 101, article 102, article 103 (la date du 1er janvier 1971 étant remplacée par celle indiquée à l'article III du présent Règlement additionnel), et articles 104 à 107 inclusivement.

EN FOI DE QUOI nous avons apposé nos signatures et sceau ce vingt-quatre mai 1973, à Genève.

J SULIANTI

Président de la Vingt-Sixième Assemblée mondiale de la Santé

M G CANDAU

Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

*N B* — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel regolamento

## TITOLO I

## DEFINIZIONI

*Per l'applicazione del presente Regolamento*

### Art 1

« Amministrazione sanitaria » indica l'autorità statale competente sul complesso del territorio nazionale al quale si applica il presente Regolamento per assicurarvi l'esecuzione delle misure sanitarie ivi previste.

« Aeromobile » indica un aeromobile che compie un viaggio internazionale.

« Aeroporto » indica ogni aeroporto designato dallo Stato membro, sul cui territorio è ubicato, quale scalo di arrivo o partenza del traffico aereo internazionale.

« Arrivo » di una nave, di un aeromobile, di un treno o di un veicolo stradale significa:

*a*) nel caso di una nave, l'arrivo in un porto;

*b*) nel caso di un aeromobile, l'arrivo in un aeroporto;

*c*) nel caso di una imbarcazione adibita alla navigazione interna, l'arrivo sia in un porto, sia in un posto di frontiera, secondo le condizioni geografiche e secondo le convenzioni o gli accordi conclusi fra gli Stati interessati, conformemente all'art. 98 o secondo le leggi ed i regolamenti in vigore nel territorio d'arrivo;

*d*) nel caso di un treno e di un veicolo stradale, l'arrivo ad un posto di frontiera.

« Autorità sanitaria » indica l'autorità direttamente responsabile, sul territorio di propria competenza, dell'applicazione delle appropriate misure sanitarie che il presente Regolamento permette o prescrive

« Bagagli » indica gli effetti personali di un viaggiatore o di un membro dell'equipaggio.

« Caso importato » indica una persona infetta che arrivi nel corso di un viaggio internazionale

« Caso trasferito » indica una persona infetta che abbia contratto l'infezione in un'altra zona che dipenda dalla stessa amministrazione sanitaria

« Certificato valido », riferito alla vaccinazione, indica un certificato conforme alle norme ed ai modelli previsti nelle appendici 2, 3 e 4

« Container » indica un contenitore per il trasporto

*a*) con caratteristiche di durata e che sia, perciò, sufficientemente resistente da permetterne l'uso ripetuto;

*b*) particolarmente concepito per facilitare il trasporto di merci, da parte di uno o più mezzi di trasporto, tale da evitare la rottura delle merci;

*c*) munito di dispositivi che lo rendano facile da maneggiare, in particolare al momento del suo trasbordo da un mezzo di trasporto ad un altro;

*d*) concepito in modo da essere facilmente riempito e svuotato.

Il termine *container* non comprende né gli imballaggi usuali, né i veicoli;

« Disinsettazione » indica l'operazione destinata ad eliminare gli insetti vettori di malattie umane presenti nelle navi, aeromobili, treni, veicoli stradali, altri mezzi di trasporto o *container*;

« Nebulizzatore » indica un diffusore contenente una soluzione di insetticida sotto pressione che produce un aerosol quando la valvola è aperta;

« Direttore Generale » indica il Direttore Generale dell'Organizzazione;

« Epidemia » indica la diffusione di una malattia sottoposta al presente Regolamento a seguito del ripetersi dei casi di detta malattia in una zona;

« Equipaggio » indica il personale in servizio su una nave, aeromobile, treno, veicolo stradale, o altro mezzo di trasporto;

« Indice di *Aedes aegypti* » indica il rapporto, espresso in percentuale, tra il numero di abitazioni di una zona delimitata e circoscritta, ove sono stati effettivamente trovati depositi di larve di *Aedes aegypti*, sia nei locali che sui terreni circostanti e il numero complessivo delle abitazioni esaminate in tale zona;

« Isolamento », quando il termine è applicato ad una persona o ad un gruppo di persone, indica l'allontanamento di tale persona o di tale gruppo da tutte le altre persone, ad eccezione del personale sanitario di assistenza, in maniera da evitare la diffusione dell'infezione;

« Giorno » indica un intervallo di ventiquattro ore;

« Libera pratica » significa, per una nave, l'autorizzazione ad entrare in un porto ed a procedere allo sbarco ed a ogni altra operazione, per un aeromobile, l'autorizzazione, dopo l'atterraggio, a procedere allo sbarco ed a ogni altra operazione;

« Malattie sottoposte al Regolamento » (malattie quarantenarie) indicano il colera, ivi compreso il colera *El Tor*, la febbre gialla, la peste ed il vaiolo minore (alastrim);

« Nave » indica una imbarcazione marittima od una imbarcazione adibita alla navigazione interna, che effettui un viaggio internazionale;

« Organizzazione » indica l'organizzazione mondiale della sanità;

« Persona infetta » indica una persona che presenta sintomi di una delle malattie sottoposte al presente Regolamento o che, successivamente, risulti essere stata nel periodo di incubazione di una di queste malattie;

« Porto » indica un porto marittimo o un porto del sistema di navigazione interno;

« Quarantena (in) » indica la condizione o la situazione di una nave, aeromobile, treno, veicolo stradale, altro mezzo di trasporto o *container* nel periodo in cui un'autorità sanitaria applica nei suoi confronti le misure atte a prevenire la diffusione di malattie, di focolai di malattie o di vettori di malattie;

« Sospetto » indica una persona che l'autorità sanitaria ritiene sia stata esposta al pericolo di contagio di una malattia sottoposta al presente Regolamento e che essa ritiene suscettibile di diffondere tale malattia;

« Visita medica » comprende la visita e l'ispezione di una nave, aeromobile, treno, veicolo stradale, altro mezzo di trasporto o *container* nonché l'esame preliminare delle persone, unitamente alla verifica di validità dei certificati di vaccinazione, ma non comprende l'ispezione periodica di una nave per determinare se si debba procedere o meno alla derattizzazione.

« Volo (in corso di) » indica il lasso di tempo che trascorre fra la chiusura dei portelli prima del decollo e la loro apertura all'arrivo;

« Viaggio internazionale » significa

*a*) nel caso di una nave o di un aeromobile, un viaggio tra porti o aeroporti situati nei territori di più Stati, od un viaggio tra porto od aeroporti situati nel o nei territori di uno stesso Stato, se la detta nave od aeromobile entra in rapporti con il territorio di un altro Stato nel corso del suo viaggio, ma solamente per quanto attiene a tali rapporti;

*b*) nel caso di una persona, un viaggio che comporti l'ingresso nel territorio di uno Stato, diverso dal territorio dello Stato in cui tale viaggio ha avuto inizio;

« *Zona di transito diretto* » indica una zona speciale nell'ambito aeroportuale o collegata ad esso, autorizzata dall'autorità sanitaria competente e sottoposta al suo diretto controllo, destinata a facilitare il traffico in transito diretto; essa permette in particolare di assicurare l'isolamento, durante le soste, dei viaggiatori e degli equipaggi senza che questi possano uscire dall'aeroporto;

« *Zona infetta* » indica una zona delimitata, sulla base di criteri epidemiologici, dall'Amministrazione sanitaria che denuncia la presenza di una malattia sul proprio territorio non corrispondente necessariamente ai confini amministrativi. È costituita dalla parte del suo territorio che, tenendo conto delle caratteristiche della popolazione (densità, mobilità) e del potenziale dei vettori e dei serbatoi animali, offre condizioni favorevoli alla trasmissione della malattia.

## TITOLO II

## DENUNCE ED INFORMAZIONE EPIDEMIOLOGICA

### Art 2

Per l'applicazione del presente Regolamento, ogni Stato riconosce all'Organizzazione il diritto di comunicare direttamente con l'Amministrazione sanitaria del proprio o dei propri territori. Ogni denuncia ed informazione inviate dall'Organizzazione all'amministrazione sanitaria debbono essere considerate come inviate al Governo da cui essa dipende e le denunce e le informazioni inviate all'Organizzazione da parte della Amministrazione sanitaria debbono essere considerate come inviate da parte dello Stato da cui esso dipende.

### Art. 3

*1 — Le Amministrazioni sanitarie informeranno* l'Organizzazione a mezzo telegramma o via telex, e comunque non oltre le 24 ore da quando sono venute a conoscenza della comparsa, in un loro territorio, di un primo caso non importato né trasferito, di una malattia sottoposta al Regolamento. Nelle successive 24 ore dovranno essere presentate le dichiarazioni di zona infetta

2 — Le Amministrazioni sanitarie inoltre informeranno l'Organizzazione per mezzo di telegramma o telex e non oltre le 24 ore da quando ne sono venute a conoscenza:

*a*) che uno o più casi di malattia sottoposta al Regolamento sono stati importati o trasferiti in zona non infetta; la denuncia dovrà contenere tutte le informazioni disponibili sull'origine dell'infezione;

*b*) che una nave o un aeromobile è arrivato con a bordo uno o più casi di una malattia sottoposta al presente Regolamento; l'informazione indicherà il nome della nave o il numero di volo dell'aeromobile, gli scali precedenti e successivi, preciserà le misure che sono state eventualmente adottate nei confronti della nave o aeromobile.

L'esistenza della malattia, così denunciata sulla base di una diagnosi clinica ragionevolmente probabile, dovrà trovare conferma il più presto possibile sulla base degli opportuni esami di laboratorio e i risultati dovranno essere comunicati immediatamente per telegramma o per telex all'Organizzazione.

### Art 4

1. — Le Amministrazioni sanitarie denunceranno immediatamente all'Organizzazione i fatti che indicano la presenza del virus amarillico, ivi compreso il *virus* riscontrato nelle zanzare o nei vertebrati diversi dall'uomo, o la presenza del bacillo della peste in qualsiasi parte del proprio territorio e segnaleranno l'estensione della zona interessata.

2 — Nel corso di denuncia della presenza di peste dei roditori, le Amministrazioni sanitarie dovranno operare la distinzione tra la peste dei roditori selvatici e quella dei roditori domestici, e, in caso di peste dei roditori selvatici, descrivere le circostanze epidemiologiche e indicare la zona interessata

### Art 5

Le denunce prescritte dal paragrafo 1 dell'art 3 saranno seguite senza indugio da ulteriori informazioni circa l'origine e la natura della malattia, il numero dei casi e dei decessi, le condizioni relative alla estensione della malattia, nonché le misure profilattiche adottate.

### Art 6

1. — Nel corso di una epidemia, le denuncie e le informazioni di cui agli artt 3 e 5 saranno completate da comunicazioni inviate regolarmente all'Organizzazione

2 — Tali comunicazioni saranno le più frequenti e dettagliate possibili. Il numero dei casi e dei decessi dovranno essere trasmessi almeno una volta a settimana. Dovranno essere indicate le misure profilattiche adottate per combattere la diffusione della malattia, in particolare quelle adottate per evitare la sua propagazione ad altri territori da parte di navi, aeromobili, treni, veicoli stradali, altri mezzi di trasporto o *containers*, che lascino la zona infetta In caso di peste, saranno precisate le misure adottate contro i roditori. Qualora si tratti di malattie sottoposte al presente Regolamento, trasmesse da insetti vettori, dovranno essere precisate le misure adottate contro di essi.

### Art. 7

1. — L'Amministrazione sanitaria di un territorio nel quale sia stata delimitata e notificata una zona infetta dovrà informare l'Organizzazione dal momento in cui la zona ridiventa indenne.

2. — Una zona infetta può essere considerata come ridivenuta indenne quando siano state adottate e mantenute tutte le misure profilattiche per prevenire la ricomparsa della malattia o la sua possibile diffusione ad altre zone, e quando:

*a)* in caso di peste, di colera o di vaiolo, sia trascorso dalla morte, dalla guarigione o dall'isolamento dell'ultimo caso accertato un lasso di tempo almeno uguale al doppio del periodo di incubazione così come è stabilito dal presente Regolamento, e non esistano segni epidemiologici di diffusione della malattia a zone contigue;

*b)* *i)* in caso di febbre gialla trasmessa da un vettore diverso dall'*Aedes aegypti*, siano trascorsi tre mesi senza segni di attività del virus della febbre gialla;

*ii)* in caso di febbre gialla trasmessa da *Aedes aegypti*, siano trascorsi tre mesi dall'ultimo caso umano, o un mese dall'ultimo caso se l'indice di *Aedes aegypti* si è mantenuto costantemente al disotto dell'1 per cento nel corso di tale mese;

*c)* *i)* in caso di peste nei roditori domestici, che sia trascorso un mese dal ritrovamento o dalla cattura dell'ultimo animale infetto;

*ii)* in caso di peste nei roditori selvatici, che siano trascorsi tre mesi senza che la malattia sia stata riscontrata in una zona abbastanza vicina ad aeroporti o porti, tale da costituire una minaccia per il traffico internazionale.

### Art. 8

1 — Le Amministrazioni sanitarie denunciano all'Organizzazione

*a)* le misure profilattiche che hanno deciso di adottare alle provenienze da una zona infetta nonché la revoca di tali misure, indicandone la data di entrata in vigore o quella della revoca;

*b)* ogni modifica relativa alle vaccinazioni richieste per i viaggi internazionali;

2 — Tali denunce saranno inoltrate mediante telegramma o telex e, se possibile, prima che sia avvenuta la modifica o prima dell'entrata in vigore o della revoca di tali misure.

3. — Le Amministrazioni sanitarie faranno pervenire una volta all'anno all'Organizzazione, e ad una data da questa ultima fissata, un elenco riassuntivo delle vaccinazioni richieste per i viaggi internazionali.

4. — Le Amministrazioni sanitarie avranno cura di rendere note agli eventuali viaggiatori le misure profilattiche richieste o le loro modifiche avvalendosi della collaborazione, secondo i casi, delle agenzie di viaggio o delle compagnie di navigazione marittima o aerea, con ogni altro mezzo di informazione.

### Art 9

Oltre alle denunce ed alle informazioni di cui agli artt. 3, 4, 5, 6, 7, 8, le Amministrazioni sanitarie comunicheranno ogni settimana alla Organizzazione:

*a)* un rapporto telegrafico o per telex sul numero dei casi di malattie sottoposte al Regolamento e di decessi dovuti a tali malattie che siano stati registrati nel corso della settimana precedente in ogni città sede di porto o aeroporto, ivi compresi i casi importati o trasferiti;

*b)* una segnalazione per posta aerea dell'assenza di casi di tali malattie durante i periodi previsti alle lettere *a)*, *b)* e *c)* del paragrafo 2 dell'art. 7.

### Art 10

Tutte le denunce e le informazioni previste dagli artt 3, 4, 5, 6, 7, 8 e 9 saranno ugualmente comunicate, a richiesta, dall'Amministrazione sanitaria alle missioni diplomatiche e consolari situate sul territorio di propria competenza.

### Art. 11

1. — L'Organizzazione invierà a tutte le Amministrazioni sanitarie, non appena possibile e per le vie appropriate a ciascun caso, tutte le informazioni epidemiologiche o di altro genere da esse ricevute in applicazione degli artt. 3, 4, 5, 6, 7 e 8 e del paragrafo *a)* dell'art. 9, nonché le segnalazioni negative previste dalla lettera *b)* dell'art. 9; anche le comunicazioni urgenti saranno inviate per telegramma, per telex o per telefono.

2 — I dati epidemiologici supplementari e le altre informazioni di cui l'Organizzazione dispone nel corso della sua attività di sorveglianza saranno comunicati, ove necessario, a tutte le Amministrazioni Sanitarie.

3 — L'Organizzazione può, con il consenso dello Stato interessato, svolgere un'indagine sulle manifestazioni epidemiche di ogni malattia sottoposta al presente Regolamento che costituisce una grave minaccia per i Paesi confinanti o per la salute mondiale. Tali indagini avranno l'obiettivo di aiutare le Autorità Governative ad adottare le necessarie misure protettive ivi compreso l'invio di una équipe in loco.

### Art 12

Le comunicazioni telegrafiche, telefoniche o a mezzo telex effettuate in applicazione degli artt 3, 4, 5, 6, 7, 8 e 11 godono della priorità legata alla circostanza. Le comunicazioni urgentissime emesse quando vi sia un pericolo di diffusione di una malattia sottoposta al presente Regolamento saranno effettuate con la massima precedenza consentita a tali comunicazioni dagli accordi internazionali delle telecomunicazioni.

### Art 13

1. — Ogni Stato trasmetterà una volta all'anno all'Organizzazione, ai sensi dell'art. 62 della Costituzione dell'Organizzazione, le notizie concernenti l'eventuale comparsa di casi di una malattia sottoposta al Regolamento, derivanti dal traffico internazionale o riscontrate nel corso di esso, nonché le decisioni adottate ai sensi del presente Regolamento e quelle connesse alla sua applicazione.

2. — L'Organizzazione, sulla base delle informazioni previste dal paragrafo 1 del presente *articolo*, delle denunce e dei rapporti prescritti dal presente Regolamento e di ogni altra informazione ufficiale, redige un rapporto annuale sull'applicazione del presente Regolamento e i suoi effetti sul traffico internazionale.

3. — L'Organizzazione segue l'evoluzione della situazione epidemiologica delle malattie sottoposte al presente Regolamento e pubblica, almeno una volta all'anno, le relative informazioni, accompagnate da carte geografiche che individuano sul territorio mondiale le zone infette e le zone indenni, nonché ogni altra notizia pervenutale nel corso della sua attività di sorveglianza.

## Titolo III

## ORGANIZZAZIONE SANITARIA

### Art 14

1. — Le Amministrazioni sanitarie disporranno che i porti e gli aeroporti del loro territorio siano forniti di una organizzazione o di una attrezzatura adeguata per permettere l'applicazione delle misure previste dal presente Regolamento.

2 — Ogni porto od aeroporto deve disporre di acqua potabile e di derrate alimentari igienicamente sicure, di provenienza autorizzata dalla Amministrazione sanitaria, idonea all'uso e alla consumazione del pubblico, sia a terra sia a bordo delle navi o di aeromobili. L'acqua potabile e le derrate alimentari saranno conservate e manipolate in modo da proteggerle, onde evitare ogni contaminazione.

L'Autorità sanitaria ispezionerà periodicamente il materiale, le installazioni ed i locali, e preleverà campioni di acqua e di derrate alimentari, da sottoporre ad esami di laboratorio al fine di verificare che le disposizioni del presente articolo siano rispettate. A tal fine, come per ogni altra misura sanitaria, saranno applicati nei limiti del possibile e nel rispetto delle esigenze del presente Regolamento i princìpi e le raccomandazioni contenute nelle pubblicazioni in materia edite dall'Organizzazione.

3 — Ogni porto ed aeroporto deve disporre di un efficace sistema di smaltimento e depurazione dei liquami, dei rifiuti domestici, delle acque di scarico, nonché delle derrate alimentari non idonee al consumo e di ogni altro materiale ritenuto nocivo per la salute pubblica.

### Art. 15

Il maggior numero possibile di porti e di aeroporti di ogni territorio deve disporre di un servizio sanitario comprendente il personale, le attrezzature e i locali necessari ed in particolare presidi atti all'isolamento e alle prime cure per le persone infette, per procedere a disinfezioni, disinsettazioni e derattizzazioni, ad esami batteriologici, alla cattura e all'esame dei roditori per l'accertamento, per prelievo di campioni d'acqua e di derrate alimentari ed al loro invio ad un laboratorio per le analisi nonché per l'adozione di ogni altra misura appropriata tra quelle previste dal presente Regolamento.

### Art 16

L'Autorità sanitaria del porto e dell'aeroporto

*a*) adotta ogni misura necessaria per mantenere esenti da roditori gli impianti del porto o dell'aeroporto;

*b*) adotta tutte le misure per impedire la presenza di ratti negli impianti del porto o dell'aeroporto

### Art 17

1. — Le Amministrazioni sanitarie dovranno provvedere affinché un numero sufficiente di porti del loro territorio disponga del personale provvisto della necessaria competenza per l'ispezione delle navi ai fini del rilascio dei certificati di esenzione dalla derattizzazione di cui all'art. 54, e i porti che soddisfano tali condizioni dovranno essere esplicitamente autorizzati.

2. — Tenuto conto dell'importanza del traffico internazionale del loro territorio nonché della sua distribuzione, le Amministrazioni sani-

tarie individueranno, tra i porti autorizzati in conformità a quanto disposto al numero 1 del presente articolo, quelli che, provvisti delle attrezzature e del personale necessari alla deratizzazione delle navi, potranno rilasciare i certificati di deratizzaione di cui all'art. 54.

3 — Le stesse Amministrazioni sanitarie competenti alla individuazione di tali porti esercitano anche il controllo dei certificati di derattizzazione e di esenzione dalla derattizzazione affinchè siano rilasciati in conformità a quanto previsto dal presente Regolamento.

Art 18

Le Amministrazioni sanitarie indicheranno gli aeroporti che sono provvisti di una zona di transito diretto quale è stata definita nell'articolo 1.

Art 19

1. — Sulla base dell'entità del traffico internazionale del territorio, le Amministrazioni sanitarie indicheranno come aeroporti sanitari un certo numero degli stessi in tali territori, fermo restando che gli aeroporti così individuati dovranno soddisfare le condizioni di cui al numero 2 del presente articolo nonché a quelle previste dall'art. 14

2 — Ogni aeroporto sanitario dovrà disporre:

*a*) di una organizzazione sanitaria comprendente il personale, le attrezzature ed i locali necessari;

*b*) dei mezzi adeguati per trasportare isolare e trattare le persone infette o sospette;

*c*) dei mezzi in opera per una disinfezione e disinsettazione efficace, atti all'eliminazione dei vettori e dei roditori, nonché per l'adozione di ogni altra misura appropriata prevista dal presente Regolamento;

*d*) di un laboratorio batteriologico o dei mezzi necessari del caso per l'invio del materiale sospetto al suddetto laboratorio;

*e*) dei presidi necessari per la vaccinazione contro il vaiolo nell'ambito aeroportuale e, sia all'interno che all'esterno dell'aeroporto, dei presidi necessari per la vaccinazione contro il colera e contro la febbre gialla.

Art 20

1. — Ogni porto, così come ogni ambito aeroportuale, sarà mantenuto privo di *Aedes aegypti* sia allo stadio larvale che alato, di zanzare vettrici di malaria o di altre malattie che rivestano un'importanza epidemiologica per il traffico internazionale A tal fine saranno periodicamente disinsettate le zone limitrofe sino ad una distanza di almeno 400 metri dal limite perimetrale.

2 — Nella zona di transito diretto di un aeroporto situato sia in un'area infestata dai vettori di cui al n 1 del presente articolo, sia nelle immediate vicinanze di tale area, i locali destinati a ricevere persone o animali dovranno essere protetti dalle zanzare.

3 — Ai fini del presente articolo, il perimetro di un aeroporto indica la linea che circoscrive la zona in cui si trovano gli edifici dell'aeroporto e il terreno o lo specchio d'acqua che serve o è destinato a servire allo stazionamento degli aeromobili

4 — Le Amministrazioni sanitarie sono tenute a fornire una volta all'anno all'Organizzazione informazioni indicanti quali misure sono state adottate nei loro porti ed aeroporti per mantenerli privi di vettori che rivestono un'importanza epidemiologica per il traffico internazionale

Art. 21

1 — Le Amministrazioni sanitarie inviano all'Organizzazione

*a*) un elenco dei porti nel loro territorio che sono stati designati in conformità all'art. 17 per il rilascio:

*i*) o del solo certificato di esenzione dalla derattizzazione;

*ii*) o dei certificati di derattizzazione e dei certificati di esenzione dalla derattizzazione;

*b*) un elenco del numero complessivo degli aeroporti e di quelli sanitari del loro territorio;

*c*) un elenco degli aeroporti del loro territorio provvisti di zona di transito diretto

2 — Le Amministrazioni sanitarie comunicano all'Organizzazione ogni ulteriore modifica degli elenchi di cui al n. 1 del presente articolo.

3. — L'Organizzazione comunica tempestivamente a tutte le Amministrazioni sanitarie le notizie ricevute relative alle disposizioni del presente articolo.

Art. 22

1 — A richiesta dell'Amministrazione sanitaria interessata e dopo un'istruttoria appropriata, l'Organizzazione certifica che un aeroporto sanitario situato sul territorio dipendente da tale Amministrazione risponde alle condizioni richieste dal presente Regolamento.

2 — A richiesta dell'Amministrazione sanitaria interessata e dopo un'istruttoria appropriata, l'Organizzazione certifica che la zona di transito diretto di un aeroporto situato in una zona infetta da febbre gialla del territorio dipendente da detta Amministrazione risponde alle condizioni richieste dal presente Regolamento.

3. — L'Organizzazione riesamina periodicamente tale certificazione in collaborazione con l'Amministrazione sanitaria interessata, per accertare il permanere delle condizioni richieste.

4. — Nell'elenco che l'Organizzazione dovrà pubblicare ai sensi dell'art. 21 saranno indicati gli aeroporti che hanno ottenuto le certificazioni previste dal presente articolo.

### Art. 23

1 — Laddove l'importanza del traffico internazionale lo giustifichi e qualora la situazione epidemiologica lo richieda, i posti di frontiera ferroviari e stradali sono provvisti di strutture per l'applicazione delle misure previste dal presente Regolamento. Lo stesso vale per i posti di frontiera, sulla rete di navigazione interna, laddove il controllo sulle navi adibite alla stessa navigazione interna si effettui alla frontiera.

2. — Le Amministrazioni sanitarie denunciano all'Organizzazione la data di entrata in servizio e l'ubicazione di tali presidi

3. — L'Organizzazione trasmette tempestivamente a tutte le Amministrazioni sanitarie le notizie ricevute ai sensi del presente articolo

## Titolo IV

## MISURE E FORMALITA' SANITARIE

### *Capitolo I. — Disposizioni generali*

### Art. 24

Le misure sanitarie previste dal presente Regolamento costituiscono il massimo che ciascuno Stato può richiedere per quanto riguarda il traffico internazionale ai fini della protezione del suo territorio nei confronti delle malattie sottoposte al Regolamento.

### Art. 25

Le misure sanitarie devono essere messe in atto immediatamente, espletate nel minor tempo possibile ed applicate senza alcuna discriminazione.

### Art 26

1 — La disinfezione, la disinsettazione, la derattizzazione ed ogni altra operazione sanitaria sono espletate in maniera da:

*a*) evitare ogni inutile disagio alle persone e alcun pregiudizio per la loro salute;

*b*) non provocare alcun danno alla struttura della nave, aeronave od altro veicolo o alle attrezzature di bordo;

*c*) evitare ogni rischio d'incendio

2 — Nell'eseguire tali operazioni sui carichi, merci, bagagli, *containers* ed altri oggetti, saranno adottate le precauzioni necessarie ad evitare ogni danno.

3 — Qualora l'Organizzazione raccomandasse metodi o procedimenti, saranno questi ultimi ad essere adottati

### Art. 27

1. — A richiesta, l'Autorità sanitaria rilascia gratuitamente al trasportatore un certificato indicante le misure adottate nei confronti della nave, dell'aeromobile, treno, veicolo stradale, altro mezzo di trasporto o *containers*, le parti del veicolo sottoposte a trattamento, i metodi impiegati nonché le ragioni che hanno reso necessario l'applicazione delle misure.

Nel caso di un aeromobile, il certificato può essere sostituito, a richiesta, dalla trascrizione nella parte sanitaria del certificato generale dell'aeromobile

2 — Parimenti l'Autorità sanitaria rilascia a richiesta e gratuitamente

*a*) ai viaggiatori un certificato con la indicazione della data del suo arrivo o della sua partenza e delle misure applicate alla sua persona ed ai bagagli;

*b*) ai vettori o agli spedizionieri, ai destinatari e ai trasportatori, od ai loro rispettivi agenti, un certificato con l'indicazione delle misure applicate alle merci.

### Art. 28

1. — Le persone sottoposte a sorveglianza sanitaria non saranno soggette all'isolamento e manterranno libertà di movimento.

Durante il periodo di sorveglianza, l'Autorità sanitaria può chiedere loro di presentarsi ad essa, se necessario, ad intervalli determinati. Tenuto conto dei limiti di cui all'art. 1, l'Autorità sanitaria può altresì sottoporre tali persone ad una visita medica e procedere a tutti gli accertamenti necessari per verificare il loro stato di salute.

**2. — Le persone sottoposte a sorveglianza qualora si trasferiscano in altre località situate all'interno o al difuori dello stesso territorio sono tenute ad informare l'Autorità sanitaria che informerà immediatamente l'Autorità sanitaria del luogo di destinazione. Tali persone al loro arrivo sono tenute a presentarsi a queste ultime autorità che potranno del pari sottoporle alle misure previste al numero 1 del presente articolo.**

Art 29

Tranne in caso di emergenza comportante grave pericolo per la salute pubblica, l'Autorità sanitaria di un porto o di un aeroporto non potrà, a causa di un'altra malattia epidemica, rifiutare la libera pratica ad una nave od aeromobile che non sia infetta o sospetta di esserlo di una malattia sottoposta al Regolamento; in particolare, essa non deve impedirle di scaricare o di caricare merci o provviste o di prendere a bordo combustibile o carburanti o acqua potabile.

Art. 30

L'Autorità sanitaria può adottare ogni misura pratica per impedire ad una nave di versare nelle acque di un porto, di un fiume o di un canale, acque reflue e rifiuti tali da provocarne l'inquinamento.

*Capitolo II — Misure sanitarie alla partenza*

Art 31

1 — L'Autorità sanitaria del porto, dell'aeroporto o dei valichi di frontiera adotteranno ogni misura atta ad

*a*) impedire l'imbarco delle persone infette o sospette;

*b*) evitare che possano introdursi a bordo di una nave, aeronave, treno, veicolo stradale, altro mezzo di trasporto o *containers*, agenti patogeni o vettori di una delle malattie soggette al Regolamento.

2 — L'Autorità sanitaria di una zona infetta può richiedere ai viaggiatori in partenza un certificato di vaccinazione valido.

3 — Prima della partenza di una persona che effettua un viaggio internazionale, l'Autorità sanitaria di cui al n. 1 del presente articolo può, quando essa la ritiene necessaria, procedere ad una visita medica di tale persona. Il momento ed il luogo di tale visita sono fissati tenendo conto delle altre formalità in modo da non ostacolare né ritardare la partenza.

4. — Nonostante le disposizioni di cui alla lettera *a*) del n 1 del presente articolo, una persona che effettua un viaggio internazionale e che, al suo arrivo, è sottoposta a sorveglianza può essere autorizzata a continuare il suo viaggio L'Autorità sanitaria, in conformità all'articolo 28, comunicherà il più rapidamente possibile tale notizia all'Autorità sanitaria del luogo di destinazione

*Capitolo III — Misure sanitarie applicabili durante il tragitto tra i porti o aeroporti di partenza o di arrivo*

Art 32

È vietato gettare o lasciar cadere da un aeromobile in volo ogni tipo di rifiuto capace di provocare una malattia epidemica

Art 33

1 — Nessuna misura sanitaria può essere imposta da parte di uno Stato alle navi che attraversano le sue acque territoriali senza fare scalo in un porto o sulla costa

2 — Qualora per un motivo qualsiasi la nave faccia scalo, possono essere applicate le leggi ed i regolamenti in vigore in quel territorio, senza tuttavia prevaricare le disposizioni previste dal presente Regolamento.

Art 34

1 — Nessuna misura sanitaria al di fuori della visita medica può essere adottata nei confronti di una nave indenne da infezioni, così come definita nel Titolo V, che imbocchi un canale od altra via marittima situata nel territorio di uno Stato, al fine di raggiungere un porto situato nel territorio di un altro Stato.

Tale disposizione non si applica nei confronti delle navi provenienti da una zona infetta o aventi a bordo una persona proveniente da tale zona, fino a quando non sia trascorso il periodo d'incubazione della malattia di cui è infetta la zona.

2. — La sola misura applicabile ad una nave indenne che si trovi nell'uno o nell'altro dei casi di cui sopra potrà essere, se necessario, l'imbarco di un pubblico ufficiale del servizio sanitario onde evitare ogni contatto non autorizzato tra la nave e la costa e sorvegliare sull'applicazione delle disposizioni dell'art. 30.

3 — L'Autorità sanitaria consentirà ad una nave che si trovi in uno dei casi sopradescritti d'imbarcare, sotto il proprio controllo, combustibile o carburanti, acqua potabile, viveri e provviste.

4 — Durante il loro passaggio attraverso un canale o altra via marittima, le navi infette o sospette possono essere trattate come se facessero scalo in un porto del territorio nel quale è situato il canale o la via marittima.

Art 35

Nonostante ogni disposizione contraria del presente Regolamento, e fatta eccezione per l'art. 76, non verrà imposta alcuna misura sanitaria oltre alla visita medica ai passeggeri ed ai membri dell'equipaggio:

*a*) che si trovino su di una nave indenne e che non lascino la nave;

*b*) in transito, che si trovino a bordo di un aeromobile indenne, se non attraversano i limiti della zona di transito diretto di un aeroporto del territorio attraverso il quale si effettua il transito o se, in attesa della creazione di una tale zona dell'aeroporto, essi si sottopongano alle misure di isolamento prescritte dall'Autorità sanitaria per impedire il diffondersi delle malattie. Nel caso in cui una persona che si trovi nelle condizioni previste in precedenza sia obbligata a lasciare l'aeroporto dove è sbarcata, e ciò al solo scopo di proseguire il viaggio e partire da un altro aeroporto vicino, essa continua a godere dell'esenzione suddetta se il suo trasferimento avviene sotto il controllo dell'Autorità o delle Autorità sanitarie.

*Capitolo IV. — Misure sanitarie all'arrivo*

Art 36

Gli Stati dovranno, ove possibile, accordare la libera pratica via radio ad una nave o ad un aeromobile qualora, sulla base delle informazioni che vengono fornite prima del suo arrivo, l'Autorità sanitaria del porto o dell'aeroporto di destinazione ritenga che essa non costituisca pericolo di introduzione o di diffusione delle malattie sottoposte al Regolamento.

Art. 37

1. — L'Autorità Sanitaria di un porto, di un aeroporto o di un posto di frontiera può sottoporre a visita medica all'arrivo ogni nave, aeromobile, treno, veicolo stradale, o altro mezzo di trasporto o *container*, nonché ogni persona nel corso di un viaggio internazionale.

2. — Le misure sanitarie supplementari applicabili ad una nave, aeromobile, treno, veicolo stradale, o altro mezzo di trasporto o *container* sono determinate dalle condizioni verificatesi a bordo durante il viaggio o esistenti al momento della visita medica, senza pregiudizio, tuttavia, per le misure che il presente Regolamento permetta di applicare ad una nave, aeromobile, treno, veicolo stradale, altro mezzo di trasporto o *container* proveniente da una zona infetta.

3. — In un Paese in cui l'Amministrazione sanitaria deve far fronte a difficoltà particolari che possano costituire un grave pericolo per la salute pubblica, può essere richiesto ad ogni persona che effettui un viaggio internazionale di indicare per iscritto, all'arrivo, il proprio indirizzo di destinazione

Art. 38

L'applicazione delle misure previste dal Titolo V conseguenti alle circostanze che una nave, un aeromobile, un treno, un veicolo stradale o altro mezzo di trasporto, una persona, un *container* o degli oggetti siano provenienti da una zona infetta, così come sia stato denunciato dall'Amministrazione sanitaria interessata, sarà limitata alle provenienze effettive da tale zona.

Tale limitazione è subordinata alla condizione che l'Autorità sanitaria della zona infetta adotti tutte le misure necessarie per impedire la diffusione della malattia ed applichi le misure previste al paragrafo 1 dell'art. 31.

Art 39

All'arrivo di una nave, aeromobile, treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto, le persone infette possono essere sbarcate e poste in isolamento a cura dell'Autorità sanitaria. Lo sbarco effettuato a cura dell'Autorità *sanitaria è obbligatorio se richiesto dal responsabile del* mezzo di trasporto.

Art 40

1. — In aggiunta alle disposizioni del Titolo V, l'Autorità sanitaria può sottoporre a sorveglianza ogni persona sospetta che, nel corso di un viaggio internazionale, arrivi, con qualunque mezzo, da una zona infetta; detta sorveglianza si prolungherà sino alla fine del periodo di incubazione, come previsto nel Titolo V

2. — Salvo i casi espressamente previsti dal presente Regolamento, non si adotterà l'isolamento al posto della sorveglianza se non quando l'Autorità sanitaria ritenga eccezionalmente grave il pericolo di trasmissione dell'infezione da parte della persona sospetta.

Art 41

Le misure sanitarie, oltre alla visita medica, adottate in un porto o in un aeroporto non saranno ripetute in nessuno dei porti o degli

aeroporti successivamente toccati dalla nave o dall'aeromobile, a meno che:

*a*) dopo la partenza dal porto o dall'aeroporto, ove sono state adottate dette misure, non si sia verificato, in quel porto od aeroporto, o a bordo della nave o dell'aeromobile, un evento di carattere epidemiologico tale da richiedere di nuovo l'applicazione di dette misure,

*b*) l'Autorità sanitaria di uno dei porti o aeroporti successivamente toccati non abbia la certezza che le misure non siano state adottate in maniera efficace.

Art. 42

Salvo quanto disposto all'art. 80, non si può rifiutare per motivi sanitari l'accesso ad un porto o aeroporto ad una nave o ad un aeromobile. Tuttavia, se il porto o l'aeroporto non è attrezzato per l'adozione delle misure sanitarie previste dal presente Regolamento, misure che l'Autorità sanitaria del porto o dell'aeroporto ritengano necessarie, tali navi o aeromobili potranno essere obbligate a recarsi a proprio rischio nel porto o aeroporto qualificato più vicino e conveniente per loro.

Art. 43

Un aeromobile non dovrà essere considerato come proveniente da una zona infetta per il solo fatto che abbia atterrato in una tale zona su un aeroporto sanitario non dichiarato infetto.

Art 44

Le persone che arrivano a bordo di un aeromobile indenne che abbia atterrato in una zona infetta ed i cui passeggeri e l'equipaggio si siano conformati alle disposizioni previste dall'art. 35 non sono considerati come provenienti da una tale zona.

Art 45

1. — Salvo nei casi previsti dal successivo numero 2, ogni nave od aeromobile che, all'arrivo, rifiuti di assoggettarsi alle misure prescritte dall'Autorità sanitaria del porto o dell'aeroporto in applicazione al presente Regolamento è libero di proseguire immediatamente il proprio viaggio; esso non può, in tal caso, nel corso di detto viaggio, fare scalo in nessun altro porto od aeroporto dello stesso territorio. A condizioni che resti in quarantena, tale nave od aeromobile viene tuttavia autorizzato a prendere a bordo combustibile o carburanti, acqua potabile, viveri e provviste. Se, dopo visita medica, tale nave viene riconosciuta indenne, essa conserva il beneficio di cui all'art. 34.

2. — Una nave o un aeromobile che arrivi in un porto o in un aeroporto situato in una zona dove è presente il vettore della febbre gialla, non potrà ripartire e sarà sottoposto, dall'Autorità sanitaria del porto o dell'aeroporto, alle misure prescritte ai sensi del presente Regolamento, nel caso in cui:

*a*) l'aeromobile sia infetto da febbre gialla;

*b*) la nave sia infetta da febbre gialla e sia stata ritrovata a bordo l'*Aedes aegypti* e la visita medica abbia dimostrato che una persona infetta non è stata isolata in tempo opportuno

Art 46

1 — Se, per ragioni indipendenti dalla volontà del suo comandante, un aeromobile atterra in un aeroporto diverso da quello sul quale avrebbe dovuto normalmente atterrare, il comandante dell'aeromobile, o il suo delegato, dovrà mettersi il più rapidamente possibile in contatto con la più vicina Autorità sanitaria o con altra Autorità pubblica.

2 — Non appena l'Autorità sanitaria sarà avvertita di tale atterraggio potrà adottare le misure appropriate, senza superare, in nessun caso, i limiti previsti dal presente Regolamento.

3. — Salvo quanto previsto dal n. 5 del presente articolo, le persone che si trovino a bordo di un aeromobile non possono allontanarsi dal luogo dell'atterraggio se non per mettersi in contatto con l'Autorità sanitaria o con altra Autorità pubblica o per averne ricevuto da esse l'autorizzazione, anche le merci non dovranno essere allontanate.

4. — Quando le misure eventualmente prescritte dall'Autorità sanitaria siano state eseguite, l'aeromobile verrà autorizzato, dal punto di vista sanitario, a dirigersi verso l'aeroporto nel quale avrebbe dovuto normalmente atterrare o, se motivi tecnici vi si oppongono, un altro aeroporto a sua scelta

5 — In caso di urgenza, il comandante dell'aeromobile, o il suo delegato, adotta tutte le misure che siano necessarie per la salute e la sicurezza dei passeggeri e dell'equipaggio.

*Capitolo V. — Misure concernenti il trasporto internazionale dei carichi, delle merci, dei bagagli e della posta*

Art 47

1 — I carichi e le merci non sono soggetti alle misure sanitarie previste dal presente Regolamento se non nel caso in cui provengano

da zone infette e se l'Autorità sanitaria ha motivo di ritenere che tali carichi e merci possano essere stati contaminati dall'agente causale di una delle malattie sottoposte al presente Regolamento o costituire un veicolo di diffusione di una di tali malattie.

2. — Salvo quanto previsto dall'art. 70, le merci, diverse dagli animali viventi, in transito senza trasbordo non sono sottoposte ad alcuna misura sanitaria né possono essere trattenute nei porti, negli aeroporti o ai posti di frontiera

3 — Il rilascio di un certificato di disinfezione per le merci che siano oggetto di un commercio tra due Paesi può essere regolato da accordi bilaterali tra il Paese esportatore e il Paese importatore.

### Art 48

Salvo nel caso di persona infetta o sospetta, i bagagli non possono essere disinfettati o disinsettati a meno che non appartengano ad una persona portatrice di materiale infettivo o di insetti vettori di una malattia sottoposta al presente Regolamento.

### Art 49

1 — Non viene adottata alcuna misura sanitaria nei confronti della posta, dei giornali, dei libri e di altri stampati

2 — I pacchi postali non vengono sottoposti a misure sanitarie a meno che non contengano:

*a*) alimenti di cui al paragrafo 1 dell'art 70 che l'Autorità sanitaria abbia motivo di ritenere infetti a causa della loro provenienza da una zona infetta da colera;

*b*) biancheria, abiti ed effetti letterecci usati o sporchi e ai quali siano applicabili le disposizioni del Titolo V;

*c*) materiale infettivo;

*d*) insetti o altri animali viventi che possano essere vettori di malattie umane una volta introdotti o insediatisi nel Paese

### Art 50

L'Amministrazione sanitaria svolgerà la più stretta sorveglianza affinché i contenitori utilizzati nel traffico internazionale per via ferroviaria, stradale, marittima o aerea restino, durante le operazioni di imballaggio, indenni da materiale infetto, da vettori o da roditori

## Titolo V

## DISPOSIZIONI RELATIVE A CIASCUNA DELLE MALATTIE SOTTOPOSTE A REGOLAMENTO

### *Capitolo I — Peste*

### Art 51

Ai fini del presente Regolamento, il periodo di incubazione della peste viene fissato in sei giorni.

### Art 52

L'ingresso di una persona in un territorio non può essere condizionata all'avvenuta vaccinazione contro la peste

### Art 53

1 — Gli Stati impiegheranno tutte le misure possibili per diminuire il pericolo di diffusione della peste da parte dei roditori e dei loro ectoparassiti

Le Amministrazioni sanitarie si terranno costantemente informate, attraverso la raccolta sistematica e il costante esame dei roditori e dei loro ectoparassiti, sulle condizioni esistenti nelle zone — in particolare porti ed aeroporti — infette da peste dei roditori o sospette di esserlo.

2. — Durante la permanenza di una nave o aeromobile in un porto o aeroporto infetto da peste, dovranno essere adottate particolari misure per evitare l'ingresso a bordo dei roditori.

### Art 54

1 — Le navi saranno

*a*) mantenute permanentemente in condizioni tali da non consentire la presenza a bordo né di roditori né di vettori di peste;

*b*) periodicamente derattizzate

2. — I certificati di derattizzazione e quelli di esenzione dalla derattizzazione verranno rilasciati esclusivamente dalle Autorità sanitarie portuali indicate a tal fine ai sensi dell'art. 17. La durata della validità di tali certificati è di sei mesi. Tuttavia tale durata può essere prorogata di un mese per le navi che si dirigano verso un porto auto-

rizzato in tal senso, se si prevede che le operazioni di derattizzazione o l'ispezione, a seconda dei casi, possano essere effettuate in migliori condizioni.

3. — I certificati di derattizzazione e di esenzione dalla derattizzazione saranno conformi al modello indicato nell'Appendice 1

4. — L'Autorità sanitaria di un porto indicato ai sensi dell'art 17, dopo inchiesta ed ispezione, ove non le venga presentato alcun certificato valido potrà:

*a*) nel caso di un porto della categoria indicata al paragrafo 2 dell'art. 17, derattizzare essa stessa la nave o fare effettuare tale operazione sotto la propria direzione ed il proprio controllo. Essa decide, in ogni caso, della tecnica da adottare per assicurare la distruzione dei roditori sulla nave. La derattizzazione verrà effettuata in maniera da evitare per quanto possibile, ogni danno alla nave e al carico: essa non deve durare oltre il tempo strettamente necessario per la sua buona esecuzione. L'operazione dovrà aver luogo, nella misura del possibile, a stive vuote. Per le navi sotto zavorra, l'operazione verrà effettuata prima del carico della zavorra. Quando la derattizzazione è stata eseguita in maniera ritenuta soddisfacente, l'Autorità sanitaria rilascia un certificato di derattizzazione;

*b*) rilasciare, in ogni porto indicato ai sensi dell'art 17, un certificato di esenzione della derattizzazione se si è accertata che la nave è esente da roditori. Tale certificato viene rilasciato solo se l'ispezione della nave è stata fatta a stiva vuota o anche se queste contengono solamente zavorra od oggetti non suscettibili di attirare i roditori e la cui natura o stivaggio consentano l'ispezione completa delle stive. Possono ricevere il certificato di esenzione della derattizzazione le petroliere le cui cisterne sono piene.

5. — Se l'Autorità sanitaria del porto in cui ha luogo la derattizzazione ritiene che le condizioni in cui tale operazione è stata effettuata non abbiano consentito di ottenere risultati soddisfacenti, essa deve menzionare tale fatto sul certificato di derattizzazione esistente

Art. 55

In circostanze epidemiologiche eccezionali, allorché si sospetta la presenza di roditori a bordo, un aeromobile può essere disinsettato e derattizzato.

Art 56

Prima della partenza da una zona in cui esiste un'epidemia di peste polmonare, le persone sospette di contagio che effettuino un viaggio internazionale debbono essere sottoposte ad isolamento dall'Autorità sanitaria per un periodo di sei giorni a partire dalla loro ultima esposizione al contagio.

Art. 57

1 — Una nave o aeromobile è considerato infetto al suo arrivo

*a*) se esiste a bordo un caso di peste umana;

*b*) se viene rinvenuto a bordo di esso un roditore infetto da peste

Una nave è considerata infetta anche nel caso in cui sia stato riscontrato un caso di peste umana dopo sei giorni dall'imbarco

2 — Una nave in arrivo è considerata sospetta

*a*) nel caso in cui, pur non essendoci al momento alcun caso di peste umana a bordo, se ne sia verificato uno nei primi sei giorni dall'imbarco;

*b*) se si sia verificata a bordo di essa una mortalità insolita fra i roditori per cause non ben precisate;

*c*) se si trova a bordo una persona che è stata esposta al contagio di peste polmonare e alla quale non siano state applicate le misure previste dall'art. 56.

3. — Pur provenendo da una zona infetta o avendo a bordo una persona proveniente da una zona infetta, una nave o aeromobile è considerato non infetto all'arrivo se, alla visita medica, l'Autorità sanitaria è stata in grado di accertare che non sono presenti le condizioni previste ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo.

Art 58

1 — All'arrivo di una nave infetta o sospetta di esserlo, o di un aeromobile infetto, l'Autorità sanitaria può applicare le seguenti misure:

*a*) disinsettazione e sorveglianza delle persone sospette; detta sorveglianza non può durare più di sei giorni a partire dalla data d'arrivo;

*b*) disinsettazione e, all'occorrenza, disinfezione

*i*) dei bagagli delle persone infette o sospette;

*ii*) di ogni altro oggetto, quali gli effetti letterecci o la biancheria usata, e di ogni parte della nave o dell'aeromobile considerata contaminata.

2 — All'arrivo di una nave, di un aeromobile, di un treno, di un veicolo stradale o di ogni altro mezzo di trasporto che abbia a bordo una persona colpita da peste polmonare, oppure ove si sia prodotto un caso di peste polmonare a bordo di una nave nei sei giorni precedenti il suo arrivo, l'Autorità sanitaria può, oltre ad adottare le misure previste al paragrafo 1 del presente articolo, isolare i passeg-

geri e l'equipaggio della nave, dell'aeromobile, del treno, del veicolo stradale o di qualsiasi altro mezzo di trasporto per un periodo di sei giorni a partire dalla loro ultima esposizione al contagio.

3. — In caso di peste murina a bordo o nei contenitori, la nave deve essere disinsettata e derattizzata, se occorre posta in quarantena, conformemente alla clausola dell'art. 54 con riserva delle seguenti disposizioni:

*a*) le operazioni di derattizzazione debbono aver luogo non appena le stive sono state svuotate;

*b*) al fine di impedire ai roditori infetti di lasciare la nave, si può procedere ad una o più derattizzazioni preliminari della nave, che possono essere ordinate prima o durante lo sbarco del carico;

*c*) ove non possa essere assicurata la distruzione totale dei roditori, per il motivo che solo una parte del carico di una nave deve essere sbarcata, la nave è autorizzata a sbarcare tale parte del carico con riserva per l'Autorità sanitaria di applicare le misure ritenute necessarie che possono comprendere la messa in quarantena della nave per impedire ai roditori infetti di lasciare la nave.

4. — Se a bordo di un aeromobile viene rinvenuto un roditore infetto di peste, tale aeromobile verrà disinsettato e derattizzato e all'occorrenza posto in quarantena

### Art 59

Una nave cessa di essere considerata infetta o sospetta e un aeromobile cessa di essere considerato infetto allorché le misure ordinate dall'Autorità sanitaria, conformemente alle disposizioni degli artt. 39 e 58, sono state effettuate nel modo dovuto o allorché l'Autorità sanitaria si è potuta assicurare che l'insolita mortalità fra i roditori non è dovuta alla peste. La nave o l'aeromobile è da quel momento ammesso alla libera pratica.

### Art. 60

All'arrivo, una nave o aeromobile indenne è ammesso alla libera pratica; tuttavia se esso proviene da una zona infetta, l'Autorità sanitaria può:

*a*) sottoporre a sorveglianza, per un periodo non superiore a sei giorni a partire dalla data in cui la nave o l'aeromobile ha lasciato la zona infetta, ogni persona sospetta che lasci la nave;

*b*) ordinare la distruzione dei roditori a bordo della nave e la disinsettazione in casi eccezionali e per motivi fondati che saranno comunicati per iscritto al capitano della nave.

### Art 61

Se viene constatato un caso di peste umana all'arrivo di un treno o di un veicolo stradale, l'Autorità sanitaria può applicare le misure previste dall'art. 39 e ai numeri 1 e 2 dell'art 58, restando inteso che le misure di disinsettazione e, se è necessario di disinfezione, saranno eseguite nelle parti del treno o del veicolo stradale che vengano considerate contaminate

## *Capitolo II — Colera*

### Art 62

Ai fini del presente Regolamento, il periodo di incubazione del colera è fissato in cinque giorni.

### Art. 63

1 — Nell'applicazione delle misure previste dal presente Regolamento, le Autorità sanitarie terranno conto della presentazione di un certificato valido di vaccinazione contro il colera

2. — Il vaccino anticolerico utilizzato per la vaccinazione delle persone che effettuino un viaggio internazionale dovrà soddisfare le norme stabilite dall'Organizzazione.

3. — In occasione dell'arrivo da una zona infetta di una persona che effettui un viaggio internazionale, durante il periodo di incubazione, le Autorità sanitarie potranno applicare le seguenti misure:

*a*) se tale persona è in possesso di un certificato valido di vaccinazione contro il colera, essa può essere sottoposta a sorveglianza per un periodo che non può superare i cinque giorni a decorrere dalla data di partenza dalla zona infetta;

*b*) se tale persona non è munita del suddetto certificato essa potrà essere isolata per un periodo di pari durata a quello sopra indicato.

4 — Ogni Amministrazione sanitaria può applicare le misure previste nel presente articolo, sia che l'infezione colerica esista oppure no sul suo territorio

### Art 64

1. — Una nave è considerata infetta se al suo arrivo vi è un caso di colera a bordo, o se tale caso si è verificato a bordo durante i cinque giorni precedenti l'arrivo.

2. — Una nave è considerata sospetta se a bordo si è verificato un caso di colera durante il viaggio, purché nessun nuovo caso si sia verificato durante i cinque giorni precedenti l'arrivo.

3 — Un aeromobile è considerato infetto se, all'arrivo, è presente un caso di colera a bordo E' considerato sospetto se, essendosi verificato un caso di colera a bordo durante il viaggio, il malato è stato sbarcato ad un precedente scalo.

4 — Anche se proveniente da una zona infetta o recante a bordo una persona proveniente da una zona infetta, una nave o aeromobile è considerato all'arrivo come indenne se, alla visita medica, l'Autorità sanitaria è stata in grado di accertare che non vi sono stati casi di colera a bordo durante il viaggio.

### Art 65

1. — All'arrivo di una nave o aeromobile infetto, le Autorità sanitarie possono applicare le seguenti misure:

*a*) sorveglianza dei passeggeri o membri dell'equipaggio muniti di un certificato valido di vaccinazione contro il colera e isolamento di chiunque altro lasci la nave per non oltre cinque giorni a decorrere dalla data dello sbarco;

*b*) disinfezione:

*i*) dei bagagli delle persone infette o sospette;

*ii*) di tutti gli altri oggetti, quali effetti letterecci o biancheria usata, e di qualsiasi altra parte della nave o dell'aeromobile ritenuti infetti;

*c*) disinfezione e svuotamento delle riserve di acqua di bordo considerate contaminate e disinfezione dei serbatoi d'acqua

2 — E' proibito lasciar defluire o svuotare rifiuti biologici umani, acque, comprese quelle di stiva e materiali residui, nonché qualsiasi sostanza ritenuta contaminata, se non dopo una disinfezione preliminare. Le Autorità sanitarie saranno responsabili della loro eliminazione in condizioni igieniche soddisfacenti.

### Art 66

1 — All'arrivo di una nave o aeromobile sospetto, potranno essere applicate ad esso, da parte delle Autorità sanitarie, le misure previste alle lettere *b*) e *c*) del paragrafo 1 nonché al paragrafo 2 dell'art. 65.

2 — Inoltre, e senza alcun pregiudizio per le misure previste alla lettera *b*) del paragrafo 3 dell'art. 63, i passeggeri o membri dell'equipaggio che lascino la nave possono essere sottoposti a sorveglianza per cinque giorni al massimo a decorrere dalla data di arrivo.

### Art. 67

La nave o l'aeromobile cesserà di essere considerato infetto o sospetto allorché le misure prescritte dall'Autorità sanitaria, conformemente all'art. 39 e agli artt 65 e 66, a seconda del caso, siano state dovutamente eseguite. La nave o aeromobile è da quel momento ammesso alla libera pratica.

### Art 68

Al suo arrivo, una nave o aeromobile indenne è ammesso alla libera pratica. Tuttavia, se esso proviene da una zona infetta, le Autorità sanitarie potranno applicare le misure previste all'art. 63 ai passeggeri o membri dell'equipaggio che lascino la nave.

### Art. 69

Se all'arrivo di un treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto, si verifica un caso di colera, le Autorità sanitarie potranno applicare le seguenti misure:

*a*) sorveglianza dei passeggeri o membri dell'equipaggio muniti di certificato di vaccinazione valido contro il colera e isolamento di qualsiasi altra persona che lasci la nave per cinque giorni al massimo a decorrere dal momento dell'arrivo;

*b*) disinfezione:

*i*) dei bagagli della persona infetta e, se necessario, dei bagagli di ogni persona sospetta;

*ii*) di qualsiasi altro oggetto, come effetti letterecci o biancheria usata, e di ogni altra parte del treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto considerato contaminato.

### Art. 70

1. — All'arrivo di una nave o aeromobile infetto o sospetto, o di un treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto a bordo del quale si sia verificato un caso di colera, o ancora di una nave, aeromobile, treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto proveniente da una zona infetta, l'Autorità sanitaria potrà prelevare dei campioni e far effettuare esami culturali di qualsiasi alimento compreso pesce, crostacei, frutti di mare, verdure, frutta e bevande, a meno che tali alimenti o bibite non siano contenuti in recipienti ermeticamente sigillati e le Autorità sanitarie non abbiano motivo di ritenerli contaminati; essa potrà impedire lo scarico o procedere alla requisizione di ogni sostanza di tale genere che venga trovata contaminata. Ove si sia proceduto alla rimozione, saranno adottate misure per evitare ogni pericolo di contaminazione.

2 — Nel caso in cui alimenti o bevande destinate ad essere scaricate facciano parte di un carico trasportato nella stiva di una nave o nel *compartimento di un aeromobile riservato al nolo, o si trovino* in un contenitore, solo l'Autorità sanitaria portuale o aeroportuale in cui deve avvenire lo scarico può far procedere al loro prelevamento.

3. — Il comandante di un aeromobile o il capitano di una nave hanno sempre il diritto di esigere il prelevamento di tali alimenti o bevande.

Art 71

1. — Nessuno può essere costretto a sottoporsi ad un tampone rettale

2 — La persona che nel caso di un viaggio internazionale provenga da una zona infetta durante il periodo di incubazione del colera e che presenti sintomi che facciano sospettare il colera può essere obbligata a sottoporsi ad un esame delle feci.

*Capitolo III — Febbre gialla*

Art 72

Ai fini del presente Regolamento, il periodo di incubazione della febbre gialla è fissato in sei giorni

Art 73

1. — La vaccinazione contro la febbre gialla può essere richiesta a tutte le persone che effettuino un viaggio internazionale e che siano in partenza da una zona infetta

2 — Allorché tali persone sono munite di un certificato di vaccinazione antiamarillica non ancora valido, esse potranno comunque essere autorizzate a partire, ma all'arrivo potranno essere loro applicate le disposizioni previste dall'art. 75.

3. — Una persona in possesso di un certificato di vaccinazione valido contro la febbre gialla non verrà considerata come persona sospetta, anche se proviene da una zona infetta.

4 — Il vaccino antiamarillico utilizzato dovrà essere approvato dalla Organizzazione e i centri di vaccinazione dovranno essere stati abilitati dall'Amministrazione sanitaria del territorio in cui tali centri sono situati. L'Organizzazione dovrà ricevere l'assicurazione che i vaccini utilizzati siano costantemente di qualità adeguata.

Art 74

1. — Il possesso di un certificato valido di vaccinazione contro la febbre gialla è obbligatorio per tutti i lavoratori di porti e aeroporti situati in una zona infetta nonché per i membri dell'equipaggio di navi o di aeromobili che fanno scalo in tali porti o aeroporti.

2. — Gli aeromobili che lasciano un aeroporto situato in una zona infetta saranno disinsettati in conformità a quanto disposto dall'art. 26, secondo i metodi raccomandati dall'Organizzazione; le modalità utilizzate per la disinsettazione saranno trascritte nella Dichiarazione generale d'aeromobile, Parte sanitaria, a meno che le Autorità sanitarie dell'aeroporto di arrivo non facciano richiesta di tale parte della Dichiarazione generale di aeromobile. Gli Stati interessati accetteranno la disinsettazione praticata durante il volo con dispositivi approvati di disinsettazione a vapore.

3 — Le navi che lasciano un porto situato in una zona in cui è riscontrata la presenza dell'*Aedes aegypti* e dirette verso una zona in cui l'*Aedes aegypti* è stato eliminato dovranno essere mantenute indenni dall'*Aedes aegypti* sia allo stato larvale che adulto.

4 — Gli aeromobili che lasciano un aeroporto in cui è presente l'*Aedes aegypti* e diretti in una zona in cui l'*Aedes aegypti* è stato eliminato dovranno essere disinsettati conformemente all'art 26, secondo i metodi raccomandati dall'Organizzazione.

Art 75

Le Autorità sanitarie di una zona in cui è presente il vettore della febbre gialla potranno richiedere che le persone che effettuano un viaggio internazionale, provenienti da zone infette e sprovviste di un certificato valido di vaccinazione contro la febbre gialla, siano isolate fino a quando il certificato acquisti validità o per la durata di sei giorni a decorrere dall'ultima presunta esposizione all'infezione, optando per il periodo più breve.

Art 76

1 — Le persone provenienti da una zona infetta sprovviste di un certificato valido di vaccinazione contro la febbre gialla e che, durante un viaggio internazionale, debbano transitare per un aeroporto situato in una zona ove è presente il vettore della febbre gialla e che non disponga dei mezzi atti ad assicurare l'isolamento, così come previsto all'art. 35, potranno essere trattenute per il periodo prescritto dall'art 75 in un aeroporto ove esistano tali mezzi a condizione che le Amministrazioni sanitarie dei territori in cui sono situati i suddetti aeroporti abbiano stipulato un accordo a tale effetto.

2 — Le Amministrazioni sanitarie interessate informeranno l'Organizzazione dell'entrata in vigore e della revoca degli accordi di tale natura. L'Organizzazione comunicherà immediatamente tali informazioni a tutte le altre Amministrazioni sanitarie.

Art. 77

1. — All'arrivo una nave sarà considerata infetta se a bordo esiste un caso di febbre gialla o se tale caso si è verificato durante il viaggio. Essa sarà considerata sospetta se, in provenienza da una zona infetta, il suo viaggio abbia avuto una durata inferiore a sei giorni o se arrivando nei trenta giorni successivi alla sua partenza da tali zone le Autorità sanitarie accertino la presenza a bordo dell'*Aedes aegypti* o di altri vettori della febbre gialla. Tutte le altre navi saranno considerate indenni.

2. — All'arrivo un aeromobile sarà considerato infetto ove esista a bordo un caso di febbre gialla. Esso sarà considerato sospetto ove l'Autorità sanitaria non sia soddisfatta della disinsettazione effettuata in conformità al paragrafo 2 dell'art. 74 e ove essa constati l'esistenza di zanzare viventi a bordo dell'aeromobile. Ogni altro aeromobile dovrà essere considerato indenne.

Art. 78

1. — All'arrivo di una nave o aeromobile infetto o sospetto le Autorità sanitarie potranno:

*a*) in una zona in cui il vettore della febbre gialla è presente, applicare nei confronti di ogni passeggero o membro dell'equipaggio che lasci il mezzo di trasporto e che sia sprovvisto di un certificato valido di vaccinazione contro la febbre gialla, le misure previste dall'art. 75;

*b*) procedere all'ispezione della nave o dell'aeromobile e alla distruzione totale dell'*Aedes aegypti* o di altri vettori della febbre gialla. In una zona in cui il vettore della febbre gialla è presente, si potrà inoltre imporre che la nave rimanga alla distanza di almeno quattrocento metri da terra fino all'esecuzione di tali misure.

2. — La nave o aeromobile cesserà di essere considerato infetto o sospetto allorché le misure prescritte dall'Autorità sanitaria, in conformità a quanto disposto all'art. 39 e dal paragrafo 1 del presente articolo, siano state debitamente eseguite. La nave o aeromobile è ammesso da quel momento alla libera pratica.

Art. 79

Ad una nave o aeromobile indenne in arrivo, proveniente da una zona infetta, potranno essere applicate le misure previste dalla lettera *b*) del paragrafo 1 dell'art 78. La nave o aeromobile è ammesso da quel momento alla libera pratica.

Art. 80

Gli Stati non potranno impedire agli aeromobili in arrivo l'atterraggio sui loro aeroporti sanitari se le misure previste al paragrafo 2 dell'art 74 siano state applicate. In una zona in cui il vettore della febbre gialla è presente, lo Stato potrà tuttavia indicare uno o più aeroporti destinati specificatamente all'atterraggio di aeromobili provenienti da una zona infetta.

Art. 81

All'arrivo di un treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto in una zona in cui è presente il vettore della febbre gialla, le Autorità sanitarie potranno applicare le seguenti misure:

*a*) isolamento, secondo le disposizioni dell'art 75, di ogni persona proveniente da una zona infetta sprovvista di un certificato valido di vaccinazione contro la febbre gialla;

*b*) disinsettazione del treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto se esso proviene da una zona infetta

Art. 82

In una zona in cui il vettore della febbre gialla è presente, l'isolamento previsto dall'art. 39 e dal presente capitolo dovrà essere attuato in locali al riparo dalle zanzare.

*Capitolo IV. — Vaiolo*

Art 83

Ai fini del presente Regolamento, il periodo di incubazione del vaiolo è fissato in quattordici giorni.

Art. 84

1 — L'Amministrazione sanitaria potrà richiedere a chiunque effettui un viaggio internazionale, al suo arrivo, un certificato valido di vaccinazione contro il vaiolo, a meno che esso non presenti segni di una precedente infezione vaiolosa che garantisca un sufficiente stato di immunizzazione.

Se una persona è sprovvista di tale certificato potrà essere vaccinata o, in caso di rifiuto, sottoposta a sorveglianza per la durata

massima di quattordici giorni a partire dalla data di partenza dall'ultimo territorio di provenienza

2. — Chiunque nel corso di un viaggio internazionale ha soggiornato, *durante i quattordici giorni precedenti il suo arrivo*, in una zona infetta e che, secondo il parere dell'Autorità sanitaria, non è sufficientemente protetto dalla vaccinazione o da una precedente affezione vaiolosa, potrà essere vaccinato o sottoposto a sorveglianza, o vaccinato e poi sottoposto a sorveglianza; in caso di rifiuto potrà essere posto in isolamento. La durata del periodo di vigilanza o di isolamento non potrà superare i quattordici giorni dalla data di partenza da una zona infetta. Un certificato valido di vaccinazione contro il vaiolo costituisce prova di una sufficiente protezione.

3. — Ogni Amministrazione sanitaria potrà applicare le misure previste nel presente articolo, sia che l'infezione vaiolosa esista o meno sul suo territorio.

Art 85

1. — Una nave o aeromobile verrà considerato infetto se, al suo arrivo, esiste un caso di vaiolo a bordo o se tale caso si è verificato durante il viaggio.

2 — Tutte le altre navi o aeromobili saranno considerate indenni anche se a bordo di essi si trovano persone sospette; tuttavia tali persone al momento dello sbarco potranno essere sottoposte alle misure previste dall'art. 86.

Art 86

1. — All'arrivo di una nave o aeromobile infetto, l'Autorità sanitaria:

*a*) potrà suggerire la vaccinazione a coloro che a parere di tale Autorità sanitaria non risultino sufficientemente protetti contro il vaiolo;

*b*) potrà, per la durata di quattordici giorni al massimo a partire dall'ultima esposizione al contagio, isolare o sottoporre a sorveglianza chiunque intenda sbarcare; l'Autorità sanitaria prenderà in considerazione, nel fissare la durata del periodo di isolamento o di sorveglianza, le precedenti vaccinazioni di tale persona e la possibilità che essa sia stata esposta al contagio;

*c*) potrà procedere alla disinfezione;

*i*) dei bagagli delle persone infette;

*ii*) di tutti gli altri bagagli od oggetti, quali gli effetti letterecci o la *biancheria usata, e di ogni parte della nave o dell'aeromobile* considerati contaminati.

2 — Una nave o aeromobile continuerà ad essere considerato infetto fino al momento in cui le persone infette non sono state sbarcate e le misure prescritte dall'Autorità sanitaria in conformità a quanto esposto al paragrafo 1 del presente articolo, non siano state debitamente applicate. La nave o aeromobile sarà da quel momento ammesso alla libera pratica.

Art. 87

All'arrivo, ogni nave o aeromobile indenne, anche se proveniente da una zona infetta, sarà ammesso alla libera pratica.

Art. 88

Se all'arrivo di un treno, di un veicolo stradale o di altro mezzo di trasporto, venga constatato un caso di vaiolo, la persona infetta verrà sbarcata e verranno applicate le disposizioni previste al paragrafo 1 dell'art. 86, calcolando la durata dell'eventuale periodo di sorveglianza o di isolamento a partire dalla data di arrivo del treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto e operando la disinfezione ad ogni parte del treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto considerato contaminato.

## Titolo VI

## DOCUMENTI SANITARI

Art. 89

Non potrà essere richiesto da una nave o aeromobile nessun certificato di sanità, con o senza visto consolare, né alcun certificato quale ne sia la denominazione, in relazione allo stato sanitario di un porto o aeroporto.

Art. 90

1 — Prima di giungere nel primo porto di scalo in un territorio, il capitano di una nave che effettui un viaggio internazionale si informerà sullo stato di salute di tutte le persone che si trovano a bordo e, all'arrivo, a meno che non ne sia stato esentato dall'Amministrazione sanitaria, compilerà e consegnerà all'Autorità sanitaria di tale porto una Dichiarazione marittima di sanità che viene controfirmata dal medico di bordo, se tale medico è presente.

2. — Il capitano e, ove esista, il medico di bordo risponderanno ad ogni richiesta di informazione fatta dall'Autorità sanitaria sulle condizioni sanitarie a bordo durante il viaggio.

3. — La Dichiarazione marittima di sanità dovrà essere conforme al modello previsto all'Appendice 5

4. — Una Amministrazione sanitaria potrà stabilire

*a*) di non richiedere alle navi in arrivo la consegna della Dichiarazione marittima di sanità;

*b*) di richiedere tale consegna solo alle navi in arrivo da certe zone espressamente indicate o nel caso debbano essere comunicate notizie interessanti dal punto di vista sanitario. In entrambi i casi tale Amministrazione ne informerà gli operatori marittimi.

## Art. 91

1. — All'atterraggio sul primo aeroporto di un territorio, il comandante di un aeromobile, o il suo rappresentante autorizzato, compila e consegna all'Autorità di tale aeroporto, a meno che non ne sia esonerato dall'Amministrazione sanitaria, la parte della Dichiarazione generale di aeromobile relativa alle questioni sanitarie, che dovrà essere conforme al modello richiesto all'Appendice 6

2. — Il comandante di un aeromobile o il suo rappresentante autorizzato risponderanno ad ogni richiesta di informazione fatta dall'Autorità sanitaria sulle condizioni sanitarie di bordo durante il viaggio.

3. — Un'Amministrazoine sanitaria potrà decidere

*a*) sia di non richiedere agli aeromobili in arrivo la consegna della Dichiarazione generale di aeromobile, Parte sanitaria;

*b*) sia di richiedere tale consegna solo se l'aeromobile proviene da zone espressamente indicate o se occorre comunicare notizie rilevanti dal punto di vista sanitario. In entrambi i casi tale Amministrazione ne informerà gli operatori dell'aeronavigazione.

## Art. 92

1. — I certificati di cui all'Appendice 1, 2, 3 e 4 saranno stampati in lingua francese e inglese, potrà inoltre essere aggiunto il testo di una delle lingue ufficiali del territorio in cui il certificato viene rilasciato.

2 — I certificati di cui al paragrafo 1 del presente articolo verranno redatti in francese o in inglese È ammessa l'aggiunta di una seconda lingua.

3 — I certificati internazionali di vaccinazione dovranno riportare la firma autografa di un medico; il suo timbro ufficiale non potrà essere considerato equivalente alla firma.

4. — I certificati internazionali di vaccinazione sono certificati individuali e non potranno essere utilizzati in alcun caso a titolo collettivo.

I minori dovranno possedere un proprio certificato

5 — I modelli indicati alle appendici n. 2, 3 e 4 non potranno essere modificati in alcun caso né potrà essere apposta su di essi alcuna fotografia.

6. — Un certificato internazionale di vaccinazione rilasciato ad un minore che non sa scrivere sarà firmato da uno dei genitori o dalla persona cui esso è affidato. La firma di un analfabeta sarà indicata nel modo consueto dal suo contrassegno e dalla firma di un testimone che ne garantisca l'identità.

7 — Se colui che esegue la vaccinazione riterrà che essa sia controindicata sul piano medico, dovrà rilasciare all'interessato un attestato redatto in inglese o in francese e indicante le ragioni che motivano il suo parere; le Autorità sanitarie potranno tenerne conto

## Art. 93

I documenti relativi alla vaccinazione rilasciati dalle forze armate al proprio personale in attività di servizio saranno accettati in luogo del certificato internazionale così come esso è riprodotto alle appendici 2, 3, o 4, a condizione che essi contengano:

*a*) le informazioni mediche equivalenti a quelle da indicarsi sul modello relativo;

*b*) una dichiarazione in francese o in inglese che precisi la natura e la data della vaccinazione e che attesti che i documenti vengano rilasciati in virtù del presente articolo.

## Art. 94

Nessun documento sanitario diverso da quelli indicati nel presente Regolamento potrà essere richiesto nel corso di viaggi internazionali.

# TITOLO VII

# DIRITTI

## Art 95

1. — L'Autorità sanitaria non percepirà alcun compenso:

*a*) per le visite mediche previste dal presente Regolamento nonché per gli accertamenti complementari, batteriologici o di altra na-

tura, che possano essere necessari per accertare lo stato di salute della persona esaminata;

*b*) per le vaccinazioni all'arrivo e per i relativi certificati

2 — Qualora l'applicazione delle misure previste dal presente Regolamento, diverse da quelle indicate al paragrafo 1 del presente articolo, comporti il pagamento di un compenso, occorrerà attenersi in ogni territorio ad una tariffa unica alla quale far riferimento. I compensi richiesti dovranno:

*a*) essere conformi a tale tariffa;

*b*) essere modici e non superare in alcun caso il costo effettivo del servizio reso;

*c*) essere percepiti senza distinzione di nazionalità, di domicilio o di residenza per quanto riguarda le persone, o di nazionalità, di bandiera, di registro o di proprietà per quanto riguarda le navi, gli aeromobili, i treni, gli autoveicoli e altri mezzi di trasporto o *containers* In particolare non dovrà essere fatta alcuna distinzione fra le persone della propria nazionalità e gli stranieri, né fra le navi, aeromobili, treni, autoveicoli e altri mezzi di trasporto o *containers* nazionali e stranieri.

3. — Il diritto per la trasmissione via radio di un messaggio relativo alle disposizioni del presente Regolamento non potrà superare la normale tariffa per tali trasmissioni via radio

4 — La tariffa, le sue eventuali successive modifiche saranno rese pubbliche almeno dieci giorni prima della loro entrata in vigore ed immediatamente comunicate all'Organizzazione

## TITOLO VIII.

## DISPOSIZIONI VARIE

### Art. 96

1. — Gli aeromobili in partenza da un aeroporto situato in una zona in cui esiste pericolo di contrarre la malaria o altre malattie trasmesse dalle zanzare o in cui si trovano zanzare vettrici di malattie, resistenti agli insetticidi, o ancora in cui è presente una specie vettrice che è stata sradicata dalla zona in cui è situato l'aeroporto di destinazione dell'aeromobile, saranno disinsettati in conformità a quanto disposto dall'art. 26, secondo i metodi raccomandati dall'Organizzazione. Gli Stati interessati debbono accettare la disinsettazione praticata durante il volo mediante il dispositivo approvato di disinsettazione a vapore. Le navi in partenza da un porto che si trovino nella situazione di cui sopra saranno mantenute esenti da zanzare sia allo stato larvale che allo stato adulto.

2. — All'arrivo in un aeroporto situato in una zona in cui l'importazione di vettori potrebbe causare la trasmissione della malaria o di altra malattia trasmissibile da parte delle zanzare, o in cui sia stata eliminata una specie vettrice che è presente nella zona in cui è situato l'aeroporto di provenienza, gli aeromobili che si trovino nelle condizioni di cui al paragrafo 1 del presente articolo potranno essere *disinsettati in conformità a quanto disposto dall'art. 26*, a meno che l'Autorità sanitaria non riceva una prova soddisfacente dell'avvenuta disinsettazione in conformità a quanto disposto dal paragrafo 1 del presente articolo. Le navi in arrivo in un porto che si trovi nella suddetta situazione dovranno, sotto il controllo dell'Autorità sanitaria, essere sottoposte a trattamenti adeguati a renderle indenni dalle zanzare sia allo stato larvale che allo stato adulto

3 — Per quanto possibile, e se esistano sufficienti motivazioni giustificate, saranno mantenuti esenti da insetti vettori di malattie umane i treni, gli autoveicoli e gli altri mezzi di trasporto o i *containers* o i *battelli utilizzati per il traffico costiero internazionale* o per il traffico internazionale sulle vie d'acqua interne.

### Art 97

1. — Gli emigranti, i nomadi, i lavoratori stagionali o le persone che prendono parte a riunioni periodiche di massa, come pure le navi, e in particolare le piccole imbarcazioni utilizzate per il traffico costiero internazionale, gli aeromobili, treni, veicoli stradali o ogni altro mezzo di trasporto da essi utilizzato potranno essere sottoposti a ulteriori misure sanitarie in conformità alle leggi e ai regolamenti di ciascuno degli Stati interessati e agli accordi tra essi intercorsi.

2. — Ogni Stato membro informerà l'Organizzazione delle leggi e dei regolamenti nonché degli Accordi internazionali applicabili agli emigranti, ai nomadi, ai lavoratori stagionali e alle persone che prendono parte a riunioni periodiche di massa.

3. — Le norme di igiene che debbono essere applicate a bordo delle navi e degli aeromobili che trasportino partecipanti a riunioni periodiche di massa non saranno inferiori a quelle raccomandate dall'Organizzazione.

### Art 98

1. — Convenzioni o Accordi speciali potranno essere stipulati tra due o più Stati aventi interessi comuni in relazione alle loro condizioni sanitarie, geografiche, sociali o economiche, per facilitare l'applicazione del presente Regolamento; in particolare per quanto riguarda:

*a*) lo scambio diretto e rapido di informazioni epidemiologiche tra territori vicini;

*b*) le misure sanitarie applicabili al traffico costiero internazionale e al traffico internazionale sulle vie d'acqua interne, compresi i laghi;

*c*) le misure sanitarie applicabili alle frontiere dei territori limitrofi;

*d*) la riunione di due o più territori in uno solo per l'applicazione di ogni misura sanitaria prevista dal presente Regolamento;

*e*) l'utilizzazione dei mezzi di trasporto appositamente predisposti per lo spostamento di persone infette.

2 — Le Convenzioni o gli accordi previsti al paragrafo 1 del presente articolo non potranno essere in contrasto col presente Regolamento.

3 — Gli Stati comunicheranno all'Organizzazione tutte le convenzioni o gli accordi che verranno nella determinazione di concludere ai sensi del presente articolo. L'Organizzazione informerà immediatamente tutte le Amministrazioni sanitarie della stipula di tali convenzioni o accordi.

## TITOLO IX

## DISPOSIZIONI FINALI

### Art 99

1. — Fatte salve le disposizioni dell'art 101 e le eccezioni sotto specificate, il presente Regolamento sostituisce, nei rapporti tra gli Stati ai quali si applica e nei rapporti tra detti Stati e l'Organizzazione, le disposizioni delle Convenzioni sanitarie internazionali, dei Regolamenti sanitari internazionali e degli accordi della stessa natura di seguito indicati:

*a*) Convenzione sanitaria internazionale, firmata a Parigi il 3 dicembre 1903;

*b*) Convenzione sanitaria panamericana, firmata a Washington il 14 ottobre 1905;

*c*) Convenzione sanitaria internazionale, firmata a Parigi il 17 gennaio 1912;

*d*) Convenzione sanitaria internazionale, firmata a Parigi il 21 giugno 1926;

*e*) Convenzione sanitaria internazionale per la navigazione aerea, firmata all'Aja il 12 aprile 1933;

*f*) Accordo internazionale relativo alla soppressione dei certificati di sanità, firmato a Parigi il 22 dicembre 1934;

*g*) Accordo internazionale relativo alla soppressione dei visti consolari sui certificati di sanità, firmato a Parigi il 22 dicembre 1934;

*h*) Convenzione relativa alla modifica della Convenzione sanitaria internazionale del 21 giugno 1926, firmata a Parigi il 31 ottobre 1938;

*i*) Convenzione sanitaria internazionale del 1944 che modifica la Convenzione del 21 giugno 1926, aperta alla firma il 15 dicembre 1944 a Washington;

*j*) Convenzione sanitaria internazionale per la navigazione aerea del 1944 a modifica della Convenzione del 12 aprile 1933, aperta alla firma il 15 dicembre 1944 a Washington;

*k*) Protocollo del 23 aprile 1946 di proroga della Convenzione sanitaria internazionale del 1944, firmato a Washington;

*l*) Protocollo del 23 aprile 1946 di proroga della Convenzione sanitaria internazionale per la navigazione aerea del 1944, firmato a Washington;

*m*) Regolamento sanitario internazionale del 1951 e Regolamenti aggiuntivi del 1955, 1956, 1960, 1963 e 1965

2 — Il Codice sanitario panamericano, firmato all'Avana il 14 novembre 1924, resta in vigore ad eccezione degli artt. 2, 9, 10, 11, da 16 a 53, 61 e 62, per i quali si applicanò le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo

### Art. 100

1 — Il termine previsto in conformità all'art. 22 della Costituzione dell'Organizzazione per formulare il rifiuto o le riserve è di nove mesi a partire dalla data di notifica, da parte del Direttore generale, dell'avvenuta adozione del presente Regolamento da parte dell'Assemblea mondiale della sanità.

2. — Uno Stato può, mediante notifica rivolta al Direttore generale, elevare tale periodo a diciotto mesi per quanto riguarda i propri territori d'oltremare o lontani per i quali esso abbia la responsabilità della condotta dei rapporti internazionali.

3 — Ogni rifiuto o riserva ricevuti dal Direttore generale dopo la scadenza del periodo indicato al paragrafo 1 o al paragrafo 2 del presente articolo, a seconda dei casi, è senza effetto.

### Art 101

1. — Allorché uno Stato formula una riserva al presente Regolamento, essa è valida solo se accettata dall'Assemblea mondiale della sanità Il presente Regolamento entra in vigore nei confronti di tale Stato solo quando tale riserva è stata accettata dall'Assemblea o, se l'Assemblea vi si è opposta, per il fatto che essa è sostanzialmente contraria al carattere e ai fini del Regolamento, allorché detta riserva è stata ritirata.

2 — Un rifiuto parziale del presente Regolamento equivale ad una riserva

3 — L'Assemblea mondiale della sanità può porre, come condizione alla propria accettazione di una riserva, l'obbligo, per lo Stato che la formula, di continuare a mantenere uno o più impegni relativi alla suddetta riserva e che erano stati precedentemente assunti dal suddetto Stato in virtù di Convenzioni, Regolamenti e Accordi dello stesso tipo di quelli indicati all'art. 99.

4 — Se uno Stato formula una riserva, considerata dall'Assemblea mondiale della sanità come non sostanzialmente in contrasto con uno o più obblighi accettati dal suddetto Stato in virtù delle Convenzioni, dei Regolamenti, e degli Accordi della stessa natura indicati all'art. 99, l'Assemblea può accettare tale riserva senza richiedere allo Stato, come condizione di accettazione, di impegnarsi come previsto dal paragrafo 3 del presente articolo.

5 — Se l'Assemblea mondiale della sanità si oppone ad una riserva ed essa non viene ritirata, il presente Regolamento non entra in vigore nei confronti dello Stato che ha formulato tale riserva Le Convenzioni, i Regolamenti e gli Accordi della stessa natura, indicati dall'art. 99 e di cui tale Stato è già parte, continuano a restare in vigore per quanto lo concerne.

Art 102

Un rifiuto o una qualsiasi riserva totale o parziale possono in ogni momento essere ritirati mediante notifica inviata al Direttore generale

Art 103

1 — Il presente Regolamento entra in vigore il 1° gennaio 1971.

2 — Ogni Stato che divenga membro dell'Organizzazione dopo tale data e che non sia già parte del presente Regolamento può notificare il proprio rifiuto o le proprie riserve in relazione ad esso e ciò entro il termine di tre mesi a partire dalla data in cui tale Stato diviene membro dell'Organizzazione. Fatte salve le disposizioni dell'art. 101, e tranne che nel caso di rifiuto, il presente Regolamento entra in vigore nei confronti di tale Stato allo scadere del periodo summenzionato.

Art. 104

1. — Gli Stati non membri dell'Organizzazione, ma che sono parti di Convenzioni, Regolamenti o Accordi della stessa natura indicati dall'art. 99, o ai quali il Direttore generale abbia notificato l'adozione del presente Regolamento da parte dell'Assemblea mondiale della sanità, possono divenire parti di esso notificando al Direttore generale la propria accettazione. Fatte salve le disposizioni dell'art. 101, tale accettazione decorre dalla data di entrata in vigore del presente Regolamento o, se tale accettazione viene notificata dopo tale data, tre mesi dopo il giorno della ricezione da parte del Direttore generale di detta notifica.

2 — Ai fini dell'applicazione del presente Regolamento, gli artt. 23, 33, 62, 63 e 64 della Costituzione dell'Organizzazione trovano applicazione nei confronti degli Stati non membri dell'Organizzazione che divengono parti di detto Regolamento.

3. — Gli Stati non membri dell'Organizzazione, ma che sono divenuti parti del presente Regolamento, possono in qualsiasi momento ritirare la propria partecipazione al suddetto Regolamento mediante notifica, indirizzata al Direttore generale; tale ritiro decorre sei mesi dopo la ricezione della suddetta notifica. Lo Stato che si è ritirato applica nuovamente, a partire da quel momento, le disposizioni delle Convenzioni, dei Regolamenti o Accordi della stessa natura indicati all'art. 99 e dei quali il suddetto Stato era precedentemente parte.

Art. 105

Il Direttore generale dell'Organizzazione notifica a tutti i membri e membri associati nonché alle altre parti di Convenzioni, Regolamenti e Accordi della stessa natura indicati all'art. 99, l'adozione del presente Regolamento da parte dell'Assemblea mondiale della sanità. Il Direttore generale notifica parimenti a tali Stati, nonché ad ogni altro Stato divenuto parte del presente Regolamento, ogni Regolamento aggiuntivo che lo modifichi o lo completi, nonché ogni notifica ricevuta in applicazione degli artt. 100, 102, 103 e 104, rispettivamente, nonché ogni dcisione adottata dall'Assemblea mondiale della sanità in applicazione dell'art. 101.

Art. 106

1. — Ogni questione o controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Regolamento o di qualsiasi Regolamento aggiuntivo può essere sottoposta, da parte di qualsiasi Stato interessato, al Direttore generale che tenterà allora di risolvere la questione o la controversia. In mancanza di una composizione il Direttore generale, di propria iniziativa o su richiesta di qualsiasi Stato interessato, sottopone la questione o la controversia all'esame del Comitato o di altro organo competente dell Organizzazione.

2 — Ogni Stato interessato ha il diritto di essere rappresentato davanti a tale comitato o a tale altro organo.

3. — Ogni controversia che non sia stata risolta mediante detta procedura può, a richiesta, essere portata, da qualsiasi Stato interessato, davanti alla Corte internazionale di giustizia per una decisione

Art. 107

1 — Il testo francese e il testo inglese del presente Regolamento fanno egualmente fede.

2. — I testi originali del presente Regolamento sono depositati negli archivi dell'Organizzazione Copie conformi di essi sono inviate dal Direttore generale a tutti i membri e membri associati, nonché alle altre parti di Convenzioni, Regolamenti e Accordi della stessa natura indicati dall'art. 99. Al momento dell'entrata in vigore del presente Regolamento, copie conformi vengono fornite dal Direttore generale al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione, in applicazione dell'art. 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE il presente atto è stato firmato a Boston, il venticinque luglio 1969.

W H STEWART

Presidente della Ventiduesima
Assemblea mondiale della sanità

M G. CANDAU

Direttore Generale dell'Organizzazione
mondiale della sanità

Appendice 1

CERTIFICATO DI DERATTIZZAZIONE (*a*)
CERTIFICATO DI ESENZIONE DALLA DERATTIZZAZIONE (*a*)

rilasciato in conformità dell'art 54 del Regolamento sanitario internazionale
(Il presente certificato non deve essere ritirato dalle autorità portuali)

Data Porto di . . . . .

IL PRESENTE CERTIFICATO ATTESTA l'ispezione e { la derattizzazione / l'esenzione } (*a*) in questo porto e alla data di cui sopra

della { nave / nave di navigazione interna } (*a*) del { tonnellaggio netto nel caso di una nave di alto mare / tonnellaggio nel caso di nave di navigazione interna }

Al momento della { ispezione / derattizzazione } (*a*) le stive erano cariche di tonnellate di carico

| COMPARTIMENTI (*b*) | TRACCE DI TOPI (*c*) | INSEDIAMENTO DI TOPI | | DERATTIZZAZIONE | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | trovati (*d*) | soppressi | Mediante fumigazione Gas utilizzato Esposizione (ore) | | Mediante cattura o avvelenamento | | |
| | | | | Spazio (metri cubi) | Quantità utilizzate (*e*) | Topi trovati morti | Trappole o veleni usati | Topi uccisi o catturati |
| stiva 1. | | | | | | | | |
| » 2. | | | | | | | | |
| » 3. | | | | | | | | |
| » 4. | | | | | | | | |
| » 5. | | | | | | | | |
| » 6. | | | | | | | | |
| » 7. | | | | | | | | |
| Ponte di riparo . . . . . . . . . . | | | | | | | | |
| Deposito di carbone . . . . . . . . | | | | | | | | |
| Sala macchine e galleria dell'albero . | | | | | | | | |
| Gravone di prua e magazzino . . . . | | | | | | | | |
| Gavone di poppa e magazzino . . . . | | | | | | | | |
| Canotti di salvataggio . . . . . . | | | | | | | | |
| Cabine carte e collegamenti radio . . | | | | | | | | |
| Cucine . . . . . . . . . . . . | | | | | | | | |
| Cambusa . . . . . . . . . . . . | | | | | | | | |
| Magazzino delle provviste . . . . . | | | | | | | | |
| Alloggi (equipaggio) . . . . . . . | | | | | | | | |
| Cabine (ufficiali) . . . . . . . . | | | | | | | | |
| Cabine (passeggeri) . . . . . . . . | | | | | | | | |
| Alloggi (emigranti) . . . . . . . . | | | | | | | | |
| TOTALE . . . . . | | | | | | | | |

(*a*) Cancellare l'indicazione inutile.
(*b*) Se uno dei compartimenti elencati non esiste sulla nave, occorre indicarlo specificatamente.
(*c*) Tracce vecchie o recenti di escrementi, passaggi o rosicchiamenti.
(*d*) Nessuno, pochi, abbastanza, molti.
(*e*) Indicare il peso di zolfo o cianuro e la quantità di acido cianidrico.
(*f*) Specificare se si tratta di dislocamento metrico o di altro metodo di determinazione del tonnellaggio.

OSSERVAZIONI — Nel caso di esenzione indicare qui le misure adottate per mantenere la nave libera da roditori e da vettori di peste.

Timbro, nome e qualifica e firma dell'ispettore.

Appendice 2

## CERTIFICATO INTERNAZIONALE DI VACCINAZIONE E DI RIVACCINAZIONE CONTRO IL COLERA

Il presente certificato attesta che nato(a)

il di sesso la cui firma è la seguente

è stato vaccinato(a) o rivaccinato(a) contro il colera alla data indicata

| Data | Firma e qualifica professionale di chi ha effettuato la vaccinazione | Timbro autorizzato | |
|---|---|---|---|
| 1 | | 1 | 2 |
| 2 | | | |
| 3 | | 3 | 4 |
| 4 | | | |

Il vaccino utilizzato deve rispondere ai requisiti richiesti dall'Organizzazione mondiale della Sanità.

La validità del presente certificato è della durata di sei mesi, con decorrenza a partire da sei giorni dopo una iniezione del vaccino o, nel caso di una rivaccinazione nel corso di tale periodo di sei mesi, dal giorno di tale rivaccinazione.

Il timbro autorizzato deve essere conforme al modello prescritto dall'Amministrazione sanitaria del territorio in cui è stata effettuata la vaccinazione.

Il presente certificato deve essere firmato da un medico di suo pugno e il suo timbro ufficiale non può essere considerato sostitutivo della sua firma.

Ogni correzione o cancellatura od omissione di una qualsiasi menzione del certificato può renderlo non valido.

Appendice 3

## CERTIFICATO INTERNAZIONALE DI VACCINAZIONE O DI RIVACCINAZIONE CONTRO LA FEBBRE GIALLA

Il presente certificato attesta che nato(a)

il di sesso la cui firma è la seguente

è stato vaccinato(a) o rivaccinato(a) contro la febbre gialla alla data indicata

| Data | Firma e qualifica professionale di chi ha effettuato la vaccinazione | Fabbricante del vaccino e numero della partita | Timbro ufficiale del centro di vaccinazione | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | | | 1 | 2 |
| 2 | | | | |
| 3 | | | 3 | 4 |
| 4 | | | | |

Il presente certificato è valido soltanto se il vaccino usato è stato approvato dall'Organizzazione mondiale della sanità e se il centro di vaccinazione è stato autorizzato dall'Amministrazione sanitaria del territorio sul quale tale centro è situato.

La validità del presente certificato è di dieci anni a partire da dieci giorni dopo la data di vaccinazione o, nel caso di una rivaccinazione nel corso di tale periodo di dieci anni, dal giorno di tale rivaccinazione.

Il presente certificato deve essere firmato da un medico di propria mano; il suo timbro ufficiale non può essere considerato sostitutivo della firma.

Ogni correzione o cancellatura sul certificato o il mancato completamento di una qualsiasi sua parte può renderlo non valido.

Appendice 4

## CERTIFICATO INTERNAZIONALE DI VACCINAZIONE O DI RIVACCINAZIONE CONTRO IL VAIOLO

Il presente certificato attesta che nato(a)

. .. .. il di sesso

la cui firma è la seguente

è stato vaccinato(a) o rivaccinato(a) contro il vaiolo alla data sottoindicata, con un vaccino liofilizzato o con liquido certificato conforme ai requisiti prescritti dall'Organizzazione mondiale della Sanità.

| Data | Indicare con il segno x se si tratta di | Firma e qualifica professionale di chi ha effettuato la vaccinazione | Fabbricante del vaccino e numero della partita | Timbro autorizzato | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1*a* | Prima vaccinazione effettuata .................. | | | 1*a* | 1*b* |
| 1*b* | Con esito positivo ................................. Con esito negativo ................................. | | | | |
| 2 | Rivaccinazione ................................. | | | 2 | 3 |
| 3 | Rivaccinazione ................................. | | | | |

La validità del presente certificato è di tre anni a partire dall'ottavo giorno dopo la data della prima vaccinazione effettuata con esito positivo o, nel caso di una rivaccinazione, dal giorno di tale rivaccinazione.

Il timbro autorizzato deve essere conforme al modello prescritto dall'Amministrazione sanitaria del territorio in cui la vaccinazione è stata effettuata.

Il presente certificato deve essere firmato da un medico di suo proprio pugno; il suo timbro ufficiale non può infatti essere considerato sostitutivo della sua firma.

Ogni correzione o cancellatura sul presente certificato o il mancato completamento di una qualunque sua parte può inficiarne la validità.

Appendice 5

## DICHIARAZIONE MARITTIMA DI SANITA'

(da esibirsi da parte dei capitani delle navi provenienti da porti situati al di fuori del territorio)

Porto di Data

Nome della nave proveniente da

diretta a

Nazionalità Nome del capitano

Tonnellaggio netto (stazza)

Derattizzazione o esenzione dalla derattizzazione { Certificato rilasciato a in data

Numero dei passeggeri cabina ponte Numero dei membri dell'equipaggio

Elenco degli scali effettuati dall'inizio del viaggio con le date di partenza

*Appendice 5 (seguito)*

**TABELLA ALLEGATA ALLA DICHIARAZIONE**

**Particolari relativi ad ogni caso di malattia o di decesso verificatisi a bordo**

| Nome | Classe o funzione a bordo | Età | Sesso | Nazionalità | Porto di imbarco | Data di imbarco | Natura della malattia | Data di inizio della malattia | Esito della malattia * | Successivi sviluppi |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | |

* Indicare se il malato è guarito, se è ancora malato o se è deceduto.
** Indicare se il malato è ancora a bordo, se è stato sbarcato (indicare il nome del porto) o se il suo cadavere è stato gettato in mare.

*QUESTIONARIO SANITARIO*

**Rispondere SI o NO**

1. Si sono verificati a bordo, nel corso del viaggio * casi (o sintomi sospetti) di peste, colera, febbre gialla o vaiolo? *Fornire i particolari nella tabella allegata.*

2 Si sono verificati casi (o sintomi sospetti) di peste tra i topi o i sorci, a bordo nel corso del viaggio *, ovvero si è verificata una loro anormale mortalità?

3 Si è verificato un decesso a bordo, nel corso del viaggio*, per motivi non accidentali? Fornire i particolari nella allegata tabella.

4 Si presentano o si sono presentati a bordo nel corso del viaggio * casi di malattia che si sospetta siano di carattere contagioso? Fornire i particolari nella tabella allegata.

5 Vi sono attualmente malati a bordo? Fornire i particolari nella tabella allegata

Osservazione: In assenza di un medico, il capitano deve considerare i seguenti sintomi facenti sospettare l'esistenza di una malattia di carattere contagioso: febbre accompagnata da prostrazione o persistente per parecchi giorni o con rigonfiamenti delle ghiandole; ogni irritazione della pelle o eruzioni acute con o senza febbre; ogni diarrea grave con sintomi di notevole indebolimento; colorito giallognolo accompagnato da febbre.

6. *Siete a conoscenza di qualsiasi altra circostanza a bordo che* potrebbe favorire il contagio o la propagazione di una malattia?

Dichiaro che le informazioni e le risposte fornite nella presente dichiarazione di sanità (e nella tabella) sono, per quanto io sappia ed abbia motivo di ritenere, esatte e conformi a verità.

FIRMATO

CAPITANO

CONTROFIRMATO

MEDICO DI BORDO

***Data***

* Se sono trascorse più di quattro settimane dall'inizio del viaggio, basterà fornire dati sulle ultime quattro settimane.

Appendice 6

**PARTE RELATIVA AL QUESTIONARIO SANITARIO DELLA DICHIARAZIONE GENERALE DI AEROMOBILE**

**Dichiarazione di sanità**

**Casi di malattia (ad esclusione del mal d'aria o di incidenti) rilevati a bordo o sbarcati nel corso del viaggio, ivi incluse le persone con sintomi o manifestazioni quali eruzioni cutanee, febbre, brividi, diarrea.**

**Ogni altra circostanza a bordo suscettibile di provocare il diffondersi di una malattia**

**Particolari relativi ad ogni disinsettizzazione o altra operazione sanitaria (luogo, data, ora, metodo) effettuata nel corso del volo**
**Se non vi è stata disinsettizzazione durante il volo fornire precisazioni sulla disinsettizzazione più recente.**

**Firma (se necessaria)**

MEMBRO DELL'EQUIPAGGIO

**Regolamento aggiuntivo del 23 maggio 1973 a modifica del Regolamento sanitario internazionale (1969) in particolare degli articoli 1, 21, da 63 a 71 e 92.**

La ventiseiesima Assemblea mondiale della sanità,

CONSIDERANDO che occorre modificare alcune disposizioni del Regolamento sanitario internazionale (1969); e

VISTI gli articoli 2 *k*), 21 *a*) e 22 della Costituzione dell'Organizzazione mondiale della sanità,

ADOTTA, il 23 maggio 1973, il seguente Regolamento aggiuntivo

ART I

TITOLO I — DEFINIZIONI

*Art. 1*

Sostituire la definizione dell'« aeroporto » con la seguente: « Aeroporto indica ogni aeroporto che lo Stato membro nel cui territorio è situato ha designato come aeroporto di arrivo e di partenza destinato al traffico aereo internazionale e in cui si adempiono le formalità di dogana, di controllo delle persone, di sanità pubblica, di controllo veterinario e fitosanitario e altre formalità analoghe ».

TITOLO III — ORGANIZZAZIONE SANITARIA

*Art. 21*

Paragrafo 1: Sopprimere le lettere *b*) e *c*).

TITOLO V — DISPOSIZIONI RELATIVE A CIASCUNA DELLE MALATTIE SOGGETTE AL REGOLAMENTO

*Capitolo II. — Colera*

*Art. 63*

*Art 64*

Attribuirgli il numero 63 e modificarlo come segue

« 1 — Se, all'arrivo di una nave, aeromobile, treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto, viene constatato un caso di colera o se a bordo di esso si è verificato un caso di colera, l'Autorità sanitaria:

*a*) può sottoporre i passeggeri, o i membri dell'equipaggio ritenuti sospetti, ad una sorveglianza o ad un isolamento per un periodo che non deve superare i cinque giorni a partire dalla data dello sbarco;

*b*) è responsabile del controllo del prelevamento e della eliminazione, in condizioni igieniche, delle riserve di acqua, degli alimenti (ad esclusione del carico), degli escrementi umani, delle acque di scarico comprese le acque di stiva, delle sostanze residue e di ogni altra sostanza considerata contaminata, nonché della disinfezione dei serbatoi d'acqua e del materiale usato per la manipolazione degli alimenti.

2 — Una volta applicate le misure previste alla lettera *b*), la nave, l'aeromobile, il treno, il veicolo stradale od altro mezzo di trasporto sono ammessi alla libera pratica »

*Artt 65-69*

Da sopprimere

*Art. 70*

Attribuirgli il numero 64 e modificarlo come segue

« Le derrate alimentari facenti parte del carico che si trovino a bordo di una nave, aeromobile, treno, veicolo stradale o altro mezzo di trasporto sul quale si sia verificato un caso di colera durante il viaggio possono essere sottoposti ad esame batteriologico solo dalle Autorità sanitarie del Paese di destinazione finale ».

*Art 71*

Da mantenere senza modifiche, ma attribuendogli il numero 65

TITOLO VI — DOCUMENTI SANITARI

*Art. 92*

Al paragrafo 1, sostituire « Appendici 1, 2, 3 e 4 » con « Appendici 1, 2 e 3 », l'Appendice 2 essendo stata soppressa e le seguenti rinumerate

Modificare come segue il paragrafo 3

« 3 — I certificati internazionali di vaccinazione debbono essere firmati di proprio pugno da un medico o da altra persona abilitata dall'Amministrazione sanitaria nazionale; un timbro ufficiale non può essere considerato sostitutivo della firma ».

Nel paragrafo 5, sostituire « Appendici 2, 3 e 4 » con « Appendici 2 e 3 ».

*Appendice 2* Da sopprimere, in quanto le Appendici successive sono state rinumerate

ART II

Il termine previsto ai sensi dell'art. 22 della Costituzione dell'Organizzazione per formulare qualsiasi rifiuto o riserva è di tre mesi a partire dalla data di notifica, da parte del Direttore Generale, dell'adozione del presente Regolamento aggiuntivo da parte dell'Assemblea mondiale della sanità.

ART III

Il presente Regolamento aggiuntivo entrerà in vigore il 1° gennaio 1974.

ART IV

Saranno applicabili al presente Regolamento aggiuntivo le seguenti disposizioni finali del Regolamento sanitario internazionale (1969): paragrafo 3 dell'art 100, paragrafo 1 e 2 e primo periodo del paragrafo 5 dell'art. 101, art. 102, art 103 (la data del 1° gennaio 1971 è stata sostituita da quella indicata all'art. III del presente Regolamento aggiuntivo), e artt. da 104 a 107 inclusi

IN FEDE DI CHE abbiamo apposto le nostre firme e sigilli il ventiquattro maggio 1973, a Ginevra.

J SULIANTI

Presidente della ventisciesima Assemblea mondiale della sanità

M. G. CANDAU

Direttore Generale dell'Organizzazione mondiale della sanità

ERNESTO LUPO, *direttore*
VINCENZO MARINELLI, *vice direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(3651029/6) Roma, 1982 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.